

S.Mi.D.D.E.V

SYNDICAT MIXTE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'EST-VAR  
POUR LE TRAITEMENT ET LA VALORISATION DES DECHETS MENAGERS-----  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice :	Date de publication :	Date d'envoi à la Préfecture :
12	21 DEC. 2023	21 DEC. 2023

Le dix-huit décembre deux mille vingt-trois à neuf heure trente, le Comité Syndical du Syndicat Mixte du Développement Durable de l'Est Var pour le Traitement et la valorisation des déchets ménagers, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au siège du Syndicat, sous la présidence de Monsieur Gilles LONGO, Président.  
Date de convocation des délégués : le onze décembre deux mille vingt-trois.

**Présents :**Communauté d'Agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération :

Monsieur Gilles LONGO, Président, Délégué titulaire  
Madame Sylvie BLANC, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente, Déléguée titulaire  
Monsieur Gérard BONNAL, Délégué titulaire  
Monsieur Bernard SABY, Délégué titulaire  
Madame Sonia LAUVARD, Déléguée titulaire,  
Monsieur Charles MARCHAND, Délégué titulaire  
Monsieur Kader MERIMECHE, Délégué titulaire  
Monsieur Jean-François MOISSIN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Madame Jacqueline SANCHEZ, Déléguée titulaire  
Communauté de Communes du Pays de Fayence :  
Monsieur René BOUCHARD, 4<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Monsieur Jean-Yves HUET, Délégué titulaire

**Absent excusé :**

Communauté d'Agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération :  
Monsieur Yoann GNERUCCI, 2<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire

**Assistaient également à la séance :**

Madame Natacha FLEURY, Directrice du SMIDDEV  
Madame Nathalie LACUBE, Eco-conseillère du SMIDDEV  
Madame Magali MERLINO, Rédacteur du SMIDDEV

**Délibération n°2023/787 :***Exercice 2024 – Règlement anticipé des dépenses d'investissement.*

**Objet : Exercice 2024 – Règlement anticipé des dépenses d'investissement.**

Monsieur le Président expose :

Conformément aux dispositions de l'article L 1612-1 du Code des Collectivités Territoriales, le Comité Syndical est appelé à autoriser le règlement des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif de l'exercice, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette et aux opérations programmées :

INVESTISSEMENT - DEPENSES / ANTICIPATION BP 2024					
Chapitres	Articles	Crédits votés BP 2023	Crédits votés DM 2023	Total crédits votés 2023	Montants à prendre en compte (25%)
20	2031	26 100,00 €	- €	26 100,00 €	6 525,00 €
	2033	- €	- €	- €	- €
21	21318	- €	- €	- €	- €
	21351	- €	- €	- €	- €
	2158	500 000,00 €	- €	500 000,00 €	125 000,00 €
	21828	- €	- €	- €	- €
	21838	- €	- €	- €	- €
	21848	- €	- €	- €	- €
23	2313	- €	- €	- €	- €
	2315	- €	- €	- €	- €
OPERATIONS comptes 2315	17	1 050 000,00 €	1 000 000,00 €	2 050 000,00 €	512 500,00 €
	18	2 900 000,00 €		2 900 000,00 €	725 000,00 €
	20	3 200 000,00 €	-1 000 000,00 €	2 200 000,00 €	550 000,00 €
	21	48 900,00 €		48 900,00 €	12 225,00 €

Le montant de **1 931 250€** correspond à la limite supérieure que le Syndicat est susceptible d'engager, de liquider et de mandater dans l'attente du vote du budget primitif 2024.

°  
° °

Le Comité Syndical :

Où l'exposé qui précède,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membre présents,

**AUTORISE** l'engagement, la liquidation et le mandatement des dépenses d'investissement, avant le vote du budget primitif 2024, dans la limite de 1 931 250 €.

**SOUMET** la présente délibération au contrôle de légalité de Monsieur le Préfet du Var.

AINSI fait et délibéré à Fréjus, le 18 décembre 2023.

Pour extrait certifié conforme  
A Fréjus, le 18 décembre 2023

Le Président,  
Gilles LONGO



S.Mi.D.D.E.V

**SYNDICAT MIXTE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'EST-VAR  
POUR LE TRAITEMENT ET LA VALORISATION DES DECHETS MENAGERS****-----  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL****SEANCE DU 18 DECEMBRE 2023**

Nombre de membres en exercice :	Date de publication :	Date d'envoi à la Préfecture :
12	21 DEC. 2023	21 DEC. 2023

Le dix-huit décembre deux mille vingt-trois à neuf heure trente, le Comité Syndical du Syndicat Mixte du Développement Durable de l'Est Var pour le Traitement et la valorisation des déchets ménagers, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au siège du Syndicat, sous la présidence de Monsieur Gilles LONGO, Président.  
Date de convocation des délégués : le onze décembre deux mille vingt-trois.

**Présents :****Communauté d'Agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération :**

Monsieur Gilles LONGO, Président, Délégué titulaire  
Madame Sylvie BLANC, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente, Déléguée titulaire  
Monsieur Gérard BONNAL, Délégué titulaire  
Monsieur Bernard SABY, Délégué titulaire  
Madame Sonia LAUVARD, Déléguée titulaire,  
Monsieur Charles MARCHAND, Délégué titulaire  
Monsieur Yoann GNERUCCI, 2<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Monsieur Kader MERIMECHE, Délégué titulaire  
Monsieur Jean-François MOISSIN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Madame Jacqueline SANCHEZ, Déléguée titulaire

**Communauté de Communes du Pays de Fayence :**

Monsieur René BOUCHARD, 4<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Monsieur Jean-Yves HUET, Délégué titulaire

**Assistaient également à la séance :**

Madame Natacha FLEURY, Directrice du SMiDDEV  
Madame Nathalie LACUBE, Eco-conseillère du SMiDDEV  
Madame Magali MERLINO, Rédacteur du SMiDDEV

**Délibération n°2023/788 :**

***Rapport de présentation des actions entreprises à la suite du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes sur la gestion du SMiDDEV – Exercices 2015 à 2020.***

**Objet :** *Rapport de présentation des actions entreprises à la suite du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes sur la gestion du SMiDDEV – Exercices 2015 à 2020.*

Monsieur le Président expose :

La Chambre Régionale des comptes (CRC) a contrôlé la gestion du SMiDDEV sur la période 2015-2020 et lui a communiqué son rapport d'observations définitives le 13/10/2022.

Par délibération n°2022/760 du 14/12/2022, le Comité Syndical a pris acte de la communication du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Provence Alpes Côte d'Azur sur la gestion du SMiDDEV pour les exercices 2015 à 2020, annexé des réponses apportées par le Syndicat.

L'article L.243-9 du Code des Juridictions Financières dispose que :

*« Dans un délai d'un an à compter de la présentation du rapport d'observations définitives à l'assemblée délibérante, l'ordonnateur de la collectivité territoriale ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre présente, dans un rapport devant cette même assemblée, les actions qu'il a entreprises à la suite des observations de la chambre régionale des comptes. Ce rapport est communiqué à la chambre régionale des comptes, qui fait une synthèse annuelle des rapports qui lui sont communiqués. Cette synthèse est présentée par le président de la chambre régionale des comptes devant la conférence territoriale de l'action publique. Chaque chambre régionale des comptes transmet cette synthèse à la Cour des comptes en vue de la présentation prescrite à l'article L. 143-9 ».*

Dans son rapport sur la gestion du SMiDDEV, la Chambre Régionale des Comptes a formulé une recommandation unique : mettre en place un système d'information permettant de fiabiliser et de sécuriser les données quantitatives figurant dans les rapports annuels sur les prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

En réponse, le SMiDDEV a proposé d'instaurer la traçabilité des déchets collectés et traités directement par les éco organismes dans les déchèteries relevant de son périmètre de compétence, tel que présenté dans le rapport annexé à la présente.

°  
° °

Le Comité Syndical :

Oui l'exposé qui précède,

VU le Code des juridictions financières et notamment l'article L.243-9,

VU le rapport d'observations définitives transmis par la chambre le 13 octobre 2022,

VU la délibération n° n°2022/760 du Comité Syndical en date du 14/12/2022 prenant acte de la communication du rapport d'observations définitives de la CRC Provence Alpes Côte d'Azur sur la gestion des exercices 2015 – 2020,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents,

**PREND ACTE** du rapport de présentation des actions entreprises à la suite du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes sur la gestion du SMIDDEV pour les exercices 2015 à 2020, annexé à la présente.

**SOUMET** la présente délibération au contrôle de légalité de Monsieur le Préfet du Var.

AINSI fait et délibéré à Fréjus, le 18 décembre 2023.

*Pour extrait certifié conforme  
A Fréjus, le 18 décembre 2023*

*Le Président,  
Gilles LONGO*

**SMIDDEV**  
Établissement public de traitement  
et de valorisation des déchets  
Parc d'activités Le Capitou - Pôle BTP  
32, allée Sébastien Vauban  
CS 60064 - 83606 Fréjus Cedex







RAPPORT DE PRESENTATION DES ACTIONS ENTREPRISES A LA SUITE  
DE LA RECOMMANDATION UNIQUE DE LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES  
DANS SON RAPPORT D'OBSERVATIONS DEFINITIVES SUR LA GESTION DU SMIDDEV –  
EXERCICES 2015 A 2020

La Chambre Régionale des Comptes, dans son rapport d'observations définitives sur la gestion du SMIDDEV pour la période 2015-2020, a formulé une recommandation unique :

**Recommandation unique** : mettre en place un système d'information permettant de fiabiliser et de sécuriser les données quantitatives figurant dans les rapports annuels sur les prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

Pour mémoire, les écarts relevés concernent les déchets pris en charge gratuitement par les éco organismes, et représentent 0,005% à 0,7% des tonnages traités : on peut considérer que l'écart constaté est tout à fait négligeable et ne remet pas en cause la fiabilité des données chiffrées du Syndicat.

En réponse à cette unique recommandation, le SMIDDEV a proposé, dans sa réponse aux observations de la Chambre par courrier en date du 26.09.2022, annexée au Rapport Définitif, d'instaurer la traçabilité des déchets collectés et traités par les éco organismes.

Les déchets concernés par cette proposition de suivi des tonnages sont : les Déchets d'Equipements d'Ameublement (DEA), les déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) et les lampes, les Déchets Diffus Spécifiques (DDS) et les piles, pour lesquels le SMIDDEV a contractualisé avec les filières à responsabilité élargie.

Pour mettre en œuvre ce suivi, conformément à ses engagements, le SMIDDEV a demandé à ses EPCI membres, compétents en matière de gestion des déchèteries, par courrier en date du 06.01.2023, de peser les déchets concernés en sortie de déchèteries et de transmettre au Syndicat les tonnages mensuels par site, pour contrôler leur cohérence avec les tonnages transmis par les éco organismes.

Estérel Côte d'Azur Agglomération (ECAA) et la Communauté de Communes du Pays de Fayence (CCPF) pour Bagnols-en-Forêt ont apporté au SMIDDEV les réponses suivantes :

- Pour ECAA, le contrôle a été effectué en 2023 sur les tonnages des déchèteries de Fréjus et de Saint Raphaël. Les pesées sont cohérentes entre déchèteries et sites de traitement. Les écarts constatés demeurent à la marge (0,2 à 0,6% des tonnages), et sont tout à fait admissibles (matériel de pesée différent, taux de freinte). ECAA a indiqué que, les tonnages en sortie des déchèteries de Puget-sur-Argens et des Adrets de l'Estérel pourront être transmis au SMIDDEV, dès la mise en service du logiciel centralisé des déchèteries, prévue le 01/01/2024.
- La CCPF a indiqué au SMIDDEV que le pont bascule de la déchèterie de Bagnols-en-Forêt ayant été hors d'usage jusqu'en octobre 2023, aucune information n'était disponible.



S.Mi.D.D.E.V

SYNDICAT MIXTE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'EST-VAR  
POUR LE TRAITEMENT ET LA VALORISATION DES DECHETS MENAGERS-----  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice :	Date de publication :	Date d'envoi à la Préfecture :
12	21 DEC. 2023	21 DEC. 2023

Le dix-huit décembre deux mille vingt-trois à neuf heure trente, le Comité Syndical du Syndicat Mixte du Développement Durable de l'Est Var pour le Traitement et la valorisation des déchets ménagers, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au siège du Syndicat, sous la présidence de Monsieur Gilles LONGO, Président.  
Date de convocation des délégués : le onze décembre deux mille vingt-trois.

**Présents :**Communauté d'Agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération :

Monsieur Gilles LONGO, Président, Délégué titulaire  
Madame Sylvie BLANC, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente, Déléguée titulaire  
Monsieur Gérard BONNAL, Délégué titulaire  
Monsieur Bernard SABY, Délégué titulaire  
Madame Sonia LAUVARD, Déléguée titulaire,  
Monsieur Charles MARCHAND, Délégué titulaire  
Monsieur Yoann GNERUCCI, 2<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Monsieur Kader MERIMECHE, Délégué titulaire  
Monsieur Jean-François MOISSIN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Madame Jacqueline SANCHEZ, Déléguée titulaire

Communauté de Communes du Pays de Fayence :

Monsieur René BOUCHARD, 4<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Monsieur Jean-Yves HUET, Délégué titulaire

**Assistaient également à la séance :**

Madame Natacha FLEURY, Directrice du SMiDDEV  
Madame Nathalie LACUBE, Eco-conseillère du SMiDDEV  
Madame Magali MERLINO, Rédacteur du SMiDDEV

**Délibération n°2023/789 :**

*Marché public de services pour le transport et le traitement par valorisation énergétique des déchets ménagers résiduels du SMiDDEV- Autorisation de signature.*

**Objet : Marché public de services pour le transport et le traitement par valorisation énergétique des déchets ménagers résiduels du SMIDDEV- Autorisation de signature.**

Monsieur le Président expose :

Le syndicat a engagé une procédure pour l'attribution d'un marché public de services relatif au transport et au traitement par valorisation énergétique des déchets ménagers résiduels du territoire du SMIDDEV.

Le marché est constitué d'un lot unique et comprend une tranche ferme et 3 tranches optionnelles.

La tranche ferme concerne le traitement par valorisation énergétique des déchets ménagers résiduels du SMIDDEV.

Les tranches optionnelles sont relatives à l'enlèvement et au transport des déchets ménagers résiduels vers une installation de traitement agréée :

- Tranche optionnelle 1 : Prestations d'enlèvement et de transport de déchets ménagers résiduels depuis le quai de transfert de Fréjus jusqu'à l'installation de traitement
- Tranche optionnelle 2 : Prestations d'enlèvement et de transport de déchets ménagers résiduels depuis le quai de transfert de Saint-Raphaël jusqu'à l'installation de traitement
- Tranche optionnelle 3 : Prestations d'enlèvement et de transport de déchets ménagers résiduels depuis le quai de transfert de Montauroux jusqu'à l'installation de traitement

Le début d'exécution des prestations est prévu le 1er janvier 2024, sous réserve de la notification du marché.

Le marché sera conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification.

L'avis d'appel à concurrence a été lancé le 25/10/2023 dans les supports de communication suivants :

- BOAMP annonce n° 23-148085
- JOUE annonce n°2023/S 209-658404 du 30/10/2023
- <https://www.marches-securises.fr>

6 dossiers ont été retirés.

A la date de clôture de dépôt des offres, soit le 27/11/2023 à 10h00, deux plis électroniques ont été déposés, conformément au règlement de la consultation.

Les candidats sont les suivants :

- VALSUD
- AZUR VALORISATION

L'ouverture du pli a été réalisée le 27/11/2023 à 10h15.

Les offres ont fait l'objet d'une analyse par le service technique du SMIDDEV.

La Commission d'Appel d'Offres, qui s'est réunie le 04/12/2023 à 16h00, a agréé les candidatures et a retenu, conformément au rapport d'analyse des offres, la proposition de l'entreprise AZUR VALORISATION pour la réalisation des prestations, pour un montant estimatif de transport et traitement par valorisation énergétique des déchets ménagers résiduels du SMIDDEV résultant du détail quantitatif estimatif, de 2 246 240 € HT, soit 2 470 864,00 € TTC, sur la durée du marché.

°  
° °

Le Comité Syndical :

Ouï l'exposé qui précède,

Après en avoir délibéré et à la majorité des membres présents (deux votes contre : Messieurs BOUCHARD et HUET),

**PREND ACTE** de la décision de la commission d'appel d'offres de retenir l'entreprise AZUR VALORISATION en qualité d'attributaire du marché de transport et traitement par valorisation énergétique des déchets ménagers résiduels du SMIDDEV, pour un montant estimatif de 2 246 240 € HT, soit 2 470 864,00 € TTC, sur la durée du marché

**AUTORISE** son Président à signer le marché susvisé,

**SOMET** la présente délibération au contrôle de légalité de Monsieur le Préfet du Var.

AINSI fait et délibéré à Fréjus, le 18 décembre 2023.

*Pour extrait certifié conforme  
A Fréjus, le 18 décembre 2023*

*Le Président,  
Gilles LONGO*



Établissement public de traitement  
et de valorisation des déchets  
Parc d'activités Le Capitou - Pôle BTP  
32, allée Sébastien Vauban  
CS 60064 - 83606 Fréjus Cedex



S.Mi.D.D.E.V

SYNDICAT MIXTE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'EST-VAR  
POUR LE TRAITEMENT ET LA VALORISATION DES DECHETS MENAGERS-----  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice :	Date de publication :	Date d'envoi à la Préfecture :
12	21 DEC. 2023	21 DEC. 2023

Le dix-huit décembre deux mille vingt-trois à neuf heure trente, le Comité Syndical du Syndicat Mixte du Développement Durable de l'Est Var pour le Traitement et la valorisation des déchets ménagers, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au siège du Syndicat, sous la présidence de Monsieur Gilles LONGO, Président.  
Date de convocation des délégués : le onze décembre deux mille vingt-trois.

**Présents :**Communauté d'Agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération :

Monsieur Gilles LONGO, Président, Délégué titulaire  
Madame Sylvie BLANC, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente, Déléguée titulaire  
Monsieur Gérard BONNAL, Délégué titulaire  
Monsieur Bernard SABY, Délégué titulaire  
Madame Sonia LAUVARD, Déléguée titulaire,  
Monsieur Charles MARCHAND, Délégué titulaire  
Monsieur Yoann GNERUCCI, 2<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Monsieur Kader MERIMECHE, Délégué titulaire  
Monsieur Jean-François MOISSIN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Madame Jacqueline SANCHEZ, Déléguée titulaire

Communauté de Communes du Pays de Fayence :

Monsieur René BOUCHARD, 4<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Monsieur Jean-Yves HUET, Délégué titulaire

**Assistaient également à la séance :**

Madame Natacha FLEURY, Directrice du SMiDDEV  
Madame Nathalie LACUBE, Eco-conseillère du SMiDDEV  
Madame Magali MERLINO, Rédacteur du SMiDDEV

**Délibération n°2023/790 :**

*Marché public d'Assistance Technique à Maîtrise d'Ouvrage pour le projet de valorisation multifilières des déchets ménagers et assimilés du territoire Var-Estérel – Avenant n°3 – Autorisation de signature.*

***Objet : Marché public d'Assistance Technique à Maîtrise d'Ouvrage pour le projet de valorisation multifilières des déchets ménagers et assimilés du territoire Var-Estérel – Avenant n°3 – Autorisation de signature.***

Monsieur le Président expose :

Dans le cadre de son projet de valorisation multifilières des déchets ménagers et assimilés du territoire VAR ESTEREL, le SMIDDEV est accompagné par la société INDDIGO, laquelle est chargée depuis le 29 août 2016 d'une mission d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage (ATMO). A ce titre, la société INDDIGO assiste le SMIDDEV à tous les stades de son projet.

En 2019, le SMIDDEV a lancé une consultation en vue d'attribuer le marché relatif à la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance de l'unité de valorisation multifilières des déchets ménagers.

A l'issue de cette consultation, le SMIDDEV a attribué un marché public global de performance (MPGP) au groupement d'entreprises composé des sociétés :

- ✓ IHOL Exploitation, mandataire du groupement et futur exploitant ;
- ✓ IHOL Ingénierie en qualité de maître d'œuvre de conception réalisation et en charge des lots « Process » ;
- ✓ SEETA en charge des lots Terrassement-VRD-Génie civil (Constructeur) ;
- ✓ Jean-Pierre MERCIER en qualité de maître d'œuvre architectural (PC) et suivi du chantier ;
- ✓ SERRADORI en charge du lot « électricité » et photovoltaïque.

La société INDDIGO intervient au stade de la réalisation de l'ouvrage, en assistance au SMIDDEV dans le suivi des travaux réalisés par le groupement (Tranche conditionnelle – Partie n°6 « Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le suivi de la construction » – durée d'exécution de deux ans – notifié par ordre de service en date du 5 mai 2021).

En cours de chantier de construction de l'unité de valorisation multifilières, le 26 avril 2022, une fissuration importante affectant la paroi de soutènement, située en limite Est du site, réalisée par la société SEETA, a été constatée.

Des mesures d'urgence et provisoires ont été prises pour éviter une aggravation des désordres, différentes solutions techniques ont été étudiées par le groupement, avant que le SMIDDEV ordonne au groupement titulaire du marché, par une mise en demeure en date du 8 février 2023, d'exécuter les travaux de réparation.

Pour faire face à ce sinistre et à ses conséquences, le SMIDDEV s'est notamment et nécessairement appuyé sur son ATMO, la société INDDIGO. Corrélativement, la partie technique n°6 du marché de services de la société INDDIGO a été modifiée : sa durée d'exécution a été substantiellement allongée et des prestations supplémentaires ont dû être réalisées.

Les Parties ont donc convenues de conclure un avenant dont l'objet est de réévaluer le montant du marché pour tenir compte, à la fois, de l'allongement substantiel de la durée de la partie technique n°6 et des prestations supplémentaires réalisées (ou qui seront réalisées) par la société INDDIGO entre la date du sinistre et date prévisionnelle de fin des travaux de réparation de la paroi EST dont l'achèvement est prévu mi-décembre 2023 (semaine 50).

**Objet de l'avenant :**

Conformément aux dispositions combinées des articles R. 2194-5 et R.2194-3 du code de la commande publique, qui autorisent l'acheteur à modifier le marché, dans la limite d'un montant inférieur à 50% du montant initial, pour tenir compte de circonstances imprévues qu'une autorité diligente ne pouvait pas prévoir, le présent avenant a pour objet de réévaluer le montant du marché de services dont est titulaire la société INDDIGO pour tenir compte, à la fois, de l'allongement substantiel de la durée de la partie technique n°6 et des prestations

supplémentaires réalisées (ou qui seront réalisées) par l'assistant à maîtrise d'ouvrage entre la date du sinistre du 26 avril 2022 et date prévisionnelle de fin des travaux de réparation de la paroi sinistrée dont l'achèvement prévu mi-décembre 2023 (semaine 50).

Il est ainsi considéré aussi bien les prestations supplémentaires déjà achevées, que les prestations supplémentaires en cours et/ou à venir, jusqu'à mi-décembre 2023.

Ces prestations supplémentaires sont listées et chiffrées forfaitairement à l'annexe n°1, elles sont réputées exhaustives.

#### Modifications du marché :

##### - Modification du montant du marché :

Au titre de cet avenant n°3, portant sur les seules prestations supplémentaires listées et chiffrées à l'annexe n°1, le prix du marché est revalorisé de 95 000 € HT, portant son total à 625 212,5 € HT.

	Montant € HT	Montant € TTC
Montant marché initial + avenant n°1 et n°2	530 212,50 €	636 255 €
Montant avenant n°3	95 000 €	114 000 €
Nouveau montant du marché :	625 212,5 €	750 255 €

Ce montant pourra être facturé à compter de la notification de l'avenant au Titulaire pour ce qui concernent les prestations d'ores et déjà réalisées et, après service fait, pour les prestations devant encore être réalisées.

##### - Modification du planning du marché :

Le planning du marché évolue conformément à l'annexe n°2 au présent avenant. Il est arrêté une date de CAT process au 11/07/2024 et une date de réception au 27/02/2025.

#### Modalités d'achèvement de la partie technique n°6 :

A compter de l'achèvement des travaux de reprise de la paroi sinistrée dont la date prévisionnelle est mi-décembre 2023 (semaine 50) et jusqu'à la réception des travaux de l'unité de valorisation multifilières, la société INDDIGO exécute normalement les missions prévues par le CCTP de son marché au titre de la partie technique n°6 « Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le suivi de la construction » sans pouvoir élever de nouvelle réclamation.

Dès lors que la société INDDIGO a d'ores et déjà facturé au Syndicat le montant global et forfaitaire prévu initialement au titre de la phase n°6, l'ATMO achèvera la phase technique n°6 sans pouvoir émettre de nouvelle facture jusqu'à la réception de l'usine et le passage en phase technique n°7.

#### Absence de reconnaissance de responsabilité

Le présent avenant est conclu sans reconnaissance de responsabilité de part et d'autre.

#### Renonciation à tout recours

Le présent avenant a pour objectif de régler un différend né ou à naître en lien avec les faits exposés dans le présent avenant.

Il fait obstacle à la présentation par la société INDDIGO d'une réclamation ou à l'introduction par cette même partie d'une action en justice se rapportant, directement ou indirectement, aux faits exposés dans le présent protocole.

#### Indivisibilité

Le marché relatif à la mission d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage (ATMO) dans le cadre du projet de valorisation multifilières des déchets ménagers et assimilés du territoire VAR ESTEREL, et le présent avenant, forment un tout.

Les Parties conviennent que toutes les autres clauses et conditions du Marché, non contraire aux présentes, demeurent inchangées.

**Entrée en vigueur et prise d'effet**

Sous réserve de sa signature et de sa transmission préalable au contrôle de légalité dans les conditions fixées à l'article L. 2131-1 du CGCT, le présent avenant entrera en vigueur à compter de sa notification au Titulaire.

Il produira ses effets rétroactivement à compter du 26 avril 2022, date de survenance du sinistre de la paroi EST.

La Commission d'Appel d'offres s'est réunie le 04/12/2023 et a émis un avis favorable à ce projet d'avenant.

°  
° °

Le Comité Syndical :

Où l'exposé qui précède,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents,

**APPROUVE** l'avenant n° 3 au marché d'Assistance Technique à Maîtrise d'Ouvrage pour le projet de valorisation multifilières des déchets ménagers et assimilés du territoire Var-Estérel, à intervenir entre le SMiDDEV et INDDIGO, tel que présenté en annexe,

**AUTORISE** son Président à signer ledit avenant, et tout document y afférent.

**SOUMET** la présente délibération au contrôle de légalité de Monsieur le Préfet du Var.

AINSI fait et délibéré à Fréjus, le 18 décembre 2023.

*Pour extrait certifié conforme  
A Fréjus, le 18 décembre 2023*

**Le Président,  
Gilles LONGO**



Établissement public de traitement  
et de valorisation des déchets  
Parc d'activités Le Capitou - Pôle BTP  
32, allée Sébastien Vauban  
CS 60064 - 83606 Fréjus Cedex

## MARCHES PUBLICS

EXE10

AVENANT N° 3<sup>1</sup>

Le formulaire EXE10 est un modèle d'avenant, qui peut être utilisé par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice, dans le cadre de l'exécution d'un marché public.

**A - Identification du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice**

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public.)

**Syndicat Mixte du Développement Durable de l'Est-Var**

Parc d'Activités Le Capitou – Pôle BTP  
32, allée Sébastien Vauban  
83600 FREJUS  
Tel : 04.98.11.98.80  
Fax : 04.98.11.98.89  
Mail : [contact@smiddev.fr](mailto:contact@smiddev.fr)

**B - Identification du titulaire du marché public**

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du titulaire individuel ou de chaque membre du groupement titulaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises titulaire, identifier le mandataire du groupement.]

**INDDIGO SAS**

367, avenue du Grand Ariétaz  
CS 52401  
73024 CHAMBERY Cedex  
Tél. : 04 79 69 89 69  
Fax : 04 79 69 06 00  
Mail : [inddigo@inddigo.com](mailto:inddigo@inddigo.com)

**C - Objet du marché public****■ Objet du marché public:**

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public. En cas d'allotissement, préciser également l'objet et la dénomination du lot concerné.)

**Mission d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage pour le projet de valorisation multifilières des déchets ménagers et assimilés du territoire Var Esterel.**

■ Date de la notification du marché public : le 29/08/2016 avec os de démarrer

■ Durée d'exécution du marché public : le marché a démarré à compter de sa notification et s'achèvera à l'expiration des délais de garanties contractuelles du marché de conception, construction, exploitation de l'Unité de Valorisation Multifilières des déchets.

■ Montant initial du marché public :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : Tranche Ferme : 89 125 € ; Tranche Conditionnelle : 401 450 € ; soit 490 575 €
- Montant TTC : Tranche Ferme : 106 950 € ; Tranche Conditionnelle : 481 740 € ; soit 588 690 €

<sup>1</sup> Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

## AR Prefecture

083-258300581-20231218-DELIB2023\_790-DE  
Reçu le 21/12/2023

Montant initial du marché public + Avenant n°1 du 27/03/2018 + avenant n°2 du 25/01/2019 :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 530 212,50 €
- Montant TTC : 639 255 €

### D - Objet de l'avenant

#### ■ Modifications introduites par le présent avenant :

*(Détaillez toutes les modifications, avec ou sans incidence financière, introduites dans le marché public par le présent avenant. Préciser les articles du CCAP ou du CCTP modifiés ou complétés ainsi que l'incidence financière de chacune des modifications apportées.)*

#### Exposé préalable :

Dans le cadre de son projet de valorisation multifilières des déchets ménagers et assimilés du territoire VAR ESTEREL, le SMIDDEV est accompagné par la société INDDIGO, laquelle est chargée depuis le 29 août 2016 d'une mission d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage (ATMO). A ce titre, la société INDDIGO assiste le SMIDDEV à tous les stades de son projet.

En 2019, le SMIDDEV a lancé une consultation en vue d'attribuer le marché relatif à la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance de l'unité de valorisation multifilières des déchets ménagers.

A l'issue de cette consultation, le SMIDDEV a attribué un marché public global de performance (MPGP) au groupement d'entreprises composé des sociétés :

- ✓ IHOL Exploitation, mandataire du groupement et futur exploitant ;
- ✓ IHOL Ingénierie en qualité de maître d'œuvre de conception réalisation et en charge des lots « Process » ;
- ✓ SEETA en charge des lots Terrassement-VRD-Génie civil (Constructeur) ;
- ✓ Jean-Pierre MERCIER en qualité de maître d'œuvre architectural (PC) et suivi du chantier ;
- ✓ SERRADORI en charge du lot « électricité » et photovoltaïque.

La société INDDIGO intervient au stade de la réalisation de l'ouvrage, en assistance au SMIDDEV dans le suivi des travaux réalisés par le groupement (Tranche conditionnelle – Partie n°6 « Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le suivi de la construction » – durée d'exécution de deux ans – notifié par ordre de service en date du 5 mai 2021).

En cours de chantier de construction de l'unité de valorisation multifilières, le 26 avril 2022, une fissuration importante affectant la paroi de soutènement, située en limite Est du site, réalisée par la société SEETA, a été constatée.

Des mesures d'urgence et provisoires ont été prises pour éviter une aggravation des désordres, différentes solutions techniques ont été étudiées par le groupement, avant que le SMIDDEV ordonne au groupement titulaire du marché, par une mise en demeure en date du 8 février 2023, d'exécuter les travaux de réparation.

Pour faire face à ce sinistre et à ses conséquences, le SMIDDEV s'est notamment et nécessairement appuyé sur son ATMO, la société INDDIGO. Corrélativement, la partie technique n°6 du marché de services de la société INDDIGO a été modifiée : sa durée d'exécution a été substantiellement allongée et des prestations supplémentaires ont dû être réalisées.

Les Parties ont donc convenues de conclure un avenant dont l'objet est de réévaluer le montant du marché pour tenir compte, à la fois, de l'allongement substantiel de la durée de la partie technique n°6 et des prestations supplémentaires réalisées (ou qui seront réalisées) par la société INDDIGO entre la date du sinistre et date prévisionnelle de fin des travaux de réparation de la paroi EST dont l'achèvement est prévu mi-décembre 2023 (semaine 50).

#### Objet de l'avenant :

Conformément aux dispositions combinées des articles R. 2194-5 et R.2194-3 du code de la commande publique, qui autorisent l'acheteur à modifier le marché, dans la limite d'un montant inférieur à 50% du montant initial, pour tenir compte de circonstances imprévues qu'une autorité diligente ne pouvait pas prévoir, le présent avenant a pour objet de réévaluer le montant du marché de services dont est titulaire la société INDDIGO pour tenir compte, à la fois, de l'allongement substantiel de la durée de la partie technique n°6 et des prestations supplémentaires réalisées (ou qui seront réalisées) par l'assistant à maîtrise d'ouvrage entre la date du sinistre du 26 avril 2022 et date prévisionnelle de fin des travaux de réparation de la paroi sinistrée dont l'achèvement est prévu mi-décembre 2023 (semaine 50).

## AR Prefecture

083-258300581-20231218-DELIB2023\_790-DE  
Reçu le 21/12/2023

Il est ainsi considéré aussi bien les prestations supplémentaires déjà achevées, que les prestations supplémentaires en cours et/ou à venir, jusqu'à mi-décembre 2023.

Ces prestations supplémentaires sont listées et chiffrées forfaitairement à l'annexe n°1, elles sont réputées exhaustives.

### Modifications du marché :

#### **– Modification du montant du marché :**

Au titre de cet avenant n°3, portant sur les seules prestations supplémentaires listées et chiffrées à l'annexe n°1, le prix du marché est revalorisé de 95 000 € HT, portant son total à 625 212,5 € HT.

	Montant € HT	Montant € TTC
Montant marché initial + avenant n°1 et n°2	530 212,50 €	636 255 €
Montant avenant n°3	95 000 €	114 000 €
Nouveau montant du marché :	625 212,5 €	750 255 €

Ce montant pourra être facturé à compter de la notification de l'avenant au Titulaire pour ce qui concernent les prestations d'ores et déjà réalisées et, après service fait, pour les prestations devant encore être réalisées.

#### **– Modification du planning du marché :**

Le planning du marché évolue conformément à l'annexe n°2 au présent avenant.

Il est arrêté une date de CAT process au 11/07/2024 et une date de réception au 27/02/2025.

### Modalités d'achèvement de la partie technique n°6 :

A compter de l'achèvement des travaux de reprise de la paroi sinistrée dont la date prévisionnelle est mi-décembre 2023 (semaine 50) et jusqu'à la réception des travaux de l'unité de valorisation multifilières, la société INDDIGO exécute normalement les missions prévues par le CCTP de son marché au titre de la partie technique n°6 « Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour le suivi de la construction » sans pouvoir élever de nouvelle réclamation.

Dès lors que la société INDDIGO a d'ores et déjà facturé au Syndicat le montant global et forfaitaire prévu initialement au titre de la phase n°6, l'ATMO achèvera la phase technique n°6 sans pouvoir émettre de nouvelle facture jusqu'à la réception de l'usine et le passage en phase technique n°7.

### Absence de reconnaissance de responsabilité

Le présent avenant est conclu sans reconnaissance de responsabilité de part et d'autre.

### Renonciation à tout recours

Le présent avenant a pour objectif de régler un différend né ou à naître en lien avec les faits exposés dans le présent avenant.

Il fait obstacle à la présentation par la société INDDIGO d'une réclamation ou à l'introduction par cette même partie d'une action en justice se rapportant, directement ou indirectement, aux faits exposés dans le présent protocole.

### Indivisibilité

Le marché relatif à la mission d'assistance technique à maîtrise d'ouvrage (ATMO) dans le cadre du projet de valorisation multifilières des déchets ménagers et assimilés du territoire VAR ESTEREL, et le présent avenant, forment un tout.

Les Parties conviennent que toutes les autres clauses et conditions du Marché, non contraire aux présentes, demeurent inchangées.

### Entrée en vigueur et prise d'effet

Sous réserve de sa signature et de sa transmission préalable au contrôle de légalité dans les conditions fixées à l'article L. 2131-1 du CGCT, le présent avenant entrera en vigueur à compter de sa notification au Titulaire.

Il produira ses effets rétroactivement à compter du 26 avril 2022, date de survenance du sinistre de la paroi EST.

### Annexes :

- Annexe n°1 : Liste des diligences – prestations supplémentaires ;
- Annexe n°2 : Planning prévisionnel V9 IHOL.

AR Prefecture

083-258300581-20231218-DELIB2023\_790-DE

Reçu le 21/12/2023.

Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :  
(Cocher la case correspondante.)

Non

Oui

Montant de l'avenant :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 95 000 €
- Montant TTC : 114 000 €
- % d'écart introduit par l'avenant : 19,36% (par rapport au montant initial du marché)

Nouveau montant du marché public (montant initial + avenants 1+2+3) :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 625 212,50 €
- Montant TTC : 750 255 €

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
<b>INDDIGO</b> <b>Monsieur Sylvain GUMUCHIAN</b> <b>367 avenue du Grand Ariétaz,</b> <b>CS 52401,</b> <b>73024 CHAMBERY</b>		

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

### F - Signature du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

**Pour l'Etat et ses établissements :**

*(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)*

A : ..... , le .....

Signature

*(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)*

**G Notification de l'avenant au titulaire du marché public**

■ **En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

■ **En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :**

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

■ **En cas de notification par voie électronique :**

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)

## AR Prefecture

083-258300581-20231218-DELIB2023\_790-DE  
Reçu le 21/12/2023

## Annexe n°1 - Liste des diligences – prestations supplémentaires

Echéance	Partie A - Diligences accomplies	Collaborateurs INDDIGO			Total (en jours)
		ALG	VG	SG/NLR	
<b>Réunions chantier sinistre</b>					
27/04/2022	Constat sinistre arrêt chantier				
04/05/2022	Réunion sinistre / CR DB Expertise = CR Chantier		Oui		3,0
13/05/2022	Réunion chantier avec sujet sinistre		Oui		3,0
19/05/2022	Réunion négo IHOL CADOZ			Oui	3,0
25/05/2022	Réunion chantier avec sujet sinistre		Oui		3,0
03/06/2022	Réunion chantier avec sujet sinistre		Oui		3,0
13/06/2022	réunion sinistre	oui			3,0
20/06/2022	Réunion chantier avec sujet sinistre		Oui		3,0
30/06/2022	Réunion chantier avec sujet sinistre		Oui		3,0
21/07/2022	Réunion chantier avec sujet sinistre	Oui			3,0
01/09/2022	Réunion chantier avec sujet sinistre	visio	Oui		3,5
16/09/2022	Réunion chantier avec sujet sinistre		Oui		3,0
30/09/2022	Réunion chantier avec sujet sinistre	Oui			3,0
11/10/2022	Réunion chantier avec sujet sinistre	Oui			3,0
26/10/2022	Réunion chantier avec sujet sinistre		Oui		3,0
17/11/2022	Réunion chantier avec sujet sinistre	visio	Oui		3,5
28/11/2022	Réunion chantier avec sujet sinistre	Oui			3,0
05/12/2022	Constat atelier supplémentaire	Oui 3jours			4,0
15/12/2022	Réunion chantier avec sujet sinistre		Oui		3,0
12/01/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre	visio	Oui		3,0
26/01/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre		Oui		3,0
26/01/2023	Réunion sinistre		Oui		3,0
09/02/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre	visio	Oui		3,0
21/02/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre	visio	Oui		3,0
09/03/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre	visio	Oui		3,0
17/03/2023	Réunion nego sinistre sgu	visio		oui	2,0
20/03/2023	visio VRD	visio	visio		0,5
23/03/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre	visio	Oui		3,0
06/04/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre		Oui		3,0
20/04/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre	visio	Oui		3,0
04/05/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre	visio	Oui		3,0
22/05/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre	Oui			3,0
01/06/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre	visio	Oui		3,0
16/06/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre	Oui		oui	4,0
29/06/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre	visio	Oui		3,0
11/07/2023	visio VRD	visio	visio		0,5
13/07/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre		Oui		3,0
17/07/2023	Visite atelier macpress Italie supplémentaire		Oui		3
27/07/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre	visio	Oui		3,0
17/08/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre		Oui		3,0
31/08/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre	visio	Oui		3,0
14/09/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre	Oui			3,0
28/09/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre		Oui		3,0
16/10/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre		Oui		3,0
02/11/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre		Oui		3,0
15/11/2023	Réunion chantier avec sujet sinistre	Oui			3,0

## AR Prefecture

083-258300581-20231218-DELIB2023\_790-DE  
Reçu le 21/12/2023

Sous total					<b>132,0</b>
<b>Autres réunions relatives au sinistre (hors réunions d'expertise amiable et judiciaire)</b>					
07/03/2023	réunions +échanges tel smiddev expert piola			oui	1,0
16/06/2023	Réunion sur place + déplacement			Oui	2,0
21/09/2023	Point sinistre SMIDDEV	Oui		Oui	1,0
Sous total					<b>4,0</b>
Echéance	Diligences prévisionnelles	Collaborateurs INDDIGO			Total(en jours)
		ALG	VG	SG/NLR	
<b>Réunions chantier sinistre à venir</b>					
sem 47	Réunion chantier avec sujet sinistre		Oui		3,0
sem 50	Réunion chantier avec sujet sinistre		Oui		3,0
Sous total					<b>6,0</b>

## AR Prefecture

083-258300581-20231218-DELIB2023\_790-DE  
Reçu le 21/12/2023

## PARTIE B

Echéance	Détail diligences accomplies	Temps (en jours)
<b>Avis sur documents d'exécution uniquement liés à la reprise de la paroi sinistre</b>		
de mai 22 à sept 23	Nb de document avec avis	25
<b>Sous total</b>		<b>25</b>
<b>Suivi administratif et financier</b>		
de mai 22 à sept 23	Suivi des 15 situations n° 18 (mai 2022) à 33 (juillet 23)	22
05/10/2023	Visio et alerte SGC/Solid	0,2
<b>Sous total</b>		<b>22</b>
<b>Préparation et rédaction d'actes Autres diligences accomplies</b>		
02/05/2022 & 03/05/2022	Echanges téléphoniques SMIDDEV, SEETA, IHOL pour prise d'information	2
	Finalisation CR sinistre et appels IHOL, SMIDDEV, AASCO, APAVE	1
03/05/2022	info	1
04/05/2022	info +pv assurance	1
10/05/2022	analyse doc	1
09/05/2022	Organisation réunion et appels	1
31/01/2023	échanges suite réunion sur site expert	1
02/03/2023	échanges suite réunion sur site expert	0,5
avril à sept 23	échanges cabinet M. Cadoz mise en demeure	2
21/07/2023	Relecture et modification courrier mise en demeure SEETA	0,5
de mai 22 à sept 23	Rapport d'avancement chantier émis	3
<b>Sous total</b>		<b>14</b>
Echéance	Détail diligences prévisionnelles	Temps (en jours)
de oct 23 à déc 23	Avis sur documents d'exécution uniquement liés à la reprise de la paroi sinistre	2
	Suivi administratif et financier (estimation du nombre de situations attendues)	2
	Rapport d'avancement chantier	0
<b>Sous total</b>		<b>4</b>

## AR Prefecture

083-258300581-20231218-DELIB2023\_790-DE  
Reçu le 21/12/2023

775 €

n°	Détail diligences accomplies et prévisionnelles uniquement liées à l'objet du sinistre	Temps (en jours)	Montant € HT (775€ HT/jour)
<b>Partie A</b>			
1	Réunion de chantier sinistre de mai 22 à Sep 23	132	102 300 €
2	Autres réunions relatives au sinistre	4	3 100 €
3	Estimation réunion de chantier de oct23 à déc23	6	4 650 €
<b>Partie B</b>			
1	Avis sur documents	25	19 375 €
2	Suivi administratif et financier	22	17 205 €
3	Préparation, rédaction et autres diligences	14	10 850 €
4	Estimation diligences prévisionnelles	4	3 100 €
<b>Total</b>		<b>207</b>	<b>160 580 €</b>

Rappel du bilan sur 24 mois de mai 2021 à avril 23 dont les réunions non exécutées sur la période	-84	- 65 100 €
Rappel pour mémoire des pertes Inddigo sur les TC1 à 5 non intégrées à cette demande		26 697 €
<b>Total demande d'avenant Sinistre</b>	<b>123</b>	<b>95 480 €</b>
<b>Total demande d'avenant Sinistre arrondi</b>	<b>123</b>	<b>95 000 €</b>

















S.Mi.D.D.E.V

SYNDICAT MIXTE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'EST-VAR  
POUR LE TRAITEMENT ET LA VALORISATION DES DECHETS MENAGERS-----  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice :	Date de publication :	Date d'envoi à la Préfecture :
12	21 DEC. 2023	21 DEC. 2023

Le dix-huit décembre deux mille vingt-trois à neuf heure trente, le Comité Syndical du Syndicat Mixte du Développement Durable de l'Est Var pour le Traitement et la valorisation des déchets ménagers, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au siège du Syndicat, sous la présidence de Monsieur Gilles LONGO, Président.  
Date de convocation des délégués : le onze décembre deux mille vingt-trois.

**Présents :**Communauté d'Agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération :

Monsieur Gilles LONGO, Président, Délégué titulaire  
Madame Sylvie BLANC, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente, Déléguée titulaire  
Monsieur Gérard BONNAL, Délégué titulaire  
Monsieur Bernard SABY, Délégué titulaire  
Madame Sonia LAUVARD, Déléguée titulaire,  
Monsieur Charles MARCHAND, Délégué titulaire  
Monsieur Yoann GNERUCCI, 2<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Monsieur Kader MERIMECHE, Délégué titulaire  
Monsieur Jean-François MOISSIN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Madame Jacqueline SANCHEZ, Déléguée titulaire

Communauté de Communes du Pays de Fayence :

Monsieur René BOUCHARD, 4<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Monsieur Jean-Yves HUET, Délégué titulaire

**Assistaient également à la séance :**

Madame Natacha FLEURY, Directrice du SMiDDEV  
Madame Nathalie LACUBE, Eco-conseillère du SMiDDEV  
Madame Magali MERLINO, Rédacteur du SMiDDEV

**Délibération n°2023/791 :**

*Accueil de déchets ménagers et assimilés sur la rehausse du site 3 de l'ISDND des Lauriers de Bagnols-en-Forêt pour l'année 2024 : tonnages admis et fixation du coût du service.*

***Objet : Accueil de déchets ménagers et assimilés sur la rehausse du site 3 de l'ISDND des Lauriers de Bagnols-en-Forêt pour l'année 2024 : tonnages admis et fixation du coût du service.***

Monsieur le Président expose :

Il convient de déterminer l'organisation et les conditions d'accueil de déchets (ordures ménagères résiduelles, refus de tri) pour l'année 2024, du 01.01.2024 au 31.08.2024, sur la rehausse du site 3 de l'ISDND des Lauriers.

Pour rappel, le SMIDDEV s'est engagé à ne livrer que des déchets pré triés issus de l'Usine de Valorisation Multifilières (UVM) sur l'ISDND du Vallon des Pins, conformément à son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. L'UVM du SMIDDEV, suite à un aléa géotechnique, n'a pu être mise en service -comme initialement envisagé- au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2023.

En 2024, selon la date de mise en service de l'UVM, une majeure partie des ordures ménagères résiduelles issues du SMIDDEV seront donc traitées sur la rehausse du site 3 de l'ISDND des Lauriers.

Concernant les clients privés, il est proposé d'admettre les entreprises SOFOVAR et ENSO, pour les refus de leurs centres de tri situés dans le périmètre territorial du SMIDDEV, ainsi que VEOLIA et PGS/PEPS (Groupe Pizzorno), pour les refus de tri et ordures ménagères résiduelles issues du périmètre territorial du SMIDDEV ou du bassin azuréen.

#### **Concernant les tonnages :**

Compte tenu de ces éléments, il est proposé, pour l'année 2024 (du 01.01.2024 au 31.08.2024), d'admettre les tonnages prévisionnels suivants :

- SMIDDEV : 32 000 tonnes
- SOFOVAR : 3 000 tonnes
- VEOLIA : 1 000 tonnes
- ENSO : 1 000 tonnes
- PGS/PEPS : 1 000 tonnes
- Réserves commercialisables : 2 000 tonnes

TOTAL prévisionnel : 40 000 tonnes

Les réserves commercialisables seront affectées au fil de l'année en fonction des tonnages réellement produits.

#### **Concernant les tarifs :**

Les tarifs sont différenciés entre adhérents du SMIDDEV et clients extérieurs.

Sont pris en compte les coûts des travaux d'investissement, les coûts d'exploitation, de maintenance et de traitement des lixiviats et biogaz, la post exploitation.

La TGAP sera à taux plein en 2024, soit 63 €HT/tonne (52€ HT/tonne en 2023).

Les taxes communales votées en 2021 par les conseils municipaux de Bagnols-en-Forêt, Fréjus, et Puget-sur-Argens, pour un montant total de 1,50 €/tonne, seront appliquées en 2024 à chaque tonne traitée au sein de l'ISDND des Lauriers.

Les calculs effectués à cet effet conduisent aux montants suivants :

	Coûts en € ramenés à la Tonne A compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2024 :				TOTAL en € TTC/tonne
	Coût de traitement HT	TGAP	Taxes communales	TVA	
Membres du SMIDDEV	65.00	63.00	1.50	10%	142.45
Clients extérieurs	145.00	63.00	1.50	20%	251.40

Le Comité Syndical :

Où l'exposé qui précède,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents,

**AUTORISE** son Président à modifier le tonnage prévisionnel 2024 annexé au contrat de Délégation de Service Public signé avec la Société Publique Locale du Vallon des Pins, compte tenu du retard de mise en service de l'Unité de Valorisation Multifilières du SMIDDEV.

**FIXE** le tarif à mettre en œuvre, pour le traitement des déchets sur la rehausse du site 3 de l'ISDND des Lauriers, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024 :

- pour les membres du Syndicat : à 65.00 € la tonne, hors TGAP et hors taxes ;
- pour les clients extérieurs : à 145.00 € la tonne, hors TGAP et hors taxes.

**AUTORISE** son Président à signer les conventions précisant les conditions d'accueil des déchets avec les clients extérieurs, et tous documents afférents.

**SOUMET** la présente délibération au contrôle de légalité de Monsieur le Préfet du Var.

AINSI fait et délibéré à Fréjus, le 18 décembre 2023.

*Pour extrait certifié conforme  
A Fréjus, le 18 décembre 2023*

**Le Président,  
Gilles LONGO**




Établissement public de traitement  
et de valorisation des déchets  
Parc d'activités Le Capitou - Pôle BTP  
32, allée Sébastien Vauban  
CS 60064 - 83606 Fréjus Cedex



**AR Prefecture**

083-258300581-20231218-DELIB2023\_792-DE  
Reçu le 21/12/2023

**S.Mi.D.D.E.V****SYNDICAT MIXTE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'EST-VAR  
POUR LE TRAITEMENT ET LA VALORISATION DES DECHETS MENAGERS****-----  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL****SEANCE DU 18 DECEMBRE 2023**

Nombre de membres en exercice :	Date de publication :	Date d'envoi à la Préfecture :
12	21 DEC. 2023	21 DEC. 2023

Le dix-huit décembre deux mille vingt-trois à neuf heure trente, le Comité Syndical du Syndicat Mixte du Développement Durable de l'Est Var pour le Traitement et la valorisation des déchets ménagers, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au siège du Syndicat, sous la présidence de Monsieur Gilles LONGO, Président.  
Date de convocation des délégués : le onze décembre deux mille vingt-trois.

**Présents :****Communauté d'Agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération :**

Monsieur Gilles LONGO, Président, Délégué titulaire  
Madame Sylvie BLANC, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente, Déléguée titulaire  
Monsieur Gérard BONNAL, Délégué titulaire  
Monsieur Bernard SABY, Délégué titulaire  
Madame Sonia LAUVARD, Déléguée titulaire,  
Monsieur Charles MARCHAND, Délégué titulaire  
Monsieur Yoann GNERUCCI, 2<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Monsieur Kader MERIMECHE, Délégué titulaire  
Monsieur Jean-François MOISSIN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Madame Jacqueline SANCHEZ, Déléguée titulaire

**Communauté de Communes du Pays de Fayence :**

Monsieur René BOUCHARD, 4<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Monsieur Jean-Yves HUET, Délégué titulaire

**Assistaient également à la séance :**

Madame Natacha FLEURY, Directrice du SMIDDEV  
Madame Nathalie LACUBE, Eco-conseillère du SMIDDEV  
Madame Magali MERLINO, Rédacteur du SMIDDEV

**Délibération n°2023/792 :**

*Unité de Valorisation Multifilières : adoption du projet, du plan de financement et sollicitation de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) et/ou de la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR).*

**Objet : Unité de Valorisation Multifilières : adoption du projet, du plan de financement et sollicitation de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) et/ou de la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR).**

Monsieur le Président expose :

Le SMIDDEV a engagé un projet de création d'une unité de prétraitement des ordures ménagères permettant d'augmenter la part de déchets valorisés, tout en diminuant la part de déchets destinés à l'enfouissement

Ce projet de conception, construction exploitation et maintenance de l'Unité de Valorisation Multifilières des déchets ménagers et assimilés (UVM) a pour objectif principal l'atteinte d'un taux de valorisation de 80% sur notre territoire de compétence.

Ce projet représente un coût prévisionnel de 30 000 000 € HT, soit 36 000 000 € TTC, découpé en 2 phases :

- Phase 1, réalisée, pour 15 000 000 € HT.
- Phase 2, à compter du 01.01.2024, pour 15 000 000 € HT. Celle-ci est susceptible de bénéficier d'une subvention de l'Etat au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) et/ou de la Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR).

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

	Sources	Types d'aide	Montant prévisionnel	Taux
<b>Phase 1 :</b> 2021-2022- 2023	<b>Financements publics – phase 1</b>			
	Région Sud PACA	Contrat Avenir	1 500 000 €	10%
	<b>Auto-financement – phase 1</b>			
	SMIDDEV	//	13 500 000 €	90%
	<b>Total HT phase 1</b>		15 000 000 €	100%
<b>Phase 2 :</b> 2024-2025	<b>Financements publics – phase 2</b>			
	Etat	DSIL/DETR	1 000 000 €	6.66%
	Etat	Fonds Vert (*2)	2 000 000 €	13.33%
	Région Sud PACA	Contrat Avenir	1 500 000 €	10%
	Département du Var	A déterminer	3 000 000 €	20%
	<b>Auto-financement – phase 2</b>			
	SMIDDEV	//	7 500 000 €	50%
	<b>Total HT phase 2</b>		15 000 000 €	100%

Le Comité Syndical :

Où l'exposé qui précède,

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.2334-42, fixant les priorités de la DSIL en cohérence avec le grand plan d'investissement (GPI) ;

Vu l'Arrête Préfectoral n°224/2022-BCLI du 08-07-2022 portant modification des statuts du SMIDDEV ;

Vu la délibération n°2017/551 du 24 octobre 2017 portant approbation du projet de construction d'un équipement multifilières pour le traitement des ordures ménagères résiduelles ;

Vu la délibération du comité syndical 2021/695 du 26 mars 2021 approuvant la sollicitation de subventions auprès de l'Etat et de la Région ;

**Considérant** que l'opération s'inscrit dans le cadre de la compétence traitement des déchets des ménages et assimilés inscrite dans l'article 2 des statuts du SMIDDEV ;

**Considérant** que cette opération répond aux critères d'éligibilité de la DSIL et/ou DETR 2024 ;

**Considérant** que ce projet est inscrit au contrat d'avenir 2021-2027, approuvé par le Conseil Régional Sud-PACA par délibération 22-4 du 25 février 2022 ;

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents,

**ACCEPTE** de solliciter un financement de l'Etat au titre de la DSIL/ DETR 2024,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à entreprendre toute démarche, à signer tout acte et tout document tendant à rendre effective cette délibération,

**DIT** que les crédits nécessaires au financement de l'opération seront inscrits au budget 2024 en section d'investissement.

**SOUMET** la présente délibération au contrôle de légalité de Monsieur le Préfet du Var.

AINSI fait et délibéré à Fréjus, le 18 décembre 2023.

*Pour extrait certifié conforme  
A Fréjus, le 18 décembre 2023*

**Le Président,  
Gilles LONGO**





**AR Prefecture**083-258300581-20231218-DELIB2023\_793-DE  
Reçu le 21/12/2023

S.Mi.D.D.E.V

**SYNDICAT MIXTE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'EST-VAR  
POUR LE TRAITEMENT ET LA VALORISATION DES DECHETS MENAGERS**-----  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL****SEANCE DU 18 DECEMBRE 2023**

Nombre de membres en exercice :	Date de publication :	Date d'envoi à la Préfecture :
12	21 DEC. 2023	21 DEC. 2023

Le dix-huit décembre deux mille vingt-trois à neuf heure trente, le Comité Syndical du Syndicat Mixte du Développement Durable de l'Est Var pour le Traitement et la valorisation des déchets ménagers, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au siège du Syndicat, sous la présidence de Monsieur Gilles LONGO, Président.  
Date de convocation des délégués : le onze décembre deux mille vingt-trois.

**Présents :****Communauté d'Agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération :**

Monsieur Gilles LONGO, Président, Délégué titulaire  
Madame Sylvie BLANC, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente, Déléguée titulaire  
Monsieur Gérard BONNAL, Délégué titulaire  
Monsieur Bernard SABY, Délégué titulaire  
Madame Sonia LAUVARD, Déléguée titulaire,  
Monsieur Charles MARCHAND, Délégué titulaire  
Monsieur Yoann GNERUCCI, 2<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Monsieur Kader MERIMECHE, Délégué titulaire  
Monsieur Jean-François MOISSIN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Madame Jacqueline SANCHEZ, Déléguée titulaire

**Communauté de Communes du Pays de Fayence :**

Monsieur René BOUCHARD, 4<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Monsieur Jean-Yves HUET, Délégué titulaire

**Assistaient également à la séance :**

Madame Natacha FLEURY, Directrice du SMIDDEV  
Madame Nathalie LACUBE, Eco-conseillère du SMIDDEV  
Madame Magali MERLINO, Rédacteur du SMIDDEV

**Délibération n°2023/793 :**

***Unité de Valorisation Multifilières : adoption du projet, du plan de financement et sollicitation du Fonds Vert 2024 - Territoires d'industrie en transition écologique.***

**Objet : Unité de Valorisation Multifilières : adoption du projet, du plan de financement et sollicitation du Fonds Vert 2024 - Territoires d'industrie en transition écologique.**

Monsieur le Président expose :

Le SMIDDEV a engagé un projet de création d'une unité de prétraitement des ordures ménagères permettant d'augmenter la part de déchets valorisés, tout en diminuant la part de déchets destinés à l'enfouissement

Ce projet de conception, construction exploitation et maintenance de l'Unité de Valorisation Multifilières des déchets ménagers et assimilés (UVM) a pour objectif principal l'atteinte d'un taux de valorisation de 80% sur notre territoire de compétence.

Ce projet représente un coût prévisionnel de 30 000 000 € HT, soit 36 000 000 € TTC, et est susceptible de bénéficier d'une subvention de l'Etat au titre du Fonds Vert, notamment dans le cadre de son dispositif « Territoires d'industrie en transition écologique ».

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Sources	Types d'aide	Montant prévisionnel	Taux
<b>Financements publics</b>			
Etat	DSIL/DETR	1 000 000 €	3.33%
Etat	Fonds Vert (*2)	2 000 000 €	6.66%
Région Sud PACA	Contrat Avenir	3 000 000 €	10%
Département du Var	A déterminer	3 000 000 €	10%
<b>Auto-financement</b>			
SMIDDEV	//	21 000 000 €	70%
<b>Total HT</b>		<b>30 000 000 €</b>	<b>100%</b>

Le Comité Syndical :

Où l'exposé qui précède,

**Vu** la circulaire relative au fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (fonds vert) du 14 décembre 2022 ;

**Vu** l'Arrête Préfectoral n°224/2022-BCLI du 08-07-2022 portant modification des statuts du SMIDDEV ;

**Vu** la délibération n°2017/551 du 24 octobre 2017 portant approbation du projet de construction d'un équipement multifilières pour le traitement des ordures ménagères résiduelles ;

**Vu** la délibération du comité syndical 2021/695 du 26 mars 2021 approuvant la sollicitation de subventions auprès de l'Etat et de la Région ;

**Considérant** que l'opération s'inscrit dans le cadre de la compétence traitement des déchets des ménages et assimilés inscrite dans l'article 2 des statuts du SMIDDEV ;

**Considérant** que ce projet est inscrit au contrat d'avenir 2021-2027, approuvé par le conseil régional Sud-PACA par délibération n°22-4 du 25 février 2022 ;

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents,

**ACCEPTE** de solliciter un financement de l'Etat au titre du Fonds Vert, axe « Territoires d'industrie en transition écologique »,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à entreprendre toute démarche, à signer tout acte et tout document tendant à rendre effective cette délibération,

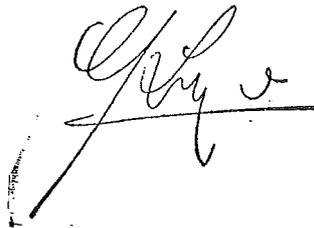
**DIT** que les crédits nécessaires au financement de l'opération seront inscrits au budget 2024 en section d'investissement.

**SOMET** la présente délibération au contrôle de légalité de Monsieur le Préfet du Var.

AINSI fait et délibéré à Fréjus, le 18 décembre 2023.

*Pour extrait certifié conforme  
A Fréjus, le 18 décembre 2023*

**Le Président,  
Gilles LONGO**



Établissement public de traitement  
et de valorisation des déchets  
Parc d'activités Le Capitou - Pôle BTP  
32, allée Sébastien Vauban  
CS 60064 - 83606 Fréjus Cedex



**AR Prefecture**

083-258300581-20231218-DELIB2023\_794-DE  
Reçu le 21/12/2023

**S.Mi.D.D.E.V****SYNDICAT MIXTE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'EST-VAR  
POUR LE TRAITEMENT ET LA VALORISATION DES DECHETS MENAGERS****-----  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL****SEANCE DU 18 DECEMBRE 2023**

Nombre de membres en exercice :	Date de publication :	Date d'envoi à la Préfecture :
12	<b>2 1 DEC. 2023</b>	<b>2 1 DEC. 2023</b>

Le dix-huit décembre deux mille vingt-trois à neuf heure trente, le Comité Syndical du Syndicat Mixte du Développement Durable de l'Est Var pour le Traitement et la valorisation des déchets ménagers, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au siège du Syndicat, sous la présidence de Monsieur Gilles LONGO, Président.  
Date de convocation des délégués : le onze décembre deux mille vingt-trois.

**Présents :****Communauté d'Agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération :**

Monsieur Gilles LONGO, Président, Délégué titulaire  
Madame Sylvie BLANC, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente, Déléguée titulaire  
Monsieur Gérard BONNAL, Délégué titulaire  
Monsieur Bernard SABY, Délégué titulaire  
Madame Sonia LAUVARD, Déléguée titulaire,  
Monsieur Charles MARCHAND, Délégué titulaire  
Monsieur Yoann GNERUCCI, 2<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Monsieur Kader MERIMECHE, Délégué titulaire  
Monsieur Jean-François MOISSIN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Madame Jacqueline SANCHEZ, Déléguée titulaire

**Communauté de Communes du Pays de Fayence :**

Monsieur René BOUCHARD, 4<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Monsieur Jean-Yves HUET, Délégué titulaire

**Assistaient également à la séance :**

Madame Natacha FLEURY, Directrice du SMIDDEV  
Madame Nathalie LACUBE, Eco-conseillère du SMIDDEV  
Madame Magali MERLINO, Rédacteur du SMIDDEV

**Délibération n°2023/794 :**

***Unité de Valorisation Multifilières : Adoption du projet, du plan de financement et sollicitation du Fonds Vert 2024 - Recyclage Foncier.***

**Objet : Unité de Valorisation Multifilières : Adoption du projet, du plan de financement et sollicitation du Fonds Vert 2024 - Recyclage Foncier.**

Monsieur le Président expose :

Le SMIDDEV a engagé un projet de création d'une unité de prétraitement des ordures ménagères permettant d'augmenter la part de déchets valorisés, tout en diminuant la part de déchets destinés à l'enfouissement.

Ce projet de conception, construction exploitation et maintenance de l'Unité de Valorisation Multifilières des déchets ménagers et assimilés (UVM) a pour objectif principal l'atteinte d'un taux de valorisation de 80% sur notre territoire de compétence.

Ce projet représente un coût prévisionnel de 30 000 000 € HT, soit 36 000 000 € TTC, et est susceptible de bénéficier d'une subvention de l'Etat au titre du Fonds Vert 2024, notamment dans le cadre de son axe 3 « Recyclage Foncier ».

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est le suivant :

Sources	Types d'aide	Montant prévisionnel	Taux
<b>Financements publics</b>			
Etat	DSIL/DETR	1 000 000 €	3.33%
Etat	Fonds Vert (*2)	2 000 000 €	6.66%
Région Sud PACA	Contrat Avenir	3 000 000 €	10%
Département du Var	A déterminer	3 000 000 €	10%
<b>Auto-financement</b>			
SMIDDEV	//	21 000 000 €	70%
<b>Total HT</b>		<b>30 000 000 €</b>	<b>100%</b>

°  
° °

Le Comité Syndical :

Où l'exposé qui précède,

**Vu** la circulaire relative au fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires (fonds vert) du 14 décembre 2022 ;

**Vu** l'Arrête Préfectoral n°224/2022-BCLI du 08-07-2022 portant modification des statuts du SMIDDEV ;

**Vu** la délibération n°2017/551 du 24 octobre 2017 portant approbation du projet de construction d'un équipement multifilières pour le traitement des ordures ménagères résiduelles ;

**Vu** la délibération du comité syndical 2021/695 du 26 mars 2021 approuvant la sollicitation de subventions auprès de l'Etat et de la Région ;

**Considérant** que l'opération s'inscrit dans le cadre de la compétence traitement des déchets des ménages et assimilés inscrite dans l'article 2 des statuts du SMIDDEV ;

**Considérant** que le projet sera construit sur un terrain qui doit être considéré comme une friche ;

**Considérant** que ce projet est inscrit au contrat d'avenir 2021-2027, approuvé par le conseil régional Sud-PACA par délibération n°22-4 du 25 février 2022 ;

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents,

**ACCEPTE** de solliciter un financement de l'Etat au titre du Fonds Vert, axe 3 « Recyclage Foncier »,

**AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à entreprendre toute démarche, à signer tout acte et tout document tendant à rendre effective cette délibération,

**DIT** que les crédits nécessaires au financement de l'opération seront inscrits aux budgets 2024 et suivants en section d'investissement.

**SOMET** la présente délibération au contrôle de légalité de Monsieur le Préfet du Var.

AINSI fait et délibéré à Fréjus, le 18 décembre 2023.

*Pour extrait certifié conforme  
A Fréjus, le 18 décembre 2023*

**Le Président,  
Gilles LONGO**



**SMIDDEV**  
Établissement public de traitement  
et de valorisation des déchets  
Parc d'activités Le Capitou - Pôle BTP  
32, allée Sébastien Vauban  
CS 60064 - 83606 Fréjus Cedex



AR Prefecture

083-258300581-20231218-DELIB2023\_795-DE  
Reçu le 21/12/2023

S.Mi.D.D.E.V

SYNDICAT MIXTE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'EST-VAR  
POUR LE TRAITEMENT ET LA VALORISATION DES DECHETS MENAGERS

-----  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice :	Date de publication :	Date d'envoi à la Préfecture :
12	21 DEC. 2023	21 DEC. 2023

Le dix-huit décembre deux mille vingt-trois à neuf heure trente, le Comité Syndical du Syndicat Mixte du Développement Durable de l'Est Var pour le Traitement et la valorisation des déchets ménagers, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au siège du Syndicat, sous la présidence de Monsieur Gilles LONGO, Président.  
Date de convocation des délégués : le onze décembre deux mille vingt-trois.

**Présents :**

Communauté d'Agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération :

Monsieur Gilles LONGO, Président, Délégué titulaire

Madame Sylvie BLANC, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente, Déléguée titulaire

Monsieur Gérard BONNAL, Délégué titulaire

Monsieur Bernard SABY, Délégué titulaire

Madame Sonia LAUVARD, Déléguée titulaire,

Monsieur Charles MARCHAND, Délégué titulaire

Monsieur Yoann GNERUCCI, 2<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire

Monsieur Kader MERIMECHE, Délégué titulaire

Monsieur Jean-François MOISSIN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire

Madame Jacqueline SANCHEZ, Déléguée titulaire

Communauté de Communes du Pays de Fayence :

Monsieur René BOUCHARD, 4<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire

Monsieur Jean-Yves HUET, Délégué titulaire

**Assistaient également à la séance :**

Madame Natacha FLEURY, Directrice du SMIDDEV

Madame Nathalie LACUBE, Eco-conseillère du SMIDDEV

Madame Magali MERLINO, Rédacteur du SMIDDEV

**Délibération n°2023/795 :**

*Travaux d'investissement sur la plateforme de compostage des déchets verts de la Poudrière – Demande d'aide financière à la Région Sud PACA.*

**Objet : Travaux d'investissement sur la plateforme de compostage des déchets verts de la Poudrière – Demande d'aide financière à la Région Sud PACA.**

Monsieur le Président expose :

Le Syndicat Mixte du Développement Durable de l'Est Var pour le traitement et la valorisation des déchets ménagers (SMIDDEV) souhaite engager des travaux d'amélioration sur la plateforme de compostage des déchets verts de la Poudrière.

Sur ce site, les déchets verts des collectivités membres, issus des déchèteries et des collectes en porte à porte, sont broyés, criblés, et transformés en compost normé NFU44-051 (utilisable en maraichage et en agriculture biologique). En 2022, 14 000 tonnes de déchets verts ont été réceptionnés sur la plateforme soumise à enregistrement et autorisée à traiter jusqu'à 20 000 tonnes par an.

Le SMIDDEV a la maîtrise foncière du site par le biais d'un bail emphytéotique administratif signé avec la commune de Puget-sur-Argens le 18/11/2015 pour une durée de 33 ans.

Les travaux envisagés consistent principalement à étendre la surface destinée aux phases de fermentation et maturation des andains de déchets verts, dans le cadre du périmètre ICPE existant.

Cette extension est motivée par :

- La nécessité d'augmenter la part de surface imperméabilisée pour permettre les rotations des phases de dégradation de la matière broyée jusqu'à l'obtention du compost normé. Le rallongement des périodes de sécheresse ralentit fortement les durées de décomposition des andains (la durée du compostage atteint 10 mois au lieu de 6 mois en moyenne).
- Les prévisions d'augmentation des tonnages de déchets verts liées au renforcement de l'interdiction de brûlage des déchets verts, à la mise en application des obligations légales du débroussaillage, complétées par les règles des PPRIF (Plan de Prévention Incendies de Forêt), ou au besoin de traitement d'autres collectivités le cas échéant.

Pour répondre à ces besoins, il est envisagé d'aménager une partie du terrain situé à l'ouest du site, au sein du périmètre ICPE.

L'opération comprend 2 phases :

- Une première phase correspondant à l'étude technico-économique qui définira le projet d'aménagement, en adéquation avec le contexte local et les équipements existants.
- Une deuxième phase correspondant :
  - à l'AMO
  - aux travaux d'étanchéification de la plateforme complémentaire
  - à la réalisation des voiries de dessertes
  - à la collecte des eaux pluviales et de process
  - aux équipements pour la protection incendie.

Le coût total a été estimé à 600 000 € HT.

Les études pourraient démarrer au premier trimestre 2024, et, après instruction administrative du projet, les travaux pourraient débuter au 2<sup>e</sup> semestre 2025.

Ces études et travaux étant éligibles à des subventions de la Région Sud PACA, le SMIDDEV souhaite solliciter une aide financière.

Le plan de financement prévisionnel proposé par le SMIDDEV à la Région est le suivant :

**Dépense Totale :** 600 000 € HT – soit 720 000 € TTC  
Etude de faisabilité : 15 000 € HT  
AMO et travaux : 585 000 € HT

**Répartition du financement :**

Autofinancement SMIDDEV : 420 000 €  
Participation Région : 300 000 € (50% du montant HT plafonné à 300 000 €)

Il est proposé de s'engager dans les travaux d'investissement de la plateforme de compostage des déchets verts de la poudrière tels que présentés, et de solliciter la subvention indiquée dans le plan de financement auprès de la Région Sud.

°  
° °

Le Comité Syndical :

Où l'exposé qui précède,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents,

**APPROUVE**

- La réalisation des études nécessaires et les travaux d'investissement de la plateforme de compostage des déchets verts de la poudrière, tels que présentés.
- La demande de subvention auprès de la Région Sud PACA pour la réalisation de l'étude de faisabilité, l'AMO et les travaux d'aménagement.

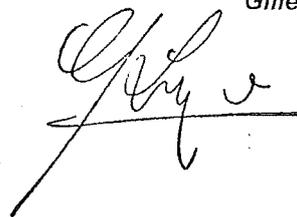
**AUTORISE** le Président du SMIDDEV à signer tous documents afférents à cette décision.

**SOUMET** la présente délibération au contrôle de légalité de Monsieur le Préfet du Var.

AINSI fait et délibéré à Fréjus, le 18 décembre 2023.

*Pour extrait certifié conforme  
A Fréjus, le 18 décembre 2023*

**Le Président,  
Gilles LONGO**



Établissement public de traitement  
et de valorisation des déchets  
Parc d'activités Le Capitou – Pôle BTP  
32, allée Sébastien Vauban  
CS 60064 – 83606 Fréjus Cedex



AR Prefecture

083-258300581-20231218-DELIB2023\_796-DE  
Reçu le 21/12/2023

S.Mi.D.D.E.V

SYNDICAT MIXTE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'EST-VAR  
POUR LE TRAITEMENT ET LA VALORISATION DES DECHETS MENAGERS

-----  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice :	Date de publication :	Date d'envoi à la Préfecture :
12	21 DEC. 2023	21 DEC. 2023

Le dix-huit décembre deux mille vingt-trois à neuf heure trente, le Comité Syndical du Syndicat Mixte du Développement Durable de l'Est Var pour le Traitement et la valorisation des déchets ménagers, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au siège du Syndicat, sous la présidence de Monsieur Gilles LONGO, Président.  
Date de convocation des délégués : le onze décembre deux mille vingt-trois.

**Présents :**

Communauté d'Agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération :

Monsieur Gilles LONGO, Président, Délégué titulaire

Madame Sylvie BLANC, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente, Déléguée titulaire

Monsieur Gérard BONNAL, Délégué titulaire

Monsieur Bernard SABY, Délégué titulaire

Madame Sonia LAUVARD, Déléguée titulaire,

Monsieur Charles MARCHAND, Délégué titulaire

Monsieur Yoann GNERUCCI, 2<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire

Monsieur Kader MERIMECHE, Délégué titulaire

Monsieur Jean-François MOISSIN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire

Madame Jacqueline SANCHEZ, Déléguée titulaire

Communauté de Communes du Pays de Fayence :

Monsieur René BOUCHARD, 4<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire

Monsieur Jean-Yves HUET, Délégué titulaire

**Assistaient également à la séance :**

Madame Natacha FLEURY, Directrice du SMIDDEV

Madame Nathalie LACUBE, Eco-conseillère du SMIDDEV

Madame Magali MERLINO, Rédacteur du SMIDDEV

**Délibération n°2023/796 :**

*Récupération des Déchets d'Éléments d'Ameublement (DEA) – « Contrat relatif à la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets » 2024-2029 avec l'organisme agréé –  
Approbation et Autorisation de signature.*

***Objet : Récupération des Déchets d'Eléments d'Ameublement (DEA) – « Contrat relatif à la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets » 2024-2029 avec l'organisme agréé – Approbation et Autorisation de signature.***

Monsieur le Président expose :

En application de l'article L. 541-10-6 du code de l'environnement mettant en œuvre le principe de la responsabilité élargie des producteurs pour les éléments d'ameublement, la prévention et la gestion des déchets d'éléments d'ameublement (DEA) doivent être assurée par les metteurs sur le marché.

Ces derniers doivent s'organiser soit par la mise en place d'un système individuel, soit collectivement au sein d'éco-organismes agréés par les pouvoirs publics, sur la base d'un cahier des charges venant définir réglementairement les objectifs et modalités de la filière.

Le nouveau cahier des charges de la filière à responsabilité élargie des producteurs d'éléments d'ameublement a été adopté par l'arrêté interministériel du 12/10/2023.

Trois éco-organismes ont demandé un agrément ministériel au titre de la filière des Déchets d'Eléments d'Ameublement (DEA) : Ecomaison, Valdelia et Valobat. Ils seront partenaires du SMIDDEV sur son territoire de compétence, après obtention de l'agrément.

Il est donc proposé au SMIDDEV de conclure un nouveau contrat, sur la base du projet joint : le *Contrat relatif à la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets* pour la période 2024-2029 avec les éco-organismes agréés.

Le Contrat a pour objet de définir les modalités opérationnelles et financières de la prise en charge par les éco-organismes précités, de la gestion des DEA collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets (SPGD), ainsi que des soutiens relatifs aux actions en faveur du réemploi des éléments d'ameublement et de la communication.

L'objectif premier de cette filière est de détourner les déchets de mobilier de l'enfouissement en augmentant la part de déchets orientés vers la réutilisation, le recyclage et la valorisation. Mais elle représente également un enjeu financier important pour les établissements publics qui prennent aujourd'hui en charge les éléments d'ameublement usagés des particuliers en mélange avec d'autres déchets (en déchèterie, en collecte des encombrants etc.).

Le SMIDDEV, collectivité compétente en matière de traitement et de communication pour ce type de déchets, propose de poursuivre son action avec les éco-organismes agréés et de conclure le Contrat relatif à la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets pour la période 2024-2029 ».

°  
° °

Le Comité Syndical :

Où l'exposé qui précède,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents,

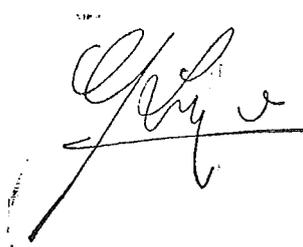
AUTORISE son Président à signer le Contrat relatif à la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets pour la période 2024-2029 avec les éco-organismes agréés, et tout document s'y rapportant.

SOMET la présente délibération au contrôle de légalité de Monsieur le Préfet du Var.

AINSI fait et délibéré à Fréjus, le 18 décembre 2023.

*Pour extrait certifié conforme  
A Fréjus, le 18 décembre 2023*

*Le Président,  
Gilles LONGO*



Établissement public de traitement  
et de valorisation des déchets  
Parc d'activités Le Capitou - Pôle BTP  
32, allée Sébastien Vauban  
CS 60064 - 83606 Fréjus Cedex



Version non signable

**Projet de contrat sous réserve d'agrément par les Pouvoirs Publics**

**Contrat relatif à la prise en charge des déchets d'éléments d'ameublement collectés dans le cadre du service public de gestion des déchets**

**CONDITIONS PARTICULIÈRES**

**ARTICLE 1 | IDENTIFICATION DE LA COLLECTIVITÉ**

Intitulé complet :

Adresse du Siège administratif :

Siren :

Représentée par:

- Nom – Prénom :
- Fonction/Qualité :
- Habilitation :
  - Dûment habilité(e) à l'effet de conclure le présent contrat du fait de ses statuts
  - OU
  - Titulaire d'une délégation de pouvoir / de signature à cet effet (à joindre).

**ARTICLE 2 | IDENTIFICATION DES AUTRES COLLECTIVITES MEMBRES DE LA COLLECTIVITÉ SIGNATAIRE DU CONTRAT**

Si nécessaire, les stipulations figurent en Annexe 1 aux Conditions particulières.

**ARTICLE 3 | IDENTIFICATION DES DÉCHETERIES ET DES ZONES DE REEMPLOI OU REUTILISATION**

Si nécessaire, les stipulations figurent en Annexe 1 aux Conditions particulières.

**ARTICLE 4 | ÉCO-ORGANISME DÉSIGNÉ**

Les stipulations figurent en Annexe 1 aux Conditions particulières.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Pour la Collectivité

Pour ECOMAISON

Prénom Nom \_\_\_\_\_

Prénom Nom \_\_\_\_\_

Qualité \_\_\_\_\_

Qualité \_\_\_\_\_

« Lu et approuvé » et signature

« Lu et approuvé » et signature

Pour VALDELIA

Pour VALOBAT

Prénom Nom \_\_\_\_\_

Prénom Nom \_\_\_\_\_

Qualité \_\_\_\_\_

Qualité \_\_\_\_\_

« Lu et approuvé » et signature

« Lu et approuvé » et signature

## CONDITIONS GENERALES

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L541-10, L541-10-1 (10°), et R543-240 et suivants du code de l'environnement,

Vu l'arrêté du 12 octobre 2023 portant Cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière de responsabilité élargie du producteur des Eléments d'ameublement.

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Ecomaison, société par actions simplifiée au capital de 200 000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 538 495 870 RCS Paris, ayant son siège social 50 avenue Daumesnil, 75012 PARIS, représentée par Madame Dominique MIGNON, agissant en qualité de Présidente et dûment habilité à signer les présentes (ci-après « **Ecomaison** »), est un éco-organisme agréé pour la mise en place de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement, par arrêté du ----- portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement (EA).

Valdéla, société par actions simplifiée au capital de 154.000 euros, dont le siège social est sis ZAC de l'Hers, rue du Lac (31670) Labège, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 537 406 373 R.C.S. Toulouse, représentée par Monsieur Arnaud Humbert-Droz, agissant en qualité de Président et dûment habilité à signer les présentes (ci-après « **Valdelia** »), est un éco-organisme agréé pour la mise en place de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement, par arrêté du ----- portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement (EA).

Valobat, société par actions simplifiée au capital de 1.000.000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 902 722 172 RCS Nanterre, ayant son siège social à La Tour Opus 12, 77 Esplanade du Général de Gaulle 92800 PUTEAUX, représentée par Monsieur Hervé de Maistre, agissant en qualité de Président et dûment habilité à signer les présentes (ci-après « **Valobat** »), est un éco-organisme agréé pour la mise en place de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement, par arrêté du ----- portant agrément d'un éco-organisme de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement (EA).

L'OCA est l'organisme coordonnateur, agréé par arrêté du ----- au titre de la filière à responsabilité élargie des producteurs pour répondre aux exigences fixées par le Cahier des charges annexé à l'arrêté du 12 octobre 2023 précité.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 12 octobre 2023 portant Cahier des charges des éco-organismes et des systèmes individuels de la filière à responsabilité élargie des éléments d'ameublement, Ecomaison, Valdélia et Valobat, ont conjointement arrêté les termes du présent contrat relatif à la prise en charge des DEA mentionnés à l'article R543-240 du Code de l'environnement par les collectivités territoriales dans le cadre du service public de gestion des déchets, sous l'égide de l'OCA.

La Collectivité a mis en place, dans le cadre du service public de la gestion des déchets, une Collecte des DEA et des EA usagés, et souhaite contracter avec un éco-organisme agréé afin de bénéficier des financements et des services qu'il propose pour la gestion de ceux-ci.

A la date de signature du présent Contrat, en application des dispositions des articles L541-10 II et R. 541-108 du Code de l'environnement et de l'annexe III de l'arrêté du 12 octobre 2023 portant Cahier des charges des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à responsabilité élargie du producteur des Eléments d'ameublement, il appartient à un éco-organisme désigné aux Conditions particulières en sa qualité d'éco-organisme agréé (« l'Eco-organisme désigné ») d'assurer auprès de la Collectivité la prise en charge de la Collecte des DEA qui lui incombe.

C'est dans ces conditions que les Parties se sont réunies aux fins des présentes.

Ceci expose, il a été arrêté et convenu ce qui suit :

**ARTICLE PRELIMINAIRE : DEFINITIONS**

Font partie intégrante du Contrat, l'ensemble des procédures disponibles dans le Système d'information et les annexes.

Chaque fois qu'ils sont utilisés, les termes suivants, employés avec une majuscule, au singulier ou au pluriel, auront le sens défini ci-après :

- **Acteurs du réemploi ou de la réutilisation** : désigne les Opérateurs du Réemploi ou de la Réutilisation ayant accès, à une Zone dédiée au réemploi ou à la réutilisation des Eléments d'ameublement, dans les conditions prévues par une convention établie avec un ou plusieurs de ces Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation. Les Acteurs du réemploi ou de la réutilisation sont au moins ou prioritairement des entreprises relevant des articles 1 et 2 de la loi N° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,
- **Autres collectivités** : désigne les Collectivités membres ou adhérentes de la Collectivité signataire.
- **Benne** : désigne les Contenants en bas de quai pour la collecte des EA
- **Bordereau de transport** : désigne la lettre de voiture visée à l'article L 132-9 du code de commerce.
- **Cahier des charges** : désigne l'annexe I à l'arrêté ministériel du 12 octobre 2023 portant cahier des charges d'agrément des éco-organismes, des systèmes individuels et des organismes coordonnateurs de la filière à Responsabilité élargie du producteur des Eléments d'ameublement désignés à l'article R.543-240 du Code de l'environnement, en application des articles L.541-10, L.541-10-1 (10°) et R.543-240 et suivants du Code de l'environnement,
- **Collecte non séparée** : la collecte des flux de DEA avec d'autres types de déchets issus de produits ne relevant des obligations de responsabilité élargie des producteurs, ou de déchets issus de produits relevant de ces obligations pour lesquels l'éco-organisme n'est pas agréé, et respectant les conditions de l'article D. 543-281.
- **Collecte séparée** : la collecte des flux de DEA qui sont séparés des autres flux de déchets, ou qui sont collectés conjointement avec d'autres flux de déchets issus de produits relevant des obligations de responsabilité élargie des producteurs, pour lesquels l'éco-organisme est agréé, et respectant les dispositions de l'article D. 543-281 du code de l'environnement ;
- **Collectivité** : désigne la collectivité ou le groupement de collectivités territoriales titulaire de la compétence collecte et/ou traitement dans le cadre du SPGD sur la totalité du Périmètre du Contrat.
- **Comité de concertation** : désigne le comité de conciliation associant des Représentants de collectivités territoriales chargées du SPGD.
- **Contenant** : désigne les Bennes ou autres équipements de stockage et de transport destinés à la gestion des DEA ou d'EA usagés mis à la disposition de la Collectivité par l'Eco-organisme désigné.
- **Contrat** : désigne le présent Contrat multipartite, incluant les conditions générales et les conditions particulières, et leurs annexes, et leurs éventuels avenants.
- **DEA** : désigne les déchets d'Eléments d'ameublement.
- **Déchèterie** : désigne une installation publique de gestion des déchets ménagers et assimilés constituée d'un espace aménagé et protégé où les usagers peuvent déposer leurs déchets qui ne peuvent être collectés avec les ordures ménagères en raison de leur volume, de leur poids ou de leur nature (toxique). La Déchèterie publique au sens du Contrat s'inscrit dans le Périmètre défini aux Conditions particulières.
- **Détenteur** : au sens de l'article L541-1-1 du Code de l'environnement, le Détenteur est entendu comme tout producteur des déchets et/ou toute autre personne qui se trouve en possession des déchets. Dans le cadre du Contrat, la détention est définie par le fait, pour une personne physique ou morale, de se trouver en possession de déchets. Concerne uniquement le Détenteur au sens de l'article L541-1-1 C. Env qui apporte lui-même les DEA ou les EA en Déchèterie.

- **Détenteur professionnel** : désigne le professionnel se trouvant en possession de DEA ou d'AE usagés qu'il apporte en Déchèterie. Concerne uniquement le Détenteur professionnel disposant d'une carte pro)
- **Eco-organisme désigné** : désigne l'Eco-organisme désigné par l'OCA pour gérer les DEA de la Collectivité. L'éco-organisme désigné peut changer en cours de Contrat, sans que cela n'ait d'incidence sur la continuité du SPGD. L'Eco-organisme désigné figure aux Conditions particulières du Contrat.
- **Eco-organismes signataires** : désigne les sociétés titulaires d'un Agrément signataires du Contrat.
- **Eléments d'ameublement ou EA** : désigne les éléments d'ameublement couverts par les dispositions des articles L. 541-10, L. 541-10-1 (10°) et R. 543-240 suivants du C. Env.
- **Enlèvement** : désigne l'opération lors de laquelle un Opérateur de gestion des déchets ayant conclu un contrat avec un Eco-organisme désigné, procède, à la suite d'une demande de la Déchèterie, à la collecte gratuite des DEA et les achemine vers un centre de tri ou de traitement.
- **Enlèvement et traitement par l'Eco-organisme désigné** : désigne la prise en charge par l'Eco-organisme désigné de l'ensemble des opérations de gestion des DEA, à compter de leur Enlèvement par un Opérateur de gestion des déchets missionné par l'Eco-organisme désigné. Dans cette hypothèse, l'Eco-organisme désigné apporte un soutien opérationnel à la Collectivité.
- **Interface administrative unique** : désigne l'interface mise à disposition de la Collectivité. Elle a notamment pour objet de centraliser les données administratives de la Collectivité, de proposer le Contrat aux Collectivités et de les mettre en relation avec le Système d'information de l'Eco-organisme désigné. En 2024 au minimum, le portail TERRITEO assurera le rôle d'Interface administrative unique pour les données administratives générales, ce qui concerne le portail TERRITEO.
- **Liquider/liquidation** : désigne la détermination par l'Eco-organisme désigné du montant des soutiens financiers porté sur la facture pro forma des soutiens téléchargeables dans le Système d'information.
- **OCA** : désigne l'éco-organisme coordonnateur agréé de la filière de REP EA.
- **Opérateur de gestion des déchets** : désigne le prestataire de l'Eco-organisme désigné, chargé de l'Enlèvement des DEA ou d'autres opérations de gestion des déchets.
- **Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation** : désigne la personne morale réalisant des opérations de réemploi et de réutilisation au sens de l'article L541-1-1 du Code de l'environnement, et favorisant la prévention des déchets.
- **Périmètre** : désigne le territoire de la Collectivité couvert par le Contrat, tels que définis aux articles 2, 3 et 4 des Conditions particulières.
- **Prélèvement** : désigne l'action de prélever tous les EA qui peuvent faire l'objet d'un réemploi ou d'une réutilisation.
- **Règlement de collecte** : règlement de collecte adopté par la Déchèterie
- **Règlementation** : désigne toute disposition juridique normative en vigueur s'imposant aux Parties dans le cadre du Contrat.
- **REP EA** : désigne la filière de responsabilité élargie du producteur des éléments d'ameublement.
- **Représentants** : désigne les représentants des collectivités territoriales, à savoir notamment l'AMF, Régions de France, le CNR, AMORCE et Intercommunalités de France.
- **SPGD** : désigne le service public de gestion des déchets.

AR Prefecture

083-258300581-20231218-DELIB2023\_796-DE  
Reçu le 21/12/2023

- **Système d'information** : désigne le portail internet mis à disposition de la Collectivité par l'Eco-organisme désigné. Il permet notamment d'assurer la gestion financière et opérationnelle du Contrat.
- **TERRITEO** : désigne le portail administratif commun aux éco-organismes permettant la centralisation des informations administratives relatives aux collectivités.
- **Zone de réemploi ou réutilisation** : désigne la zone au stockage temporaire d'EA usagés susceptibles de faire l'objet d'un réemploi ou d'une réutilisation, fermée, sécurisée.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

**ARTICLE 1 : OBJET DU CONTRAT**

Le Contrat a pour objet de régir les relations entre les Eco-organismes signataires et la Collectivité qui assure la reprise des DEA et des EA usagés dans le cadre du service public de gestion des déchets, dans le cadre des articles R541-102, R541-104 et R541-105 du code de l'environnement et de l'arrêté. Il intervient dans le cadre des obligations qui pèsent sur les metteurs en marché des EA à l'égard de la Collectivité.

Les Parties reconnaissent expressément que le Contrat constitue l'unique document contractuel pour la gestion des DEA et de EA pour toute la période 2024-2029 à l'égard de la Collectivité.

Le Contrat est constitué des documents suivants, par ordre d'importance :

- Les présentes Conditions générales
- Les Conditions particulières
- Les annexes suivantes :

Annexe 1 - Périmètre du Contrat

Annexe 2 - Schéma de collecte

Annexe 3 - Conditions techniques et niveaux de services

Annexe 3A - Conditions d'enlèvements et mesures d'accompagnement au remplissage des Contenants

Annexe 3B - Barème de soutiens

Annexe 4 - Communication

Annexe 5 - Caractérisations, Bilans matières et justificatifs

Annexe 6 - RGPD

Les documents du Contrat sont disponibles dans le système d'information de l'Eco-organisme désigné. La Collectivité déclare expressément avoir pris connaissance de l'ensemble de ces documents préalablement à la conclusion du Contrat.

En complément du Contrat, l'ensemble des procédures est disponible dans les Systèmes d'information de l'Eco-organisme désigné.

**Article 2 : CHAMP D'APPLICATION DU CONTRAT**

Le Contrat s'applique sur l'ensemble du territoire de compétence de la Collectivité en charge du SPGD. Tous les DEA collectés et/ou traités par la Collectivité seront pris en charge financièrement ou opérationnellement, par l'Eco-organisme désigné.

L'Eco-organisme désigné est identifié aux Conditions particulières.

Le territoire de la Collectivité est déterminé par référence aux données reportées par la Collectivité sur TERRITEO au moment de la contractualisation, figurant aux Conditions particulières. En cas de modification du Périmètre, l'Eco-organisme désigné en est informé dans les conditions prévues à l'article 12 des Conditions générales.

Le Contrat est applicable sur le territoire métropolitain et sur le territoire des départements-régions d'outre-mer (DROM) et des collectivités d'outre-mer (COM) sur lesquels la réglementation relative à la filière de REP EA s'applique.

**Article 3 : DATE DE PRISE D'EFFET ET DUREE DU CONTRAT**

Le Contrat entre en vigueur le premier jour du mois suivant la date de signature par la Collectivité et prend fin au plus tard le 31 décembre 2029.

Par exception pour 2024, lorsque la Collectivité signe le Contrat en 2023, le Contrat entre en vigueur au plus tôt le 1<sup>er</sup> janvier 2024. Si la Collectivité était en Contrat lors du précédent agrément, le Contrat entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Par exception, en cas de renouvellement de l'agrément d'au moins un des Eco-organismes signataires du Contrat après le 31 décembre 2029, le Contrat continuera de produire ses effets jusqu'à la signature du nouveau contrat prévu par le renouvellement des agréments et au plus tard jusqu'à 31 mars 2030.

Il peut prendre fin de manière anticipée dans les conditions précisées à l'article 13 des Conditions générales.

Aucune stipulation du Contrat ne peut s'interpréter comme obligeant l'Eco-organisme désigné à demander le renouvellement de son agrément, ni comme pouvant tenir l'Eco-organisme désigné responsable des conséquences directes ou indirectes d'un refus de renouvellement de son agrément.

#### **Article 4 : ENGAGEMENTS DES PARTIES**

##### **4.1 : ENGAGEMENTS DE L'ECO-ORGANISME DÉSIGNÉ VIS-À-VIS DE LA COLLECTIVITÉ**

###### **4.1.1 : Collecte Séparée dans les Déchèteries**

L'Eco-organisme désigné s'engage à mettre en place la Collecte Séparée dans les Déchèteries selon les modalités décrites en annexe 2 des Conditions Générales.

L'Eco-organisme désigné s'engage à mettre en œuvre les soutiens relatifs aux BenneS prévus au Cahier des charges concernant les EA usagés et les DEA faisant l'objet d'une Collecte séparée sur les Déchèteries entrant dans le Périmètre du Contrat, conformément aux Annexes 1 et 2 des Conditions générales. Les informations concernant les Déchèteries sont transmises par la Collectivité à l'Eco-organisme désigné via TERRITEO.

Selon les dispositions du Contrat, l'Eco-organisme désigné s'engage à :

- équiper les Déchèteries pouvant être équipées pour la Collecte séparée en mettant gratuitement à disposition de la Collectivité volontaire les Contenants de collecte et de pré-collecte destinés au dépôt des DEA faisant l'objet de la Collecte séparée,
- organiser l'Enlèvement et le traitement des DEA collectés séparément,
- liquider et verser les soutiens financiers conformément aux annexes 1, 2 et 3 (3, 3A et 3B) des Conditions générales,
- accompagner et soutenir financièrement les opérations de communication de la Collectivité conformément aux annexes 3 (3, 3A et 3B) et 4.
- fournir à la Collectivité les données statistiques de collecte et de valorisation compatible avec le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public.

Pour les Déchèteries qui, à la date de signature du présent contrat, ne sont pas équipées de deux Contenants, un plan d'évolution vers le schéma ciblé est défini en commun.

L'Eco-organisme désigné propose à la Collectivité un accompagnement technique pour la mise en place de la Collecte séparée lorsque celle-ci n'a jamais été mise en œuvre précédemment.

###### **4.1.2 : Collectes non séparées en Déchèterie et la Collecte des encombrants en porte à porte**

###### **Principes**

L'Eco-organisme désigné s'engage à soutenir financièrement, conformément aux Annexes 1, 2 et 3 (3, 3A et 3B), les DEA collectés et valorisés par les Collectivités, provenant des Collectes non séparées.

Les DEA soutenus financièrement sont exclusivement issus de dispositifs de Collectes non séparées suivants :

- Dispositifs de collecte d'encombrants en porte à porte du Périmètre valorisant des DEA, visés à article 1.3 de l'annexe 1 aux Conditions générales (collecte régulière en porte à porte ou sur appel) sous réserve que cette Collecte d'encombrants en porte à porte concoure à la réutilisation ou au recyclage de ces Déchets.
- Collecte en mélange des EA inertes et ferrailles avec d'autres types de déchets, dont le traitement est assuré par la Collectivité, dont les conditions de soutien sont définies en annexe 3B.

Collecte en mélange des EA hors inertes et hors ferrailles avec d'autres types de déchets, dont le traitement est assuré par la Collectivité, dont les conditions de soutien sont définies en annexe 3B.

#### **Evaluation des quantités de DEA collectés non séparément**

Pour les DEA collectés non séparément, il est déterminé une estimation conventionnelle des quantités de DEA contenus dans une Collecte non séparée de déchets, désignée comme le « tonnage équivalent DEA ». Le « tonnage équivalent DEA » est calculé comme le produit des quantités de déchets collectés non séparément et contenant des DEA par un taux de présence moyen conventionnel de DEA, fonction des modalités de collecte non séparée (notamment déchèterie accueillant uniquement des ménages, déchèterie accueillant des ménages et des professionnels, collecte en porte-à-porte). Les taux de présence moyen conventionnel de DEA sont déterminés suivant un protocole établi en concertation avec les Représentants et présenté dans l'annexe 5 aux Conditions générales, dans le respect du principe de proportionnalité entre coûts de caractérisation, précisions des résultats et délais de réalisation. Le protocole n'est pas individualisé pour la Collectivité.

Chaque taux de présence moyen conventionnel de DEA est actualisé au plus une fois par an, à partir des résultats d'une campagne complète de caractérisations de déchets collectés non séparément et contenant des DEA diligentée par l'OCA conformément aux dispositions de l'annexe 5 aux Conditions générales.

Les taux de présence moyens conventionnels de DEA applicables pour le calcul des soutiens financiers dus au titre de la collecte de l'année N sont les taux déterminés selon les dispositions susvisées, issus de la campagne de caractérisation de l'année N-1. Ils sont validés par l'OCA.

Après chaque campagne, les résultats détaillés et les taux de présence moyens conventionnels en résultant sont transmis par mail par l'Eco-organisme désigné à la Collectivité. Ces taux s'appliquent sur la période de collecte débutant l'année suivante, avec un délai de prévenance minimal d'un mois avant le début de l'année concernée.

Lorsque la Collectivité participe à une campagne de caractérisations en Collecte non séparée diligentée par l'Eco-organisme désigné ou par l'OCA, la Collectivité facilite, à l'Eco-organisme désigné ou à toute personne mandatée par l'Eco-organisme désigné, l'accès à ses sites et à ceux de ses prestataires.

#### **4.2.2 : Collecte par les services de Propreté Urbaine de la Collectivité**

L'Eco-organisme désigné s'engage à prendre en charge opérationnellement le traitement des EA préalablement triés, collectés par les services de la Propreté urbaine (déchets abandonnés sur la voie publique en dehors de la collecte périodique ou en dehors de la collecte sur appel des encombrants), en donnant accès à ses centres de tri pour un dépôt des EA.

Si les tonnages d'EA collectés par les services de la Propreté Urbaine le justifient, l'Eco-organisme désigné s'engage également à prendre en charge opérationnellement l'enlèvement et le traitement des EA préalablement triés, collectés par les services de la Propreté urbaine (déchets abandonnés sur la voie publique en dehors de la collecte périodique ou en dehors de la collecte sur appel des encombrants), en mettant à disposition deux Contenants pour les « EA bois » et les « EA multi-matériaux » sur un site de type Centre Technique Municipal, désigné par la Collectivité, sous réserve de la conformité réglementaire de ce site. Le tri devra être effectué par les services de la Collectivité conformément aux consignes transmises par l'Eco-organisme désigné. Des expérimentations seront menées en 2024 afin de proposer les modalités de mise en œuvre de cette collecte.

Si le règlement de collecte de la Déchèterie l'autorise et que les tonnages d'EA collectés par les services de la Propreté Urbaine ne dégradent pas la performance de collecte, ceux-ci pourront être déposés dans les Contenants. Afin d'assurer la traçabilité de ce flux, la Collectivité devra prévenir préalablement l'Eco-organisme désigné et lui transmettre les éléments justificatifs.

## 4.2 : ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE VIS-A-VIS DE L'ECO-ORGANISME DESIGNÉ

### 4.2.1 : Dispositions générales

Le Cahier des charges fixe des prescriptions respectées par l'Eco-organisme désigné dans le cadre de son agrément au titre de l'article R 543-240 et suivants du Code de l'environnement, à charge pour l'Eco-organisme désigné de mettre en œuvre ces prescriptions via le présent contrat-type pour la filière<sup>1</sup>.

En application des dispositions de l'Arrêté prévoyant des conditions de contractualisation uniques entre les Eco-organismes signataires et les collectivités territoriales, la Collectivité s'engage d'une part à contribuer aux objectifs réglementaires de recyclage et de valorisation des DEA dans le cadre de ses relations contractuelles, et d'autre part à mettre en œuvre ses obligations contractuelles le tout conformément aux dispositions qui suivent, de manière à permettre à l'Eco-organisme désigné de respecter ses obligations au titre de son agrément.

### 4.2.2 : Collecte séparée dans les Déchèteries

#### Mise en place de la Collecte séparée

La Collectivité s'engage à étudier les moyens à mettre en place pour la Collecte séparée au titre du Contrat, et à préparer la liste des Déchèteries pouvant être équipées pour la Collecte séparée de deux Contenants.

#### Gestion de la Collecte séparée

Dès lors que la Collecte séparée est mise en place, la Collectivité s'engage à collecter les DEA et à utiliser les Contenants mis à sa disposition par l'Eco-organisme désigné selon les consignes de collecte, et à remettre les DEA ainsi collectés exclusivement à l'Eco-organisme désigné ou à son Opérateur de gestion des déchets.

En tant que dépositaire des Contenants, la Collectivité en a la garde et doit les restituer dans l'état dans lequel ils lui ont été confiés, sauf usure normale, et en faire un usage normal, conforme à leur destination. Elle met en place la signalétique et la communication nécessaire, conformément aux recommandations de l'Eco-organisme désigné, afin de sensibiliser les usagers à la prévention, au réemploi et de l'informer du devenir des meubles jetés dans le Contenant dédié. Elle s'assure que les agents aient une connaissance exacte des consignes de tri. Pour ce faire elle peut notamment utiliser des supports mis à disposition par l'Eco-organisme désigné.

La Collectivité s'engage à conserver les DEA dans leur état au moment de leur collecte. La Collectivité interdit tout prélèvement de DEA sur les Déchèteries, sauf Prélèvements en vue d'un réemploi ou d'une réutilisation, effectués conformément à l'article 8 des Conditions générales. La Collectivité fournit à l'Eco-organisme désigné les indications nécessaires à la gestion opérationnelle des Enlèvements et s'engage à respecter les conditions de mise à disposition et d'Enlèvement, conformément à l'Annexe 2 aux Conditions générales.

Le Contrat ne peut en aucune manière s'interpréter comme conférant à l'Eco-organisme désigné le titre d'exploitant ou de chef d'établissement des Déchèteries, ni d'employeur du personnel employé sur les Déchèteries, ni de donneur d'ordre des prestataires de la Collectivité, de telle manière que la Collectivité conserve seule les obligations relatives à la conformité à la Réglementation des déchèteries et à la sécurité des personnes (agents, usagers, prestataires notamment).

La Collectivité décide et met en œuvre les moyens adaptés afin de prévenir les vols, dans la limite des contraintes économiques et techniques. En cas d'incidents graves et répétés, la Collectivité informe l'Eco-organisme désigné et entame les procédures nécessaires.

La Collectivité et l'Eco-organisme désigné s'informent réciproquement des dysfonctionnements, des incidents et des sanctions administratives ou pénales dont ils ont connaissance, impactant la collecte, la mise à disposition des Contenants et l'Enlèvement des DEA collectés séparément (fermeture de la Déchèterie lors de l'Enlèvement, retard de l'Opérateur de gestion des déchets, incident ou accident lors des manœuvres du véhicule, non livraison des Contenants par exemple). Le cas échéant, les Parties examinent ensemble les mesures nécessaires pour remédier à ces incidents, à l'initiative de la Partie la plus diligente.

<sup>1</sup> "Les activités du titulaire sont menées dans un souci de cohérence générale de la filière des déchets susvisés. Elles impliquent pleinement le détenteur, et sont conduites dans le cadre d'une démarche partenariale qui associe l'ensemble des acteurs de la filière REP des DEA [...]".

Dans le cadre du déploiement de points de collecte complémentaires de proximité par L'Eco-organisme désigné, visé au 1.4 de l'annexe 1 aux Conditions générales, la Collectivité s'engage à participer à la démarche de développement et de communication sur la mise en œuvre de ces points de Collecte et à accompagner l'Eco-organisme désigné dans leur mise en place, selon ses moyens.

La Collectivité autorise l'Eco-organisme désigné à prendre des images (photographies et films) des points de collecte permanents et temporaires de Collecte séparée, et autorise l'Eco-organisme désigné, ou toute personne mandatée par l'Eco-organisme désigné, à accéder à ces points de collecte aux fins de prendre ces images, dans le respect des règles de sécurité. L'Eco-organisme désigné s'engage à informer la Collectivité préalablement. L'Eco-organisme désigné s'engage à respecter le droit à l'image de toute personne présente sur le point de Collecte.

Ces images peuvent notamment être enregistrées dans une base de données propriété de l'Eco-organisme désigné et peuvent être exploitées par l'Eco-organisme désigné ou toute personne mandatée à cette fin, uniquement dans le cadre de ses activités soumises à agrément et après information de la Collectivité, sans paiement autre que les soutiens financiers versés par l'Eco-organisme désigné à la Collectivité.

#### **4.2.3 : Collecte non séparée**

##### **Organisation de la collecte et du traitement**

La Collectivité organise la Collecte non séparée des DEA, puis leur traitement. La Collectivité s'engage à recycler et valoriser les flux comprenant les DEA faisant l'objet d'une Collecte non séparée afin que cette Collecte non séparée concoure soit au moins aux objectifs de réutilisation ou de recyclage des DEA.

Le soutien à la Collecte non séparée est du par l'Eco-organisme conformément aux dispositions annexe 3A des conditions générales

##### **Traçabilité des DEA faisant l'objet d'une Collecte non séparée**

La Collectivité s'engage à assurer la traçabilité du recyclage et de la valorisation des DEA collectés non séparément et des déchets qui sont issus de ce recyclage et de cette valorisation, depuis leur collecte jusqu'à leur exutoire final, que les DEA soient gérés en régie ou par des tiers. Elle identifie, pour chaque modalité de collecte, les installations de traitement final et transmet à l'Eco-organisme désigné, dès la signature du Contrat, la liste des prestataires de collecte et de traitement, ainsi que la description des modalités opérationnelles de collecte et de traitement. La Collectivité actualise périodiquement ces informations via le Système d'information, au plus tard lors des déclarations semestrielles dans les conditions de l'article 6.1.2 en cas de changement d'exutoires et a minima une fois par an.

##### **Collecte des DEA des détenteurs professionnels**

Dans le respect du règlement intérieur de la Déchèterie, la Collectivité, dès lors qu'elle donne accès à ses déchèteries aux détenteurs professionnels DEA, s'engage à accepter les dépôts de DEA par les professionnels sans frais pour ces détenteurs dès lors qu'ils présentent leur carte d'accès nominative en cours de validité, délivrée par l'Eco-organisme désigné et qu'ils respectent et les conditions techniques d'accès définies par la Collectivité. Si l'apport d'un professionnel perturbe le fonctionnement de la Déchèterie, la Collectivité informe le l'Eco-organisme désigné.

#### **4.2.4 : Non-respect des engagements de la Collectivité**

Lorsque la Collectivité ne respecte pas l'une des obligations définies au Contrat, l'Eco-organisme désigné peut mettre en demeure la Collectivité de respecter ses obligations, même à bref délai. La mise en demeure explicite les dispositions du Contrat qui n'ont pas été respectées, et mentionne le délai dans lequel la Collectivité pourra faire valoir ses observations par écrit. A l'issue de ce délai et sans accord entre les parties, à défaut de satisfaire à ses obligations, et sans préjudice du droit l'Eco-organisme désigné à réparation de son préjudice, la Collectivité s'expose à l'arrêt des versements des soutiens, en fonction de la gravité de ses manquements. A la levée de la mise en demeure, le versement de soutiens est rétabli par l'Eco-organisme désigné pour l'intégralité des tonnages conformes enlevés par l'éco-organisme désigné

#### **4.2.5 : Actualisation des informations administratives de la Collectivité**

Sans préjudice des dispositions de l'article 14, la Collectivité s'engage, dans les meilleurs délais et exclusivement via TERRITEO, à informer l'Eco-organisme désigné de toute modification administrative nécessaire à l'exécution du Contrat, notamment de son périmètre.

La Collectivité s'oblige à identifier les contacts opérationnels permanents de l'Eco-organisme désigné par leurs fonctions au sein de la Collectivité, et à les mettre à jour dans les meilleurs délais pour la bonne exécution du Contrat.

#### **Article 5 : COMMUNICATION**

L'Eco-organisme désigné accompagne la Collectivité dans les opérations de communication de proximité relatives aux Eléments d'ameublement. Les actions éligibles aux soutiens figurent dans l'annexe n°4 aux Conditions générales.

Les supports et outils de communication à destination des citoyens et des personnels des Déchèteries (kits de formation) sont mis à disposition gratuitement via le site internet de l'Eco-organisme désigné ou du Système d'information.

L'Eco-organisme désigné favorise l'échange de bonnes pratiques de communication et le retour d'expériences entre collectivités. Dans cet objectif, la Collectivité peut être associée, si elle le souhaite, à des réunions de travail et de restitution, proposées par l'Eco-organisme désigné.

#### **Article 6 : DÉCLARATIONS ET LIQUIDATION DES SOUTIENS FINANCIERS ET RAPPORTS ANNUELS**

##### **6.1 : SOUTIENS FINANCIERS**

###### **6.1.1 : Cas général**

L'Eco-organisme désigné s'engage à Liquider et verser semestriellement les soutiens financiers relatifs à la Collecte séparée, à la Collecte non séparée et au traitement des déchets issus de la Collecte non séparée et à la Communication, conformément aux Annexes 1, 2 et 3 (3, 3A et 3B) et aux dispositions du présent article.

###### **6.1.2 : Déclaration Collecte non séparée et données de collecte séparée**

La Collectivité doit procéder à une déclaration, selon le « *mode d'emploi déclaration* », disponible dans le Système d'information, qui précise le contenu et le format de la déclaration et les justificatifs à joindre à la déclaration. La Collectivité dispose pour ce faire d'une période de déclaration de 60 jours au terme de chaque semestre civil.

Les déclarations et ses justificatifs doivent permettre d'assurer la traçabilité des DEA depuis leur collecte et par mode de collecte (le cas échéant, avec l'indication de la Déchèterie) jusqu'au traitement final, en indiquant les modalités de traitement.

Elles doivent être établies à fréquence semestrielle, précisant les quantités totales de déchets contenant des DEA et leurs exutoires finaux, par mode de collecte (pour chaque Déchèterie en Collecte non séparée et pour la collecte en porte-à-porte) ainsi que les quantités par mode de traitement (réutilisation, recyclage, valorisation ou élimination), avec les justificatifs de cette déclaration. La déclaration comprend notamment :

- l'identification précise du/des sites de traitement intermédiaires et finaux et l'identité du/de leurs exploitants, pour chaque prestataire de la Collectivité,
- le détail des tonnages collectés par site et par mois,
- le bilan matière détaillé du traitement réalisé pour le compte de la Collectivité, suivant les modalités de calcul de l'Annexe 5 et que le ou les sites désignés par cette dernière,
- les arrêtés d'exploitation des sites de traitement final par combustion (chaudières), en cas d'évolution de ces derniers,
- la performance énergétique –(PE) des UVE utilisées par la Collectivité.

Les justificatifs à joindre à la déclaration sont précisés dans l'Annexe 5 aux Conditions générales.

Au terme de chaque semestre civil, l'Eco-organisme désigné dispose de 45 jours après validation par la Collectivité pour Liquider les soutiens variables relatifs à la Collecte séparée (A.1.2 de l'annexe 3B).

A compter de la soumission de la déclaration par la Collectivité, l'Eco-organisme désigné dispose de 45 jours, soit pour Liquider les autres soutiens après contrôle et validation de la déclaration, soit pour procéder à des demandes

d'informations ou de justificatifs complémentaires, soit encore pour informer la Collectivité des motifs pour lesquels les autres soutiens ne peuvent être liquidés. Les autres soutiens ne peuvent pas être liquidés, et donc payés, tant que la déclaration (en cela compris ses justificatifs) n'est pas complète et conforme aux exigences de déclaration.

Les soutiens financiers qui peuvent être Liquidés et versés par l'Eco-organisme désigné le sont par période semestrielle échue.

### **6.1.2 : Paiement des soutiens**

La Collectivité peut émettre un titre de recette dès la Liquidation d'un soutien par l'Eco-organisme désigné. Les soutiens Liquidés sont versés par l'Eco-organisme désigné dans un délai de 30 jours à réception du titre de recettes émis par la Collectivité conformément à l'état communiqué par l'Eco-organisme désigné.

Lorsque subsiste un désaccord notamment sur la déclaration de la Collectivité ou sur les justificatifs fournis, ou en l'absence des justificatifs correspondants, les soutiens ne peuvent être liquidés et payés, et les Parties procèdent selon les modalités de règlement amiable des litiges de l'article 21.

Le paiement des soutiens par l'Eco-organisme désigné est effectué sans préjudice de réclamation des trop-perçus dont l'Eco-organisme désigné pourrait avoir connaissance ultérieurement, notamment du fait de contrôles. Les trop-perçus par la Collectivité sont liquidés par imputation sur les versements de soutiens non échus ou ultérieurs.

Les Parties se conforment à la législation applicable en matière de TVA au moment de son fait générateur, étant précisé à titre informatif qu'en l'état de la législation, les soutiens ne sont pas assujettis à la TVA conformément à l'instruction 3 A-05-06 n° 50 du 20 mars 2006 de la Direction générale des impôts.

### **6.2 : RAPPORT D'ACTIVITES**

Pour la Collecte séparée, l'Eco-organisme désigné met à disposition de la Collectivité au travers du Système d'information les données relatives aux Enlèvements réalisés et aux tonnages collectés séparément et enlevés par l'Eco-organisme désigné.

L'Eco-organisme désigné dresse semestriellement un état récapitulatif des tonnages collectés séparément et enlevés par l'Eco-organisme désigné et met à disposition chaque année un rapport d'activités, via e Système d'information, des tonnages soutenus, des soutiens versés, des résultats atteints dans un format et un délai compatible avec la réalisation du rapport annuel sur le prix et la qualité du Service Public de Gestion des Déchets ménagers et assimilés.

### **6.3 : DEMATERIALISATION**

Les déclarations et les transmissions de justificatifs sont dématérialisées via le Système d'information.

La Collectivité a accès en permanence au décompte des tonnages collectés opérationnellement dans le Système d'information.

### **Article 7 : RECOURS À DES TIERS**

Chaque Partie peut, de plein droit, missionner tout tiers de droit privé pour réaliser toute ou partie des tâches nécessaires à l'exécution du Contrat.

Chaque Partie demeure responsable vis-à-vis de l'autre Partie de toute inexécution ou exécution fautive du Contrat, du fait et des fautes des tiers qu'il a missionnés et de ses préposés, sauf cas de force majeure.

La Collectivité s'engage à ce que l'Eco-organisme désigné puisse procéder, le cas échéant, aux contrôles prévus à l'article 11 des Conditions générales auprès des tiers missionnés par la Collectivité et par les Autres Collectivités pour la Collecte et le cas échéant les Enlèvements et le traitement des DEA.

## Article 8 : RECOURS AUX ACTEURS DU REEMPLOI ET DE LA RÉUTILISATION

Le Cahier des charges prévoit de favoriser l'accès au gisement de DEA aux Acteurs du réemploi ou de la réutilisation dans le cas où la demande d'EA usagés excède l'offre.

Dans cet objectif, si la Collectivité a un partenariat avec un Acteur du réemploi et de la réutilisation, elle s'engage à travailler à la mise en place des dispositions nécessaires afin de préserver l'intégrité et de permettre le prélèvement, avant mise en benne dans les Déchèteries, des EA usagés en bon état fonctionnel et sanitaire, en vue d'activités de réemploi et de réutilisation effectuées par cet Acteur du réemploi et de la réutilisation ou la Collectivité elle-même.

La Collectivité fournit à l'Eco-organisme désigné la liste des Déchèteries sur lesquelles elle organise un tel prélèvement, ainsi que la liste des Acteurs du réemploi et de la réutilisation concernés par ce prélèvement.

Les dons des particuliers, faits directement aux Acteurs du réemploi et de la réutilisation hors des Déchèteries, ainsi que les marchés de collecte en porte à porte ou sur appel entre la Collectivité et les Acteurs du réemploi et de la réutilisation, ne rentrent pas dans le cadre de cet article.

## Article 9 : RESPONSABILITÉS, TRANSFERT DES RISQUES ET DE LA PROPRIÉTÉ DES DÉCHETS

### **9.1 : Collecte séparée**

En tant que détentrice des DEA au sens de l'article L541-1-1 du Code de l'environnement jusqu'à leur Enlèvement, la Collectivité assure la garde des DEA jusqu'à leur Enlèvement par l'Eco-organisme désigné, le transfert de la propriété ayant lieu à l'issue du chargement du Contenant dédié aux DEA sur le véhicule effectuant l'Enlèvement des DEA sur le point de collecte.

La Collectivité s'engage à céder gratuitement la propriété des DEA collectés séparément à l'Eco-organisme désigné ou tout Opérateur de gestion des déchets qu'il se substitue, la cession des DEA par la Collectivité à l'Eco-organisme désigné ayant lieu avec le transfert du risque.

Toutefois, il n'y a jamais transfert de la garde et cession pour des DEA qui seraient contaminés au sens de la réglementation en vigueur de telle sorte que les caractéristiques de danger des DEA soient modifiées par cette contamination, ou qui seraient radioactifs, ou pour des déchets autres que des DEA et en mélange avec les DEA. Toute non-conformité visant la cession de DEA contaminés ou radioactifs fera l'objet de l'émission d'un dysfonctionnement le cas échéant au travers du Système d'information de l'Eco-organisme désigné et d'une procédure d'isolement au plus tard lors de la première rupture de charge sur le site de l'Opérateur de gestion des déchets intervenant pour l'Eco-organisme désigné. Dans le cas ci-dessus, la Collectivité prend en charge le contenu du Contenant s'il est contaminé ou radioactif.

Les Opérateurs de gestion des déchets conservent seuls la possession des Conteneurs mis à disposition de la Collectivité pour la Collecte séparée. La Collectivité en assure seule la garde sur le point de collecte jusqu'à leur chargement lors de l'Enlèvement, et est responsable de ce fait de tout dommage du fait des Conteneurs ou aux contenants, sauf à prouver que le dommage a pour cause une défaillance du Contenant ou de l'Opérateur de gestion des déchets ou en cas de force majeure. Cette disposition ne s'applique pas à l'usure normale du Contenant.

La Collectivité s'engage pendant toute la durée d'exécution du Contrat, à :

- Utiliser les Conteneurs mis à sa disposition conformément aux consignes d'utilisation figurant dans le Système d'information de l'Eco-organisme désigné, et informer ce dernier des éventuelles difficultés rencontrées dans leur utilisation ;
- Prendre soin desdits Conteneurs, ceux-ci étant la propriété de l'Opérateur de gestion des Déchets, et à garantir leur intégrité.

### **9.2 : Collecte non séparée**

La Collectivité est seule gardienne propriétaire et détentrice des DEA collectés non séparément, jusqu'à leur élimination ou valorisation finale par ses soins ou toute entité qu'elle se sera substitué.

### 9.3 : Disposition commune à la collecte séparée et à la collecte non séparée

Sans préjudice des articles 9.1 et 9.2, la désactivation d'une Déchèterie, conformément au point 1.2.2 de l'Annexe 1 aux Conditions générales, ne peut donner lieu à aucune réparation du préjudice pendant la période de désactivation, financièrement ou en nature, par l'une des Parties en faveur de l'autre Partie.

Sans préjudice des articles 9.1 et 9.2, lorsque les Parties conviennent d'un commun accord de maintenir active une Déchèterie ne respectant pas les obligations de ladite annexe 1 dans le dispositif de collecte : la Collectivité demeure seule responsable des conséquences d'un éventuel manquement à la Réglementation vis-à-vis de l'administration.

### Article 10 : OBLIGATIONS GÉNÉRALES D'INFORMATION DU PUBLIC

La Collectivité et l'Eco-organisme désigné prennent les mesures nécessaires afin de remplir les obligations qui leur incombent au titre de l'article R. 543-248 du Code de l'environnement. Ils informent également sur les filières mises en place pour développer le réemploi des EA usagés, ainsi que la réutilisation, le recyclage et la valorisation des DEA.

### Article 11 : CONTRÔLES

La Collectivité s'engage à mettre en œuvre tout dispositif de contrôle propre à assurer la validité des données qui servent au calcul des soutiens, à prendre toutes dispositions correctives et à aviser l'Eco-organisme désigné de tout fait ayant une incidence sur l'exécution du Contrat.

L'Eco-organisme désigné peut mandater des tiers pour effectuer les contrôles sur pièces ou/et sur place (visites et entretiens), sur ses sites ou le cas échéant ceux des prestataires de collecte et de traitement de la Collectivité, ou repreneurs opérant pour le compte de celle-ci, ainsi qu'auprès des Opérateurs de gestion des déchets en charge des Enlèvements et du traitement des DEA de la Collectivité, et de ceux des Autres Collectivités. Les contrôles doivent permettre de vérifier la véracité des déclarations et des justificatifs fournis par la Collectivité ou par des prestataires ou repreneurs opérant pour le compte de la Collectivité et des Autres Collectivités, y compris par rapprochement avec les justificatifs de repreneurs. A cette fin, la Collectivité s'engage à aménager dans ses contrats avec ses prestataires et repreneurs un droit de contrôle de l'Eco-organisme désigné conforme aux exigences de contrôle du Contrat, et à faire aménager un droit identique dans les contrats susvisés des Autres Collectivités.

La Collectivité, si elle fait partie d'une campagne d'audit, est informée par l'Eco-organisme désigné, le mois qui précède le contrôle.

Le tiers diligenté par l'Eco-organisme désigné procède à ces contrôles selon les méthodes habituelles d'audit.

A l'occasion de ces contrôles, la Collectivité s'engage à fournir tout document justificatif original (bordereaux de suivi, contrats, factures...) lié à l'ensemble des opérations concernées par le Contrat, à l'Eco-organisme désigné ou au tiers mandaté par l'Eco-organisme désigné à cet effet. L'Eco-organisme désigné informera la Collectivité et/ou les Autres Collectivités et/ou les prestataires visés au présent article de ses demandes, au moins 48 heures à l'avance, de façon à ne pas gêner l'exploitation. Lorsque les documents justificatifs existent uniquement sur un support dématérialisé, le tiers mandaté peut procéder aux vérifications nécessaires permettant de s'assurer de la véracité des documents dématérialisés.

Suite à ces contrôles, l'Eco-organisme désigné s'engage à transmettre un bilan des contrôles effectués, à charge pour la Collectivité de répondre aux divergences constatées dans ce bilan. La Collectivité peut demander à être entendue par l'Eco-organisme désigné, assistée du conseil de son choix.

Lorsque la Collectivité accepte les résultats du contrôle, elle prend les mesures correctives le cas échéant. Le bilan des tonnages déclarés par la Collectivité et soumis pour validation à l'Eco-organisme désigné en vue du calcul du soutien, tient compte du résultat de cet audit. En cas de trop-perçus de soutiens par la Collectivité, la régularisation pourra intervenir lors de la déclaration semestrielle suivante, sauf si le Contrat prend fin à l'expiration du semestre en cours ou si les trop-perçus excèdent le montant prévisionnel des soutiens pour le semestre suivant, la régularisation deviendra immédiatement exigible.

A défaut de transmission du plan d'actions correctif ou de mise en œuvre des actions correctives prévues par ce plan, l'Eco-organisme peut suspendre le versement des soutiens sur les Flux concernés jusqu'à ce que ledit plan soit remis et exécuté, y compris les Enlèvements, ou résilier le Contrat dans les conditions prévues à l'article 15 des Conditions générales. Préalablement à la résiliation, l'Eco-organisme désigné saisit le Comité de concertation.

## **Article 12 : MODIFICATION DU CONTRAT**

### **12.1 : Modification des conditions générales et de leurs annexes**

Les Conditions générales et leurs annexes peuvent être modifiées.  
Ces modifications font l'objet d'une concertation entre les Eco-organismes signataires et les représentants des collectivités dans le cadre du Comité de concertation.

Les Eco-organismes signataires notifient par tout moyen à la Collectivité toute modification des conditions générales ou de leurs annexes, avec la date de la prise d'effet de cette modification, au plus tard un (1) mois calendaire avant sa prise d'effet sous réserve des dispositions qui suivent.

En cas de refus de cette modification, la Collectivité résilie son Contrat avec l'Eco-organisme désigné, dans le mois précédant la prise d'effet, de façon à ce que le Contrat prenne fin la veille de la prise d'effet de la modification. A défaut de résiliation dans le délai prévu au présent article, la modification des conditions générales ou de leurs annexes prend effet, sans nécessité d'un avenant, et sans que l'absence d'une nouvelle délibération de la Collectivité soit opposable à l'Eco-organisme désigné.

Par exception aux alinéas précédents, les annexes liées aux modalités d'exécution du Contrat et qui ne modifient pas son économie générale, telles que les procédures de demandes de Contenants, d'Enlèvement, de déclaration ou d'utilisation du Système d'information, peuvent être modifiées par l'Eco-organisme désigné avec un préavis de 15 jours et après concertation et avis des Représentants.

### **12.2 : Modification des conditions particulières du Contrat**

La Collectivité communique via TERRITEO toute modification de son Périmètre (fonctionnelles et territoriales) au plus tard un (1) mois calendaire avant sa prise d'effet. La Collectivité tient à disposition les justificatifs de l'évolution du Périmètre. L'Eco-organisme désigné prend connaissance et met à jour le Système d'information à partir de ces données. Dans ce délai, l'Eco-organisme désigné et l'OCA se tiennent mutuellement informés de l'évolution du Périmètre afin de s'assurer des impacts sur les règles d'équilibre.

En dérogation au délai d'un (1) mois mentionné ci-avant, il est entendu que l'ajout comme la suppression d'un Déchèterie, prendra effet à une date fixée par l'Eco-organisme désigné concerné par ladite modification, notamment en fonction des contraintes liées à la disponibilité ou la libération des Contenants.

A compétences constantes, les modifications des dispositifs de collecte (Déchèteries ou collecte d'encombrants en porte à porte) ou des modes de collecte ne sont pas considérées comme des modifications du Contrat, et relèvent des dispositions contractuelles relatives à l'exécution de la collecte.

Les informations figurant aux Conditions particulières ou en annexe 1 à celles-ci, spécifiques à la Collectivité, peuvent être modifiées unilatéralement par la Collectivité sur le portail TERRITEO, et le cas échéant sur les Système d'information de l'Eco-organisme désigné, chaque fois que l'information est signalée comme modifiable dans ceux-ci, dans le respect du délai d'un (1) mois prévu ci-avant. Dans ce délai, l'Eco-organisme désigné et l'OCA se tiennent mutuellement informés de l'évolution du Périmètre afin de s'assurer des impacts sur les règles d'équilibre.

### **12.3 : Autres modifications du Contrat**

Toute autre modification, y compris des compléments au Contrat, par exemple pour des expérimentations, nécessite la conclusion par les Parties d'un échange préalable et écrit spécifique.

## **Article 13 – CONTRACTUALISATION**

### **13.1 : Conditions administratives relatives à la contractualisation**

#### **13.1.1 Fourniture des données administratives par le portail TERRITEO**

La Collectivité renseigne ses données administratives générales sur le portail TERRITEO, conformément à l'article 13.2 ci-après.

Elle y fait sa demande de mise en relation contractuelle avec les éco-organismes agréés pour la filière de REP EA, le portail TERRITEO ayant le rôle de Guichet unique qui centralise l'ensemble des demandes des Collectivités.

#### **13.1.2 Procédure d'élaboration du Contrat avec l'OCA**

Lorsque la Collectivité effectue une demande de mise en relation contractuelle pour la filière de REP EA sur le portail TERRITEO, elle accepte expressément que les données administratives relatives à cette demande soient transférées à l'Eco-organisme désigné.

Dans ce système d'information de l'Eco-organisme désigné, la Collectivité suit le procédé administratif de signature qui est mis en place par l'Eco-organisme désigné.

Elle assure la conformité des données administratives déclarées sur le portail TERRITEO, renseigne ses données administratives particulières prévues au Contrat, et fournit les justificatifs nécessaires à la préparation du Contrat.

#### **13.1.3 Procédure de signature du Contrat**

La Collectivité signe le Contrat avec tous les Eco-organismes agréés sur la filière de REP EA.

Un guide produit par les Eco-organismes agréés présente les différentes étapes de la procédure de contractualisation qui doivent être suivies par la Collectivité à partir de la saisine effectuée dans le cadre du Guichet unique, jusqu'à la mise en service opérationnelle du Contrat.

Il est expressément précisé que le Système d'information de l'Eco-organisme désigné, est un moyen de communication d'informations et de documents. La demande de Contrat puis sa conclusion emporte l'obligation pour la Collectivité de respecter les conditions d'utilisation du Système d'information de l'Eco-organisme désigné et du portail TERRITEO ([www.territeo.com](http://www.territeo.com)), consultables sur ces systèmes d'information, ainsi que les notices et modes d'emploi disponibles en ligne sur les sites internet concernés.

Pour tout nouveau Contrat, à réception du dossier de demande complété par la Collectivité et après vérification des rubriques du Système d'information de l'Eco-organisme désigné dûment remplies, avec l'ensemble des justificatifs, l'Eco-organisme désigné vérifie que la demande est complète dans les meilleurs délais, ou informe la Collectivité que son dossier est incomplet, toute erreur étant assimilée à un dossier incomplet.

#### **13.1.4 Modalités de signature du Contrat**

La conclusion du Contrat est formalisée par une signature électronique ou, à titre exceptionnel, par la signature originale d'une version imprimée du Contrat qui fera l'objet d'une numérisation.

De convention expresse valant convention sur la preuve et conformément aux dispositions des articles 1174, 1366 et 1367 du Code civil, les Parties conviennent qu'en cas de signature électronique du Contrat par le biais d'une interface spécifique, chacune s'accorde pour reconnaître à cette signature électronique la même valeur que sa signature manuscrite et pour conférer date certaine à celle attribuée à la signature du Contrat par le service d'une interface. Les Parties se dispensent donc de la signature d'un quelconque exemplaire original.

### **13.2 : Informations administratives de la Collectivité**

Les informations administratives suivantes sont renseignées par la Collectivité sur le portail TERRITEO.

- Données générales de la Collectivité : Statut, nom légal, numéro SIREN, milieu ADEME, Président, adresse du siège, ...
- Périmètre contractuel de la Collectivité identifié aux conditions particulières du Contrat : identification des communes et le cas échéant des EPCI de Collecte dans le périmètre du contrat
- Liste des Déchèteries identifiées aux Conditions particulières du Contrat : dénomination, numéro SINOE, adresse, horaires, existence d'une Zone de réemploi ou réutilisation, existence d'un accès aux détenteurs professionnels.
- Les Contacts de la collectivité pour la mise en œuvre du Contrat, et a minima le signataire du Contrat, le référent administratif et le référent technique du compte de la Collectivité.

La Collectivité complète les informations nécessaires sur le Système d'information de l'Eco-organisme désigné en vue de signer son Contrat, pour chacune des Déchèteries identifiées aux Conditions particulières du Contrat, notamment :

- les choix de gestion des DEA compris dans le Périmètre du Contrat, parmi la liste des choix possibles précisés à l'annexe 2 aux Conditions générales,
- les modalités d'organisation et de gestion de la Zone de réemploi ou réutilisation acceptant les EA usagés dans les conditions prévues au Contrat, ainsi que la désignation des Acteurs du réemploi et de la réutilisation en contrat avec la Collectivité (dénomination, SIRET, adresse)
- l'acceptation ou non des Détenteurs professionnels,

La Collectivité s'engage à effectuer, lorsqu'elles surviennent, toutes les mises à jour nécessaires, concernant notamment l'évolution du Périmètre, sur TERRITEO, sur le portail de contractualisation de l'OCA, et sur le Système d'information de l'Eco-organisme désigné pour toute autre information y figurant, dans le respect des dispositions décrites aux Conditions générales en matière de modification du Contrat.

#### **Article 14 : FIN DU CONTRAT**

Le Contrat prend fin à l'arrivée de son terme ou du fait de sa fin anticipée dans les conditions qui suivent.

##### **14.1 : Principe général**

Le Contrat continue de produire ses effets dès lors que la Collectivité et un éco-organisme au moins demeurent Parties au Contrat.

Dans cette hypothèse, le Contrat cesse de produire ses effets dès lors qu'il est résilié totalement par la Collectivité.

##### **14.2 : Suspension, retrait ou non renouvellement d'un agrément**

**14.2.1.** Dans le cas où un Eco-organisme signataire du Contrat se voit suspendre son Agrément, le Contrat cesse de produire ses effets, pour ce seul Eco-organisme signataire, durant toute la durée de ladite suspension.

Le Contrat reste en vigueur et continue à produire ses effets pour les autres Eco-organismes signataires, Parties au Contrat.

Si l'Eco-organisme signataire dont l'Agrément a été suspendu est l'Eco-organisme désigné, l'OCA désigne dans les plus brefs délais les/l'Eco-organisme(s) signataire(s) devant se substituer au premier pour la part d'obligations restant à accomplir par celui-ci.

**14.2.2.** Dans le cas où l'Agrément d'un Eco-organisme signataire du Contrat est retiré ou n'est pas renouvelé, le Contrat cesse de produire ses effets, pour ce seul Eco-organisme signataire. Le Contrat reste en vigueur et continue à produire ses effets pour les autres Parties au Contrat.

Si l'Eco-organisme signataire dont l'Agrément a été retiré ou n'a pas été renouvelé est l'Eco-organisme désigné, l'OCA désigne dans les plus brefs délais les/l'Eco-organisme(s) signataire(s) devant se substituer au premier pour la part d'obligations restant à accomplir par celui-ci.

**14.2.3.** Le Contrat est résilié de plein droit si l'Agrément de tous les Eco-organismes signataires du Contrat est retiré ou non renouvelé.

#### **14.3 : Force majeure**

Le Contrat pourra être suspendu ou résilié de plein droit par la Collectivité en cas de survenance d'un événement de force majeure (i) dont la durée excéderait trois (3) mois à compter de sa notification par celle-ci aux autres Parties, et (ii) empêchant de façon temporaire ou définitive l'exécution du Contrat. Chaque Eco-organisme signataire pourra suspendre ou se retirer du Contrat dans les mêmes conditions.

#### **14.4 : Résiliation du contrat par la Collectivité**

La Collectivité peut à tout moment résilier unilatéralement le Contrat, avec un préavis minimum de trois (3) mois, sans qu'aucune indemnité ne lui soit réclamée. La résiliation prend effet au 31 décembre de l'année en cours et est prononcée sans indemnité de quelque nature que ce soit.

#### **14.5 : Manquement grave des Parties**

**14.5.1.** De convention expresse, les manquements graves ne peuvent porter que sur les engagements dont l'inexécution rend impossible ou dangereuse pour les Parties ou les tiers l'exécution du Contrat. De tels manquements peuvent justifier la résiliation du Contrat totale ou partielle, après mise en demeure restée infructueuse au terme d'un délai de quinze (15) jours.

**14.5.2.** En cas de manquement grave par l'Eco-organisme désigné ou par la Collectivité, à l'une quelconque de leurs obligations aux termes du Contrat, le Comité de concertation sera saisi de manière à organiser une réunion de conciliation dans les conditions de l'article 21 des Conditions générales.

En cas d'urgence, la Collectivité informe l'OCA des manquements de l'Eco-organisme désigné en matière d'enlèvement afin de traiter le manquement et désigner un autre Eco-organisme Désigné.

**14.5.3.** A défaut d'accord résultant de la saisine du Comité de concertation, dans l'hypothèse où le manquement constaté est imputé à un Eco-organisme désigné, la Collectivité a la faculté d'imposer le retrait dudit Eco-organisme désigné qui a manqué à ses obligations, sans qu'aucune action judiciaire ne soit requise, trente (30) jours après l'envoi d'une mise en demeure d'exécuter restée sans effet, signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La Collectivité pourra, en outre, demander auprès des juridictions compétentes, la réparation de l'intégralité de son préjudice.

Il est convenu que la Collectivité ne peut solliciter le retrait ou la réparation de son préjudice auprès du ou des Eco-organismes signataires qui n'ont pas commis de manquement. Les Parties conviennent que les Eco-organismes signataires ne sont responsables qu'au titre des obligations qui leur incombent respectivement.

**14.5.4.** A défaut d'accord résultant de la saisine du Comité de concertation, que le manquement constaté soit imputé à un Eco-organisme désigné ou à la Collectivité, l'Eco-organisme désigné aura la faculté de se retirer.

**14.5.5** Si le retrait est confirmé, le retrait est acté sans qu'aucune action judiciaire ne soit requise, trente (30) jours après l'envoi d'une mise en demeure d'exécuter restée sans effet, signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et accompagné d'un courriel.

Dans cette hypothèse, l'OCA désigne dans un délai de dix (10) jours ouvrés suivant le délai précité, les/l'Eco-organisme(s) signataire(s) devant se substituer au premier pour la part d'obligations restant à accomplir par celui-ci.

Toute Partie lésée pourra, en outre, demander auprès des juridictions compétentes, la réparation de l'intégralité de son préjudice. Le règlement des litiges s'opère dans les conditions prévues à l'article 21 des Conditions générales.

### **Article 15 : EQUILIBRAGE DE LA FILIERE ET ENGAGEMENT DE L'ECO-ORGANISME DESIGNE**

**15.1.** – La Collectivité est informée que la Règlementation prévoit que des mesures d'équilibrage peuvent être entreprises, entraînant des modifications au Contrat, telles qu'une nouvelle répartition géographique. Dans la mesure du possible, dans le cas où les déséquilibres demeurent faibles, l'OCA privilégiera un équilibrage financier afin de limiter les changements d'éco-organisme en cours d'année.

La Collectivité est également informée qu'une règle d'équilibrage peut conduire à ce qu'un autre Eco-organisme signataire du Contrat devienne un Eco-organisme désigné.

Les Eco-organismes signataires s'engagent à ce que la prise en charge des DEA se fasse suivant le même schéma, financier ou opérationnel, qu'auparavant et à ce que le changement d'Eco-organisme désigné soit sans incidence sur la continuité du SPGD.

La proposition de répartition des zones géographiques du territoire national est élaborée par l'OCA en concertation avec un comité de concertation associant des représentants de collectivités territoriales chargés du service public de gestion des déchets. La substitution d'un Eco-organisme désigné par un autre Eco-organisme signataire du Contrat est formalisée sous la forme d'un avenant au Contrat.

**15.2** La Collectivité est informée par tout moyen qu'un équilibrage est entrepris au moins un (1) mois à l'avance, avec la date de prise d'effet en début du semestre suivant des modifications au Contrat. Les nouvelles modalités techniques et opérationnelles dans la prise en charge des DEA collectés sur son territoire sont portées à sa connaissance dans le même délai. La Collectivité est notamment informée dans les meilleurs délais des changements de Contenants à intervenir, des changements d'Opérateurs de gestion des déchets ou d'un changement de Système d'information.

La Collectivité donne expressément son accord, par la présente, à tout changement d'un Eco-organisme désigné à la demande de l'OCA.

La substitution d'Eco-organismes désigné, dans les conditions qui précèdent, ne peut intervenir que dans le cadre d'une mesure d'équilibrage. En particulier, aucune substitution ne saurait intervenir en cas de défaillance d'un autre éco-organisme. En toute hypothèse, le nouvel Eco-organisme désigné ne saurait être tenu responsable des éventuels manquements commis par son prédécesseur. Chaque éco-organisme fera ses meilleurs efforts afin que la transition permette d'assurer le respect du principe de continuité du SPGD.

**15.3** Le Comité de concertation est également informé des règles d'équilibrage mises en place.

### **ARTICLE 16 : RGPD**

Les dispositions en matière de SPGD sont jointes en annexe 6 des Conditions Générales.

### **ARTICLE 17 : ACCES AU SITE INTERNET ET AU SYSTEME D'INFORMATION**

L'Eco-organisme désigné s'engage à mettre le Système d'information à la disposition de la Collectivité, et de toute personne disposant de ses codes d'accès, dans les conditions ci-après.

Les codes d'accès qui sont choisis par la Collectivité lors de la création de son compte pour lui permettre de s'identifier et de se connecter lui sont personnels et confidentiels. En conséquence, la Collectivité est entièrement responsable de l'utilisation des codes d'accès. Toute connexion au Système d'information et toute transmission, effectuées au moyen des codes d'accès de la Collectivité seront par conséquent réputées avoir été effectuées par la Collectivité, et avec son autorisation.

La Collectivité s'engage à communiquer à L'Eco-organisme désigné des informations complètes et exactes notamment celles figurant aux Conditions particulières. Ainsi, la Collectivité s'engage à signaler et à renseigner sous sa responsabilité sans délai dans le Système d'information, tout changement concernant les caractéristiques de son entité, qu'elles constituent des comparutions ou des informations administratives. Cette mise à jour est réalisée par les personnes

dument habilitées engageant la Collectivité. La Collectivité reconnaît être responsable de la mise à jour, dans son compte sur le Système d'information, des informations relatives à ses contacts, telles que les coordonnées et adresses électroniques et notamment de l'adresse électronique du destinataire de la facturation émise par L'Eco-organisme désigné. La Collectivité s'engage à effectuer les éventuelles mises à jour nécessaires lorsqu'elles surviennent.

L'Eco-organisme désigné s'engage à faire ses meilleurs efforts pour sécuriser l'accès, la consultation et l'utilisation du Système d'information et du site Internet conformément aux règles d'usages de l'Internet, notamment concernant la protection contre les virus. L'Eco-organisme désigné fera ses meilleurs efforts pour que le Système d'information soit accessible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, sauf en cas de force majeure ou de survenance d'un événement hors du contrôle de L'Eco-organisme désigné et sous réserve des éventuelles pannes affectant le site Internet et des opérations de maintenance nécessaires à son bon fonctionnement. Les interventions de maintenance pourront être effectuées sans que la Collectivité en soit préalablement avertie.

La Collectivité déclare accepter les caractéristiques et les limites de l'Internet, et en particulier reconnaître que :

- il lui appartient de prendre toutes mesures nécessaires pour s'assurer que les caractéristiques techniques de son équipement lui permettent la consultation du Système d'information et du site Internet et le téléchargement des données ;
- elle a connaissance de la nature de l'Internet, en particulier de ses performances techniques et des temps de réponse nécessaires pour consulter, interroger ou transférer des informations ;
- il lui appartient de prendre toutes les mesures nécessaires à la protection de ses propres données et/ou logiciels contre la contamination par tout virus circulant éventuellement à travers le Système d'information et le Site Internet ;
- son utilisation du Système d'information et du Site Internet se fait sous sa seule responsabilité ; le Système d'information et le Site Internet lui sont accessibles "en l'état" et en fonction de leur disponibilité ;
- elle est seule responsable de ses téléchargements et des éventuels dommages subis par son ordinateur et/ou de toute perte de données consécutifs à ses téléchargements ou, de façon plus générale, à la consultation du Système d'information et du Site Internet ;
- la communication de ses codes d'accès ou d'une manière générale de toute information jugée confidentielle est faite sous sa propre responsabilité.

#### **ARTICLE 18 : DISPOSITIONS GENERALES**

Les Parties s'obligent à respecter la Réglementation en vigueur, notamment relative au droit de l'Environnement, au droit du travail, à la protection de la santé et à la sécurité.

La Collectivité, pour le personnel en régie et, le cas échéant, le prestataire de service exploitant la Déchèterie, assure la direction et la formation du personnel des Déchèteries. La Collectivité met à disposition du personnel de la Déchèterie les consignes et supports communiqués par l'Eco-organisme désigné.

Aucun fait de tolérance de l'Eco-organisme désigné, même répété, ne saurait constituer une renonciation de celui-ci à l'une des stipulations ci-dessus définies.

En cas de nullité de l'une quelconque des dispositions des présentes, les Parties chercheront de bonne foi des dispositions équivalentes valables. En tout état de cause, les autres stipulations demeureront en vigueur.

#### **ARTICLE 19 : FORCE MAJEURE**

La responsabilité des Parties ne pourra être recherchée si l'exécution du Contrat est suspendue, retardée ou empêchée en raison d'un cas de force majeure, au sens qui lui est donné à l'article 1218 du Code civil et par les juridictions françaises de l'ordre judiciaire, du fait de l'autre Partie ou d'un tiers.

La Partie qui entend faire état d'un tel cas de force majeure, doit sans délai et par tout moyen en informer les autres Parties en confirmant cette information par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans les quinze (15) jours. La notification de l'information précise les faits invoqués, les conséquences de l'évènement en cause et la durée

prévisibles de ses conséquences. La Partie qui invoque la survenance d'un cas de force majeure prendra toutes les mesures qui s'imposent pour en limiter les impacts.

Si, par suite d'un cas de force majeure, l'une des Parties était conduite à suspendre l'exécution du Contrat, cette interruption ne pourrait être supérieure à trois (3) mois, sous peine d'autoriser l'autre Partie à résilier le Contrat en application des dispositions de l'article 10.3 ci-avant.

#### **ARTICLE 20 : INTÉGRALITÉ**

Le Contrat exprime l'intégralité de la volonté des Parties.

Tous contrats ou accords antérieurs portant sur les mêmes objets sont révoqués et remplacés en toutes leurs stipulations par le Contrat.

#### **ARTICLE 21 : RÈGLEMENT DES LITIGES ET NOTIFICATIONS**

Les Parties s'engagent à résoudre à l'amiable tout différend susceptible d'intervenir entre elles, relatif à la conclusion, l'interprétation ou l'exécution du Contrat, et examiner de bonne foi les conséquences de tout changement de circonstance imprévisible lors de la conclusion du Contrat. La Partie la plus diligente pourra notamment demander l'intervention d'un tiers conciliateur pour tenter un règlement amiable du litige. En cas de différend, la conciliation sera portée devant le Comité de concertation avec les Représentants.

Les litiges qui n'auront pas pu recevoir de solution amiable sont déférés devant le tribunal compétent du lieu du siège social de l'Eco-organisme désigné.

Toute notification prévue par le Contrat est effectuée par courrier recommandé avec accusé de réception.

**ANNEXE 1 AUX CONDITIONS PARTICULIERES : PERIMETRE DU CONTRAT****IDENTIFICATION DES AUTRES COLLECTIVITES MEMBRES DE LA COLLECTIVITÉ SIGNATAIRE DU CONTRAT**

Pour les groupements de collectivités territoriales, identification des membres de la Collectivité signataire du Contrat :

N°INSEE ou SIREN	Intitulé complet de la collectivité membre de la Collectivité signataire du Contrat :

**IDENTIFICATION DES DÉCHÈTERIES ET DES ZONES DE RÉEMPLOI OU RÉUTILISATION**

L'adresse des Déchèteries et Zones dédiées au réemploi ou à la réutilisation des EA est celle communiquée au public pour déposer ses EA.

Déchèteries :

Nom de la Déchèterie :	N° INSEE ou SIREN de la collectivité de rattachement :	Adresse de la Déchèterie – code postal - ville :

Zones de réemploi ou réutilisation :

Liste des Déchèteries ayant une Zone réemploi ou réutilisation

ÉCO-ORGANISME DÉSIGNÉ : .....

## ANNEXE 1 AUX CONDITIONS GENERALES : PERIMETRE DU CONTRAT

### 1.1 Les collectivités territoriales du Périmètre

Le Contrat s'applique aux DEA collectés sur le territoire sur lequel la Collectivité exerce sa compétence en matière de gestion des déchets, ainsi que, lorsque la Collectivité est une structure de coopération intercommunale, sur les territoires des Autres Collectivités, ci-après le Périmètre du Contrat.

La Collectivité doit renseigner impérativement les informations relatives à son Périmètre dans le portail TERRITEO.

La Collectivité est titulaire du « compte » et crée les « sous-comptes » associés aux Autres Collectivités disposant elles-mêmes d'une compétence en matière de gestion des déchets pour la gestion opérationnelle. L'Eco-organisme désigné mettra à disposition une fiche dans le Système d'information sur l'utilisation opérationnelle.

### 1.2 Les Déchèteries du Périmètre

**1.2.1** Nonobstant les Autres Collectivités entrant dans le Périmètre du Contrat, ne peuvent faire partie du dispositif de collecte du Contrat, et par voie de conséquence, ne peuvent donner lieu à mise en place de Contenants par L'Eco-organisme désigné, d'Enlèvements, de soutiens financiers pour la Collecte séparée, ou de soutiens financiers pour la Collecte non séparée de la part de l'Eco-organisme désigné, que les Déchèteries respectant tant au moment de la conclusion du Contrat que tout au long de son exécution les exigences de la Règlementation en vigueur, et notamment des prescriptions applicables, générales ou spécifiques, en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement pour les rubriques 2710-1 et 2710-2.

**1.2.2** Chacune des Parties peut décider, seule, de suspendre la Déchèterie du dispositif de collecte (Déchèterie dite "désactivée"), dans un délai fonction de la gravité des manquements, jusqu'à ce que la Collectivité démontre avoir mis fin aux manquements reprochés, sauf délais spécifiques plus longs laissés par la DRIEE ou DREAL pour réaliser la mise en conformité du site.

Lorsque le ou les manquements à l'exigence susvisée n'entraîne pas de mise en demeure visant la suspension de la collecte par l'Inspection des Installations Classées, les Parties peuvent convenir d'un commun accord de maintenir la Déchèterie ne respectant pas les obligations susvisées dans le dispositif de collecte, moyennant :

- le respect des mesures provisoires prescrites à l'exploitant de la Déchèterie, le cas échéant, par l'Inspection des Installations Classées,
- la mise en œuvre des mesures compensatoires et d'un plan d'actions à court terme pour mettre fin aux manquements constatés, convenus entre les Parties.

Chaque Partie conserve à sa charge les coûts des mesures provisoires, compensatoires et les mesures du plan d'actions qui lui reviennent, pour la Collectivité du fait de sa qualité d'exploitant ou de propriétaire de la Déchèterie, pour l'Eco-organisme désigné les mesures ayant trait, le cas échéant, à la fourniture de Contenants ou aux Enlèvements de DEA dans le cadre de la Collecte séparée.

**1.2.3** Les informations à communiquer par la Collectivité pour chacune des Déchèteries du dispositif de collecte sont notamment :

- la dénomination et l'adresse de la Déchèterie,
- les modalités de prélèvement pour réutilisation, lorsque celui-ci est permis par la Collectivité,
- l'acceptation ou non des professionnels, pour permettre l'accès aux détenteurs de Carte PRO, conformément au Contrat, et utiliser les taux de présence moyens conventionnels de DEA adéquats, conformément à l'article 4.1.2 des Conditions générales du Contrat,
- les modalités d'Enlèvement : contact, jours et horaires d'accès à la Déchèterie pour les Enlèvements.
- les modalités d'accès pour les usagers : jours et horaires d'ouverture.

### 1.3 Les Collectes non séparées en porte à porte du Périmètre

Nonobstant les collectivités du Périmètre, ne peuvent faire partie du dispositif de collecte du Contrat, et par voie de conséquence, ne peuvent donner lieu aux soutiens financiers de la part de l'Eco-organisme désigné, que les Collectes non séparées régulières d'encombrants en porte à porte sur tournée ou sur appel.

AR Prefecture

083-258300581-20231218-DELIB2023\_796-DE  
Reçu le 21/12/2023

#### 1.4 Autres points de collecte

Des collectes complémentaires auprès d'autres apporteurs peuvent être mises en place en accord entre la Collectivité et l'Eco-organisme désigné.

PROJET DE CONTRAT - NON SIGNABLE

## ANNEXE 2 : SCHEMAS DE COLLECTE

## 2.1 Principes généraux

Durant la période couverte par le Contrat, le schéma de collecte cible passera d'une collecte par filière (benne DEA) à une collecte par matériaux (benne bois, collecte séparée des métaux par exemple).

Pour faciliter les opérations de tri et améliorer les performances de recyclage des EA, l'Eco-organisme désigné propose une évolution cible dans l'organisation de la prise en charge des EA, par rapport au contrat 2018-2023. Cette évolution est proposée en cohérence avec les modalités de collecte proposées pour d'autres filières REP telles que la filière des Produits et Matériaux de Construction pour le Bâtiment, mais aussi de la filières des articles de bricolage et de jardin (hors produits du peintre et articles thermiques) et jouets.

A la signature du Contrat, la Collectivité et l'Eco-organisme désigné établissent conjointement un plan d'évolution du schéma actuel vers le schéma cible ou vers un schéma adapté à la situation et aux possibilités de chaque Déchèterie. Ce plan d'évolution est élaboré par Déchèterie ou par groupe de déchèteries.

Le schéma de collecte cible de collecte par matériaux a pour objectifs :

- de revenir à une consigne de tri par matériau, plus lisible par les usagers,
- de maintenir les dispositifs de traitement efficaces pré-existants, gérés par la Collectivité,
- de mettre en place une Collecte séparée pour les EA composés de matériaux soumis à des objectifs croissant de recyclage et de valorisation pendant la durée de l'agrément.

Il est proposé de mixer la prise en charge de certains EA en Collecte non séparée (collecte et traitement par la Collectivité) et d'autres en Collectes séparées, conformément aux dispositions du cahier des charges.

## 2.2. L'organisation cible pour les 4 filières PMCB-DEA-JOUETS-ABJ

L'organisation cible vise à trier par matériau majoritaire les déchets sous REP PMCB, DEA, ABJ et JOUETS, soit dans des contenants gérés par la Collectivités et soutenus financièrement au prorata des déchets sous REP contenus dans ces bennes, soit dans des contenants gérés opérationnellement par un Eco-organisme désigné, qui dispose le cas échéant d'un mandat d'un autre Eco-organisme pour collecter des déchets soumis à REP dans cette benne.

Les matériaux majoritaires concernés sont : les Métaux, le Bois, les Plastiques (si les déchèteries sont équipées de contenant pour ces flux).

Ainsi, on aurait les flux suivants, avec les modalités de prise en charge suivantes :

FLUX	MODALITES DE PRISE EN CHARGE	PRODUITS SOUS REP ACCEPTES	PRODUITS HORS REP ACCEPTES
Inertes	Financier	PMCB - ABJ	Terres et déblais (au choix de la Collectivité)
Métaux	Financier	PMCB – DEA – ABJ – JOUETS	Oui
Bois	Financier Ou	PMCB – DEA – ABJ – JOUETS	Oui (palettes, souches...)
	Opérationnel	MULTI-REP : PMCB – DEA – ABJ – JOUETS	Non
Plastiques	Financier ou	PMCB – DEA – ABJ – JOUETS	Oui (bidons, cagettes...)
	Opérationnel	MULTI-REP : PMCB – DEA – ABJ – JOUETS	Non
Mobilier/Literie/ABJ/Jouets	Opérationnel	DEA – ABJ – JOUETS non pris en charge dans les autres flux	Non
Menuiseries vitrées	Opérationnel	PMCB	Non
Plâtre	Opérationnel	PMCB	Non

Petits Jouets / Articles de Bricolage Jardin	Opérationnel (en caisse palettes)	ABJ - JOUETS	Non
Couettes, Oreillers, tapis, rideaux	Pré-collecte avant mise en benne Mobilier/Literie/ABJ/Jouets	DEA	Non

### Impact pour le schéma de collecte actuel des DEA sur la période d'agrément 2024-2029

Concrètement, il est proposé que les DEA ne soient plus collectés en mélange quel que soit leur matériau, mais qu'ils soient triés selon leur matériau majoritaire, et soient collectés/gérés par l'Eco-organisme (collecte séparée – opérationnelle), dans des contenants mono- et/ou multi-matériaux qui devront être triés ultérieurement, gérés par l'Eco-organisme (collecte séparée – opérationnelle). Par ailleurs, dans certains cas spécifiques (en préfiguration du nouveau schéma de collecte cible, une partie des DEA pourra être collectée et traitée par la Collectivité dans des contenants mono-matériaux gérés par la Collectivité (collecte non séparée – soutenue financièrement).

Pour certains DEA (PRAC et DT), une pré-collecte en sacs sera nécessaire avant mise dans le contenant DEA.

### 2.3 Modalités de collecte des DEA

#### 2.3.1 Schéma cible avec Collecte séparée

Les modalités proposées sont les suivantes :

- Les EA composés majoritairement de **métaux** seront pris en charge via une **Collecte non séparée opérée par la collectivité** dans les Contenants « Métaux » de la Collectivité. Dans le cas où cette collecte ne serait pas proposée sur une Déchèterie, les EA composés de métaux seront collectés dans le Contenant « multi-matériaux »
- Les autres EA seront pris en charge via une **Collecte séparée** dans **deux Contenants distincts au minimum**.  
Les deux Contenants obligatoires sont :
  - Un Contenant pour les « EA bois » (bois massif, panneau de particules et autres dérivés de bois)
  - Un Contenant pour les autres « EA multi-matériaux ».

Un Contenant pour les « EA plastiques » et/ou les « EA literie » pourront être mis en place, après étude de faisabilité avec la Collectivité, et sous réserve de la validation technico-économique de l'Eco-organisme désigné.

- Les EA rembourrés d'assise et de couchage, ainsi que les EA de décoration textile, composés de fibres textiles synthétiques ou naturelles, seront pré-collectés et ensachés, puis mis dans le Contenant « EA multi-matériaux ».

Le schéma de collecte cible pourra être mis en place dès l'entrée en vigueur du Contrat, après mise à jour de la signalétique et formation des agents d'accueil en Déchèterie. Les soutiens concernés par ce schéma cible avec Collecte séparée sont ceux définis au 3B2 de l'annexe 3B.

Dans le cas où le schéma cible n'est pas réalisable pour des raisons techniques, telle que **l'absence et l'impossibilité de mettre en place une benne pour le flux Bois**, la Collectivité qui a déjà une benne pour la Collecte séparée des DEA pourra **maintenir ce schéma de collecte en une seule benne**.

Pour les cas où la Déchèterie dispose d'un flux bois, le schéma cible est considéré comme réalisable, dès lors que la contractualisation de la Collectivité aura été effective sur la filière PMCB et que la Déchèterie aura été activée pour une prise opérationnelle du flux Bois. Durant cette période transitoire, deux schémas de collecte sont proposés en triant à la source les « EA bois » et en maintenant leur prise en charge par l'Eco-organisme désigné.

Ces schémas de collecte seront proposés de manière ciblée selon le potentiel d'optimisations et les délais prévisionnels de la période transitoire.

### 2.3.2 Schémas de collecte

Pour assurer une transition entre le schéma de collecte en place à la fin de la période d'agrément précédente et le schéma cible pour chaque Déchèterie, les Collectivités pourront demander, dans le cadre de ce Contrat, la mise en place d'un schéma transitoire, pour une durée maximale **jusqu'à la date d'activation du contrat PMCB pour la Déchèterie concernée**, après étude technico-économique menée avec l'éco-organisme désigné.

Deux schémas transitoires sont proposés :

#### 2.3.2.1 Schéma transitoires alternatif n°1 :

- Les EA composés majoritairement de **métaux** sont pris en charge via une **Collecte non séparée opérée par la collectivité**, dans les Contenants « Métaux » de la Collectivité  
Dans le cas où cette collecte ne serait pas proposée sur une déchèterie, les EA composés de métaux seront collectés dans le Contenant « multi-matériaux »
- Les EA composés majoritairement de bois sont pris en charge via une **Collecte non séparée**, dans le(s) **Contenant(s) Bois de la Collectivité (dans le cadre d'une préfiguration du schéma cible)**  
L'éco-organisme désigné soutient financièrement cette collecte, selon les modalités prévues au contrat, dans l'Annexe 3.
- Les EA multi-matériaux (hors EA bois) sont pris en charge via une **Collecte séparée opérée par l'éco-organisme désigné**, dans un Contenant mis à disposition par l'éco-organisme.  
Les EA rembourrés d'assise et de couchage, ainsi que les EA de décoration textile, composés de textile synthétiques et naturels, sont pré-collectés et ensachés, puis mis dans le Contenant « EA multi-matériaux ».

Les soutiens concernés par ce schéma alternatif n°1 sont le soutien forfaitaire définis au 3B2 de l'annexe 3B, les soutiens des variables définis au 3B2 et 3B3.

Dans le cas de la mise en place du schéma transitoire alternatif n°1, la Collectivité s'engage à mettre en place la signalétique et à transmettre les consignes à ses agents d'accueil en Déchèterie, afin de faire appliquer les consignes de tri pour le Contenant géré en Collecte séparée. La présence d'EA bois dans le Contenant « multi-matériaux » sera considérée comme une erreur de tri, et pourra donner lieu au signalement de dysfonctionnements visés à l'article 3.1.2.2 de l'annexe 3 de la Convention. En cas de manquement réitéré, il sera fait application des dispositions de l'article 1.2.1 de l'annexe 1 du Contrat.

#### 2.3.2.2 Schéma de collecte à la fin du précédent agrément modifié :

- Les EA composés majoritairement de **métaux** sont pris en charge via une **Collecte non séparée opérée par la collectivité**, dans les Contenants « Métaux » de la Collectivité  
Dans le cas où cette collecte ne serait pas proposée sur une déchèterie, les EA composés de métaux sont collectés dans le Contenant « multi-matériaux ».
- Les EA hors métaux (bois, matelas, rembourrés, plastiques...) sont pris en charge via une **Collecte séparée opérée par l'éco-organisme désigné**, dans un Contenant mis à disposition par l'éco-organisme.
- Les EA rembourrés d'assise et de couchage, ainsi que les EA de décoration textile, composés de textiles synthétiques et naturels, sont pré-collectés et ensachés, puis mis dans le Contenant « EA multi-matériaux ».

Les soutiens concernés par ce schéma alternatif n°2 sont les soutiens forfaitaire et variable définis au 3B2 de l'annexe 3B.

#### 2.3.3 Schéma sans collecte séparée (collecte et traitement par la Collectivité)

La Collectivité a également la possibilité de ne pas mettre en place de Collecte Séparée et de choisir d'être en intégralité en Collecte Non Séparée des EA.

Les soutiens concernés par ce schéma sans Collecte séparée sont les soutiens forfaitaire et variable définis au 3B3 de l'annexe 3B.

### 2.3.4 Coherence du schema avec les autres filieres REP pour lesquelles l'Eco-organisme designe est agree

Dans le cadre d'expérimentations menées avec des déchets de même nature relevant d'autres filières REP, comme prévu dans le cahier des charges, l'Eco-organisme désigné met en place des Contenants mono-matériaux accueillant à la fois des DEA et des déchets relevant d'autres filières REP, et prend en charge opérationnellement les déchets déposés au sein de ce Contenant, sous réserve qu'ils relèvent bien des filières concernées par l'expérimentation et les consignes de tri qui ont été transmises. Dans le cadre de l'expérimentation, l'Eco-organisme désigné peut donner mandat à l'Eco-organisme agréé sur la filière REP PMCB pour prendre en charge de manière opérationnelle le flux EA bois.

Les dispositions en matière de Caractérisation décrites dans l'annexe 5 des Conditions générales s'appliquent, ainsi que l'ensemble des dispositions des conditions générales en matière d'audits et de contrôle.

### 2.3.5 Processus de décision pour le passage d'une collecte par filière (benne DEA) à une collecte par matériaux

- **Étape 1 :** La Collectivité et l'Eco-organisme désigné déterminent au moment de la signature du Contrat pour chaque Déchèterie, celles qui peuvent mettre en place le schéma de collecte cible, celles qui mettent en place le schéma alternatif 1 au regard des contraintes opérationnelles de la Déchèterie, celles qui demeurent dans le schéma de collecte de fin d'agrément modifié au regard de l'impossibilité d'opter pour le schéma cible ou le schéma transitoire alternatif 1 et celles qui demeurent en Collecte non séparée au regard des contraintes techniques et de l'impossibilité d'opter pour l'un des autres schéma. La Collectivité et l'Eco-organisme désigné peuvent faire évoluer les Déchèteries de Collecte non séparée vers de la Collecte séparée au fur et à mesure de la mise en place des nouvelles filières sous réserve du respect des délais de mise en œuvre du schéma cible. Le plan d'évolution pourra être révisé entre les Parties à la demande de l'une ou l'autre des Parties.
- **Étape 2 :** Pour les Collectivités qui souhaitent passer certaines Déchèteries en deux flux pour la filière EA sans signer les autres filières ou qui ont demandé le contrat sur la filière PMCB, la Collectivité et l'Eco-organisme désigné déterminent les modalités de mise en place du schéma cible pour chaque Déchèterie concernée ;
- **Étape 3 :** Pour les Collectivités ayant demandé le contrat sur la filière PMCB, la Collectivité et l'Eco-organisme désigné déterminent pour chaque Déchèterie ayant opté pour le schéma alternatif n°1 le plan d'évolution du schéma précédent modifié vers le schéma cible au regard des contraintes techniques de la Collectivité et de la mise en place de la filière PMCB ;
- **Étape 4 :** Pour les Collectivités ayant demandé le contrat sur la filière PMCB, la Collectivité et l'Eco-organisme désigné déterminent pour chaque Déchèterie ayant opté pour rester sur le schéma précédent modifié le plan d'évolution de ce schéma actuel vers le schéma cible au regard des contraintes techniques de la Collectivité et de la mise en place de la filière PMCB ;

Dans le cas où la Déchèterie ne respecterait pas le plan d'évolution décidé d'un commun accord, l'Eco-organisme désigné, après échange avec la Collectivité, pourra basculer la Déchèterie en schéma alternatif 1, sauf retard dans le plan d'évolution non imputable à la Collectivité.

**ANNEXE 3 AUX CONDITIONS GÉNÉRALES : CONDITIONS TECHNIQUES ET NIVEAUX DE SERVICE RENDUS****3.1 Conditions de la Collecte séparée en Déchèterie****3.1.1 Déchèteries équipées pour la Collecte séparée**

La Collectivité et l'Eco-organisme désigné définissent conjointement, parmi les Déchèteries, la liste des Déchèteries pouvant être équipées d'au moins deux Contenants dédiés à la Collecte séparée, dans le cadre du plan de déploiement de l'article 4.1.1 des Conditions générales du Contrat.

**3.1.2 Engagements de la Collectivité**

3.1.2.1 La Collectivité s'engage à maintenir les moyens et modalités de collecte suivants pour les Déchèteries équipées pour la Collecte séparée :

Dispositif d'entreposage de ces déchets :

- i) Présence d'une signalétique visible, spécifique et dédiée pour la Collecte séparée et rappel des consignes de Collecte séparée à la source dans un support de formation pour les agents de Déchèteries
- ii) Si la Déchèterie est équipée d'un quai, positionnement des Contenant au quai sauf accord explicite et justifié des Parties pour un autre positionnement
- iii) Si la Déchèterie est dotée par l'Eco-organisme désigné d'un Contenant spécifique pour les Articles de literie, ce Contenant est positionné en haut de quai

Equipements de prévention et de protection contre les pollutions et les risques tels que prévus à l'ICPE 2710 dont notamment :

- iv) Présence d'un dispositif antichute adapté
- v) Existence d'un dispositif de protection contre les incendies
- vi) Existence d'une clôture sur le périmètre de la Déchèterie

Ouverture et fermeture des Contenants :

- vii) Les Contenants dédiés fournis par l'Eco-organisme désigné lorsqu'ils sont équipés d'un dispositif de couverture doivent être ouverts et fermés chaque jour par les agents de la Déchèterie de façon à préserver les EA des intempéries.

La Collectivité déclare semestriellement la conformité de chaque Déchèterie à ces conditions. La vérification de ces éléments peut faire l'objet des contrôles prévus à l'article 12 des Conditions générales du Contrat.

3.1.2.2 La Collectivité s'engage à réaliser les demandes d'Enlèvement au travers du Système d'information conformément aux critères d'Enlèvement suivant :

- i) Les Contenants doivent être remplis de façon à réduire les impacts environnementaux, conformément au cahier des charges.
- ii) Le contenu du Contenant ne doit pas faire l'objet d'opération de compaction (notamment les opérations de type packmatage ou rollpackage) sans l'accord préalable de l'éco-organisme désigné. Toutefois, l'Eco-organisme désigné autorise un régalage du Contenant (action d'égaliser le contenu du Contenant).
- iii) Le contenu du Contenant ne doit comporter que des DEA conformément aux consignes de tri disponibles sur le Système d'information.

Dans le cas des collectes conjointes prévues à l'article 3.9 du Cahier des charges, les DEA seront collectés avec les déchets couverts par la ou les autres filières REP pour lesquelles l'EO est titulaire d'un agrément, conformément aux collectes de tri des différentes filières concernées.

- iv) La Collectivité ou son représentant atteste de l'Enlèvement du Contenant par l'Opérateur de gestion des déchets, en indiquant sur le Bordereau de transport, qu'elle signe, la date et l'heure effective de l'Enlèvement, les défauts de matériel s'ils sont constatés en plus des dysfonctionnements signalés dans le Système d'information.

Le respect des critères indiqués au ii) et iii) est attesté par l'absence de dysfonctionnement émis par l'Opérateur de gestion des déchets sur le Système d'information lors de la livraison du Contenant sur son site et validé par L'Eco-organisme désigné. Le remplissage du Contenant indiqué au i) est mesuré par la pesée réalisée par l'Opérateur de gestion des déchets à la livraison sur le site de tri, de préparation ou de traitement, et saisie dans le Système d'information. Le respect du critère iv) est attesté par L'Eco-organisme désigné lors des opérations de contrôle des opérations réalisées par les Opérateurs de gestion des déchets.

Le non-respect des critères d'Enlèvement ii) et iii) constaté à la livraison du Contenant sur le site par l'Opérateur de gestion des déchets, entraîne l'absence de versement du soutien variable tel que prévu au A.1.2 du 3B.2 de l'annexe 3B aux Conditions générales.

En cas de non-respect du critère iv), les éventuels dysfonctionnements relatifs aux Enlèvements, émis conformément au 3.4 de la présente annexe ne pourront pas être validés par l'Eco-organisme désigné.

3.1.2.3 En l'absence de quai, lorsqu'une alvéole est dédiée à la Collecte séparée par la Collectivité, celle-ci s'engage à réaliser, à ses frais, le chargement du Contenant mis à disposition par L'Eco-organisme désigné avant l'Enlèvement des DEA. La Collectivité s'engage également à préserver l'intégrité du gisement lors de ces opérations de chargement.

3.1.2.4 Sur demande de l'Eco-organisme désigné et avec l'accord de la Collectivité, les Déchèteries peuvent être équipées d'un Contenant dédié aux articles de literie et articles de décoration textile soumis à la filière de REP des EA. La Collectivité s'engage à positionner le Contenant en haut de quai et à respecter les consignes d'utilisation préconisées par L'Eco-organisme désigné. Le Contenant mis à disposition sert au pré-stockage des articles de literie et articles de décoration textile précités avant leur collecte via le Contenant DEA ou via une collecte spécifique.

### 3.1.3 Engagements de l'Eco-organisme désigné

3.1.3.1 Suivant le plan de déploiement découlant de l'article 4.1.1 des Conditions générales du Contrat, L'Eco-organisme désigné s'engage à équiper de Conteneurs de 30 m3 minimum pouvant être munis d'un dispositif de couverture, installé en zone dédiée aux Conteneurs, chaque Déchèterie retenue pour être équipée pour la Collecte séparée. A la demande de L'Eco-organisme désigné et avec l'accord de la Collectivité, les Déchèteries en Collecte séparée peuvent être équipées d'un Contenant dédié aux Articles de literie et articles de décoration textile en haut-de-quai. L'Eco-organisme désigné transmettra les préconisations d'utilisation en même temps que l'installation du Contenant dédié aux Articles de literie et articles de décoration textile.

En préalable à l'équipement de la Déchèterie, puis à la fréquence décidée conjointement par les Parties, une visite de la Déchèterie peut être organisée par la Collectivité avec L'Eco-organisme désigné (ou le tiers diligenté par elle) afin de pouvoir définir l'emplacement des Conteneurs, les règles d'accessibilité, les interlocuteurs, et réaliser toutes les diligences relatives à la prévention des risques de co-activité avec l'Opérateur de gestion des déchets pour procéder aux dotations en Conteneurs et aux Enlèvements.

3.1.3.2 L'Eco-organisme désigné s'engage à réaliser les Enlèvements dans les conditions définies dans l'annexe 3.A aux Conditions générales.

3.1.3.3 L'Eco-organisme désigné s'engage à mettre à disposition de la Collectivité à fréquence mensuelle les données relatives à ses Enlèvements et notamment concernant les tonnages par Contenant à l'Enlèvement.

3.1.3.4 L'Eco-organisme désigné s'engage à réaliser un suivi des seuils de remplissage des Conteneurs à l'Enlèvement et des conditions d'Enlèvement de l'ensemble des collectivités au minimum deux fois par an dans le cadre du Comité de concertation avec les Représentants.

### 3.1.4 Engagements communs

En cas de récurrence d'Enlèvements ne répondant pas aux critères figurant à l'article 3.1.2.2 ci-avant, les Parties peuvent réaliser un diagnostic, conjointement avec l'Opérateur de gestion des déchets. A l'issue du diagnostic, les Parties élaborent un plan d'actions en vue d'améliorer le remplissage des Conteneurs.

**3.2. Conditions de collecte et de traitement des DEA collectés non séparément****3.2.1 Déchèteries en Collecte non séparée**

Les Déchèteries ne pouvant pas être équipées de Conteneurs dédiés à la Collecte séparée en deux flux distincts des DEA par l'Eco-organisme désigné ou dans l'attente de l'équipement d'un Conteneur dédié à la Collecte séparée par l'Eco-organisme désigné dans le cadre du Plan de déploiement découlant de l'article 4.1.1 des Conditions générales du Contrat du Contrat, ainsi que les déchets encombrants collectés en porte à porte visés à l'article 1.3 de l'annexe 1 aux Conditions générales et le flux métal font partie du dispositif de Collecte non séparée.

**3.2.2 Engagements de la Collectivité**

**3.2.2.1** La Collectivité s'engage à maintenir les moyens et modalités de collecte suivants pour les Déchèteries équipées pour la Collecte non séparée :

Equipements de prévention et de protection contre les pollutions et les risques tels que prévus à l'ICPE 2710 dont notamment :

- i) Présence d'un dispositif antichute adapté
- ii) Existence d'un dispositif de protection contre les incendies
- iii) Existence d'une clôture sur le périmètre de la Déchèterie

La Collectivité déclare semestriellement la conformité de chaque Déchèterie à ces conditions. La vérification de ces éléments peut faire l'objet des contrôles prévus à l'article 12 des Conditions générales du Contrat.

**3.2.2.2** La Collectivité s'engage à réaliser des opérations de recyclage ou de valorisation sur le flux métaux, tout venant et/ou sur le flux Bois de chaque Déchèterie réalisant la Collecte non séparée afin de contribuer aux objectifs de la filière. L'existence d'opération de recyclage ou de valorisation est appréciée sur la base des déclarations semestrielles soumises par la Collectivité sur le Système d'information et validées par l'Eco-organisme désigné et peut faire l'objet des contrôles indiqués à l'article 12 des Conditions générales du Contrat.

**3.3 Informations et suivi opérationnel**

Lorsque la Collectivité rencontre un dysfonctionnement lors d'une opération relative à la Collecte séparée (opération de dotation ou opération de ramassage), elle procède au signalement dans le Système d'information en indiquant le motif du dysfonctionnement et joint le cas échéant des pièces justificatives. Tous les dysfonctionnements relatifs aux délais de ramassage sont traités par l'Eco-organisme désigné dans un délai de dix (10) jours ouvrés maximum. Après analyse contradictoire, l'Eco-organisme désigné valide ou abandonne le dysfonctionnement. Lors de l'analyse contradictoire, les Bordereaux de transport renseignés avec les dates et horaires effectifs sont communiqués par la Collectivité à l'Eco-organisme désigné à sa demande.

La Collectivité et l'Opérateur de gestion des déchets, si ce dernier est concerné, reçoivent par courriel une copie du dysfonctionnement émis ainsi que la suite qui y est donnée par l'Eco-organisme désigné (validation ou rejet).

Pour les opérations de ramassage, lorsque la Collectivité émet un dysfonctionnement mettant en cause l'Opérateur de gestion des déchets en charge de l'Enlèvement, que le motif du dysfonctionnement est de nature à impacter la capacité de la Collectivité à atteindre les seuils de remplissage du Conteneur et que la réalité et le dysfonctionnement est validé par l'Eco-organisme désigné, l'obligation du i) du 3.1.2.2 ci-avant n'est pas applicable.

**3.4. : Zones de réemploi ou réutilisation****Dispositions générales**

En application du 3.5.3 du Cahier des charges, lorsque la Collectivité dispose sur la Déchèterie d'une zone dédiée à la collecte des EA usagés susceptibles de faire l'objet d'un réemploi ou d'une réutilisation, au sens de l'article L.541-1-1 du Code de l'environnement, et lorsque cette zone garantit la conservation de l'intégrité et des performances techniques des EA ainsi collectés et stockés, notamment en cas d'intempéries, un soutien financier est proposé en accompagnement de la Collectivité pour couvrir la mobilisation d'une partie des Zones de réemploi ou réutilisation en Déchèterie et les coûts de gestion y afférents.

Le barème de soutien à la mise en œuvre d'une Zone de réemploi ou réutilisation, ainsi que les modalités de versement des soutiens financiers figurent en annexe 3B des Conditions générales. L'ensemble des soutiens financiers à la Zone de réemploi ou réutilisation des EA est versé annuellement après acquittement par la Collectivité de sa déclaration annuelle

validée par l'Eco-organisme désigné, et suivant la procédure et les délais précisés à l'article 5.2. des Conditions générales, ainsi qu'à l'annexe 3 aux Conditions générales.

Les EA usagés susceptibles d'être réemployés ou les DEA réutilisés qui sont déposés dans cette zone sont mis à la disposition des Opérateurs du réemploi et de la réutilisation qui en font la demande, et au moins des entreprises relevant de l'article 1er de la loi n°2014- 856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire.

La Zone de réemploi ou réutilisation doit être accessible aux Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation.

Les dispositions du présent article s'adressent exclusivement aux Déchèteries équipées d'une Zone de réemploi ou réutilisation sur laquelle les DEA et des EA usagés sont acceptés.

#### **Déclaration de la Zone de réemploi ou réutilisation**

La Collectivité fournit à l'Eco-organisme désigné, à la signature du Contrat, puis chaque année à l'occasion d'une mise à jour en fin d'année civile, la liste des Déchèteries disposant d'une zone de réemploi ou réutilisation au sein de leur installation ou sur un site contigu à celle-ci, sur laquelle les EA usagés doivent être déposés et stockés de manière temporaire en vue de leur réemploi ou réutilisation, et si possible le détail des EA concernés.

La Collectivité précise dans le Système d'information de l'Eco-organisme désigné ou le cas échéant dans le portail de déclaration de l'OCA, les caractéristiques de la Zone de réemploi ou réutilisation pour chaque Déchèterie équipée d'une telle Zone de réemploi ou réutilisation, afin de bénéficier des soutiens correspondants. Dans le cas où la Zone de réemploi ou réutilisation est installée sur un site contigu, la Collectivité précise notamment les horaires d'ouverture, le nom et les coordonnées du gestionnaire.

Les dépôts de DEA réalisés par les Détenteurs conformément aux dispositions du Règlement de collecte de la Déchèterie, directement auprès d'un Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation, hors d'une Zone de Réemploi ou réutilisation des Déchèteries ou sur appel entre la Collectivité et un Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation, ne rentrent pas dans le cadre de cette disposition.

Sous réserve de la production par la Collectivité sur demande des/de l'Eco-organisme(s) désigné(s) des justificatifs permettant d'étayer le respect des conditions qui précèdent, les modalités de versement des soutiens figurent en annexe 3B aux Conditions générales.

#### **Prélèvement des EA/DEA sur la Zone de réemploi ou réutilisation**

Tout contrat conclu avec un Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation pour la mise à disposition des EA usagés sur la Zone de réemploi ou réutilisation, oblige la Collectivité à s'engager à prendre les mesures nécessaires afin de préserver l'intégrité des EA concernés, et de permettre le prélèvement, des EA en bon état fonctionnel et sanitaire, en vue d'activités de réemploi et de réutilisation effectuées par ledit Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation.

La Collectivité s'engage également à mettre les EA concernés à disposition des Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation qui en font la demande, sans frais et dans des conditions transparentes, équitables, non discriminatoires et respectueuses du principe de proximité, en privilégiant les acteurs de l'économie sociale et solidaire.

#### **Modalités de contractualisation avec les Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation**

Dès lors qu'une Zone de réemploi ou réutilisation est mise en œuvre pour la collecte des EA en Déchèterie, et que la Collectivité est en contrat, ou souhaite signer un contrat, avec un Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation pour la gestion des EA déposés sur ladite Zone de réemploi ou réutilisation, la Collectivité doit préalablement s'assurer que l'Opérateur du Réemploi et de la Réutilisation en question dispose d'un contrat avec au moins un éco-organisme agréé de la filière REP EA pour bénéficier du soutien défini à l'annexe 3B aux Conditions générales. L'Eco-organisme désigné s'engage à tenir informé la Collectivité de la liste des Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation titulaires d'un contrat conclu avec un Eco-organisme.

Conformément à l'article 5.6 du Cahier des charges, la Collectivité s'engage à contracter avec chacun des Opérateurs du Réemploi et de la Réutilisation précités, auquel elle donne accès à la Zone de réemploi ou réutilisation situées au sein de ses installations ou sur un site contigu à celles-ci.

## AR Prefecture

083-258300581-20231218-DELIB2023\_\_796-DE  
Reçu le 21/12/2023

Dans le cas où la demande excède l'offre, les critères de choix par la Collectivité des Opérateurs de Réemploi et de la Réutilisation ayant accès à la Zone de réemploi ou réutilisation, sont déterminés suivant les conditions minimales suivantes :

- Critères de choix entre les Opérateurs du Réemploi ou de la Réutilisation en privilégiant les acteurs de l'économie sociale et solidaire (entendus comme les acteurs relevant de l'article 1er de la loi n°2014- 856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire), classés par ordre d'importance décroissante :
  - Appartenance de l'acteur au secteur de l'économie sociale et solidaire
  - Proximité
  - organisation, moyens, compétences
  - Méthodologie proposée pour atteindre les performances fixées de réemploi et réutilisation
  - Méthodologie proposée permettant d'assurer la traçabilité des flux prélevés à des fins de réemploi ou de réutilisation.
- Performances attendues concernant les opérations de réemploi et de préparation en vue de la réutilisation des EA usagés avec un taux minimum de 60% de réemploi ou réutilisation. Cet objectif est défini comme étant la quantité (en masse) de EA usagés qui ont fait l'objet d'une opération de réemploi ou d'une opération de préparation en vue de la réutilisation durant l'année considérée rapportée au gisement défini comme la quantité (en masse) de DEA prélevée.
- Engagement de déclaration et de traçabilité des Flux prélevés à des fins de réemploi ou de réutilisation et qui ont effectivement fait l'objet d'une opération de réemploi ou d'une opération de préparation en vue de la réutilisation et production aux Eco-organisme désignés des justificatifs correspondants.

## ANNEXE 3A – CONDITIONS D'ENLEVEMENT

Les dispositions qui suivent définissent les conditions d'Enlèvement des Contenants de Collecte séparée et les mesures mises en place par l'Eco-organisme désigné en faveur de l'amélioration du remplissage des Contenants à l'Enlèvement.

### 3A.1 Modalités de révision de l'annexe

Les « conditions d'Enlèvement » fixées dans la présente annexe peuvent être ajustées chaque année après information du Comité de concertation avec les Représentants.

Après information du Comité de concertation avec les Représentants la présente annexe peut être le cas échéant modifiée dans les conditions définies par l'article 12 des Conditions générales du Contrat.

Les conditions d'Enlèvement fixées dans la première version de la présente annexe sont compatibles avec les clauses des contrats en cours entre l'Eco-organisme désigné et les Opérateurs de gestion des déchets. Le Comité de concertation avec les Représentants sera informé par l'Eco-organisme désigné de l'élaboration des clauses relatives aux Enlèvements en Déchèteries avant chaque renouvellement par appel d'offres des contrats opérateurs de gestion des déchets. L'Eco-organisme désigné, lors du changement de la dotation initiale du Contenant, s'engage à mettre à la disposition de la Collectivité un contenant présentant les meilleures conditions de remplissage.

Les « mesures d'accompagnement au remplissage des bennes » fixées dans la présente annexe, notamment le tonnage minimal conditionnant la dotation d'une seconde benne sur une Déchèterie peuvent être ajustées chaque année dans le cadre du Comité de concertation avec les Représentants.

### 3A.2 Fixation des conditions d'Enlèvement

La Collectivité s'engage à réaliser les demandes d'Enlèvement conformément aux modalités décrites dans le Système d'information de l'Eco-organismes désigné, sous réserve d'observer les dispositions prévues par ailleurs au Contrat.

Les conditions et modalités d'Enlèvement des Contenants par les Opérateurs de gestion des déchets les ayant mis à disposition, doivent respecter les standards de reprise et de tri des DEA, et répondre aux engagements minimums ci-dessous :

Demande d'enlèvement passée sur le SI des Eos		Enlèvement
Journée	Plage	au plus tard
Du lundi au vendredi*	avant midi	Au plus tard le soir de J+1
Du lundi au jeudi*	après-midi	Au plus tard le soir de J+2
le vendredi*	après-midi	Au plus tard le mardi soir (J+4)
le samedi*		Au plus tard le mardi soir (J+3)
le dimanche		Au plus tard le mardi soir (J+2)

\*sauf jours fériés

Par ailleurs, la Collectivité doit préciser dans le Système d'information de l'Eco-organisme désigné auprès duquel l'Enlèvement est demandé :

- les horaires et modalités d'accès des Déchèteries pour la réalisation des Enlèvements, précisées dans le protocole de sécurité (plan de prévention) de la Déchèterie,
- les plages horaires préférentielles d'Enlèvement (matin ou après-midi), sous réserve de respecter les conditions précitées, qui seront prises en compte dans mesure du possible par les Opérateurs de gestion des déchets.

Dans tous les cas, l'Enlèvement réalisé selon ces délais maximum devra s'accompagner du Bordereau de transport correspondant dûment complété et signé par l'Opérateur de gestion des déchets et la Collectivité. Ce document fait partie des éléments justificatifs de la bonne réalisation des Enlèvements demandés et pourra être communiqué par l'Opérateur de gestion des déchets à l'Eco-organisme désigné, au même titre que les tickets de pesées. Une copie du bordereau de transport est laissée à la Déchèterie par l'Opérateur de gestion des déchets.

Les dispositions opérationnelles et logistiques seront décrites dans un mode opératoire dans le Système d'information.

Une révision du rythme de collecte, après validation des Parties, est mise en œuvre dans les meilleurs délais possibles, et en tout état de cause dans un délai ne pouvant être inférieur à 15 jours à compter de sa validation par les Parties.

En ce qui concerne les interdictions préfectorales ou les ouvertures de certain point de collecte le dimanche, la Collectivité, l'Opérateur de gestion des déchets et l'Eco-organisme désigné feront leur meilleur effort pour trouver une solution spécifique.

Les Enlèvements ont lieu pendant les heures d'ouverture de la Déchèterie. Sous réserve d'accord de Parties, les Enlèvements peuvent avoir lieu en dehors des heures d'ouverture.

### **3A.3 Mesures d'accompagnement au remplissage des Contenants et d'évitement des débordements**

#### **3A.3.1 Doublement d'un Contenant**

Sur demande de la Collectivité et après un examen préalable sur le besoin, la faisabilité technique et la disponibilité foncière pour l'entreposage, l'Eco-organisme désigné peut doter les Déchèteries, d'un doublement de Contenant pour l'une des fractions de DEA (bois ou hors bois). Le fonctionnement sur deux Contenants pour la même fraction permet d'optimiser les remplissages et supprimer les risques de débordement. Les mouvements des Contenants à l'intérieur du périmètre de la Déchèterie sont de la responsabilité de la Collectivité ou de son délégataire, dans le respect des conditions normales de gestion de ce contenant.

. Dans le cas où au bout de 6 mois, le second contenant demeure sous utilisé, le second Contenant pourra être retiré après diagnostic effectué par l'Eco-organisme désigné et en accord la Collectivité.

#### **3.A.3.2 Mise en place de planning d'Enlèvement**

Sur demande de la Collectivité, il est possible de prévoir des Enlèvements programmés et réguliers sous la forme d'un « planning »

Cette organisation doit faire l'objet d'un accord entre l'Eco-organisme désigné, l'Opérateur de gestion des déchets et la Collectivité sous la forme d'un planning spécifique à chaque Déchèterie concernée (jour et créneau horaire d'Enlèvement). Le planning est alors formalisé dans le Système d'information afin d'être visible par toutes les parties et de permettre la création automatique des opérations de ramassage.

Le planning peut être différent en fonction de la saison et devra être revu régulièrement au moins une fois par an pour l'adapter aux évolutions des apports sur la Déchèterie.

En plus des demandes planifiées à l'avance, des demandes complémentaires peuvent être réalisées si besoin par la Collectivité.

**ANNEXE 3B AUX CONDITIONS GENERALES : BAREME DE SOUTIENS****3B.1 Dispositions générales**

Lorsque les barèmes de la présente annexe fixent, conformément à l'annexe A du cahier des charges, des montants en valeur annuelle<sup>2</sup>, ces montants sont appliqués *pro rata temporis*, en fonction de la date d'entrée en vigueur ou la date à laquelle le contrat prend fin, ou en fonction de la date à laquelle une déchèterie est activée ou désactivée du dispositif de collecte de l'Eco-organisme désigné.

Pour l'application des montants des barèmes, il convient de se rapporter aux dispositions du Contrat et des annexes « Périmètre » et « Conditions techniques et niveaux de service ».

**3B.2 Soutiens financiers pour la Collecte Séparée par l'Eco-organisme désigné**

Nom du soutien	Type de soutien	Critère d'éligibilité aux soutiens tels que prévu à l'annexe A du Cahier des charges et aux annexes 3 et 3A des Conditions générales du Contrat	Montant	Justificatifs et mode de calcul	
A.1.1.	Forfait déchèterie (Déchèterie fixe ouverte au public)	Soutien à la part fixe des coûts liés à la Collecte séparée par l'Eco-organisme désigné	Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 3	3 050 € par an par Contenant de 30m3 réceptionnant des flux de DEA	Saisie des données dans le Système d'information et téléversement des attestations conformément à l'Annexe 5, pour versement semestriel par moitié. Le montant est proratisé en cas de Contenant multi-rep
A.1.2.	Part variable (Déchèterie fixe ouverte au public)	Soutien à la part variable des coûts liés à la Collecte séparée par l'Eco-organisme désigné des DEA proportionnels aux quantités de DEA dans le Contenant	Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1 et enlèvement conforme aux critères d'enlèvement définis à l'Annexe 3A	24,4 €/t	Prise en compte des données relatives à la collecte saisie par les Opérateurs Calcul du montant du soutien chaque semestre
A.1.3.	Information et communication	Financement d'actions et d'outils d'information en vue d'augmenter la réutilisation et le recyclage	Nature des actions réalisées conforme aux prescriptions de l'Annexe 4	0,01 € par an /par habitant	Transmission des factures de communication après validation des maquettes et des devis conformément à l'Annexe 4

<sup>2</sup> Cf. annexe A du Cahier des charges, articles A.1.1, A.2.1.1, A.1.3, A.2.3

Enlèvement non conforme signalé par un  
dysfonctionnement par l'Opérateur  
et validé par l'Eco-organisme désigné  
Montant de la part variable visée au A.1.2

0 €/t

### 3.2.1 CALCUL DU SOUTIEN

Pour chaque semestre civil, le soutien lié au soutien A.1.2 versé par Déchèterie est :

— La somme des soutiens par application du montant unitaire associé (€/tonne) au tonnage constaté pour chaque enlèvement, conformément aux dispositions du tableau ci-avant

#### 3.2.1.1 OUTRE MER

Les soutiens à l'Enlèvement par l'Eco-organisme désigné (part forfaitaire, part variable, et soutien financier à l'information et à la communication locale) sont multipliés par 2,4.

### 3B.3 Soutiens financiers pour la Collecte non séparée

Nom du soutien		Type de soutien	Critère d'éligibilité aux soutiens tels que prévu à l'annexe A du Cahier des charges et aux annexes 1, 2 et 3 des Conditions générales du Contrat	Montant	Justificatifs et mode de calcul
A.2.1.1	Part forfaitaire	Soutien à la Collecte non séparée	Collecte non séparée pour une déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	1525€ / déchèteries fixes ouvertes au public ayant l'ensemble des flux en Collecte non séparée	Saisie des données dans le Système d'information et téléversement des attestations conformément à l'Annexe 5, pour versement semestriel par moitié.
A.2.2.1.	Part variable relative au recyclage (Déchèterie)	Soutien au recyclage des EA collectés en Collecte non séparée par la Collectivité en Déchèterie	Collecte non séparée pour une déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	79 € par tonne de EA recyclée (tous flux sauf flux ferraille)	Saisie des données dans le Système d'information conformément à l'Annexe 5. Calcul du montant du soutien chaque semestre
A.2.2.1.	Part variable relative au recyclage (porte-à-porte)	Soutien au recyclage des EA Collectés en Collecte non séparée par Collectivité en porte à porte	Collecte non séparée en Porte à Porte conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	140 € par tonne de EA recyclée (tous flux sauf flux ferraille s)	Saisie des données dans Le Système d'information conformément à l'Annexe 5. Calcul du montant du soutien chaque semestre

## AR Prefecture

083-258300581-20231218-DELIB2023\_796-DE  
Reçu le 21/12/2023

A.2.2.2.	Part variable relative à la valorisation énergétique R1 (porte-à-porte)	Soutien à la valorisation R1 des EA collectés en Collecte non séparée en porte à porte	Collecte non séparée en porte à porte conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	98 € par tonne de EA valorisée (1)	Saisie des données dans le Système d'information conformément à l'Annexe 5. Calcul du taux de recyclage et du montant du soutien chaque semestre
A.2.2.2.	Part variable relative à la valorisation énergétique R1 (Déchèterie)	Soutien à la valorisation R1 des EA collectés en Collecte non séparée pour une Déchèterie	Collecte non séparée en Déchèterie conforme aux prescriptions de l'Annexe 1	43 € par tonne de EA valorisée (1)	Saisie des données dans le Système d'information conformément à l'Annexe 5. Calcul du taux de recyclage et du montant du soutien chaque semestre
A.2.3.	Information et communication	Financement d'actions et d'outils d'information en vue d'augmenter la réutilisation et le recyclage	Nature des actions réalisées conforme aux prescriptions de l'Annexe 4	0,01 € par an par habitant	Transmission des factures de communication après validation des maquettes et des devis conformément à l'Annexe 4.

(1) La valorisation R1 des EA comprend les tonnes envoyées vers des unités d'incinération (IPCE 2791) réalisant des opérations de valorisation conformes à l'arrêté du 03/08/2010, la valorisation combustible du Bois en chaudière industrielle et la valorisation sous forme de combustible solide de récupération.

Les quantités de EA collectés non séparément sont calculées en application de l'article 3.2.2 2 de l'annexe 3 aux Conditions générales du Contrat.

- Conditions d'éligibilité

Si les conditions sont remplies, l'ensemble des soutiens sera versé sous réserve de la déclaration semestrielle par la Collectivité des tonnages collectés et validation de cette dernière suivant la procédure et selon les délais précisés dans le Contrat. En particulier, la Collectivité devra assurer la justification que les tonnages réceptionnés et collectés ont bien fait l'objet d'un traitement selon le mode de valorisation déclaré. Tout DEA collecté mais dont l'exutoire de valorisation ne pourra justifier le traitement ne pourra bénéficier de soutiens, ni à la reprise, ni au transport, ni au traitement.

Les soutiens forfaitaires et variables sont dus par l'Eco-organisme désigné sous réserve que la performance des différents modes de valorisation des DEA ainsi collectés en Collecte non séparé est au moins équivalente aux objectifs ci-dessous:

Année concernée (à compter de)	2024	2026	2028
Taux de valorisation	90 %	92%	94%

Année concernée (à compter de)	2024	2026	2028
Taux de recyclage	51%	53%	55%

Cette disposition ne s'applique pas lorsque la Déchèterie combine des contenants en Collecte séparé et en Collecte Non séparé.

### 3B.4 Autres soutiens financiers

#### 3B.4.1 Soutien à la zone de réemploi et de réutilisation

Libellé du soutien	Type de soutien	Conditions d'éligibilité	Montant	Progressivité	Justificatifs / mode calcul
Soutien à la zone de réemploi et de réutilisation	Soutien aux surfaces dédiées à la dépose de EA potentiellement destinés au réemploi ou à la réutilisation en Déchèterie	Ensemble des Déchèteries conformes aux prescriptions du Contrat.  Espace réemploi ou réutilisation installé en Déchèterie, sur un site contigu ou de proximité)	200 € /an et par Déchèterie	Soutien versé après la date de prise d'effet du Contrat, à la date d'activation fixée conformément au Contrat pour les Déchèteries concernées,	Soutien annuel versé en proportion du nombre de points de reprise activés disposant d'un espace réemploi et réutilisation.

- Conditions d'éligibilité

Le soutien est accordé sous réserve, d'une part, que l'espace réemploi et réutilisation de la Déchèterie est bien référencé Système d'information de l'Eco-organisme désigné et, d'autre part, qu'il répond aux exigences minimales fixées par le Contrat et détaillées en annexe 1.

Le soutien est versé annuellement en une fois en début d'année N pour l'année N-1 par l'Eco-organisme désigné à cette fin.

- Modalité de calcul / versement

Le montant des soutiens annuels est calculé en fonction du nombre de points de reprise disposant d'un espace réemploi répondant aux conditions d'éligibilité et des montants forfaitaires du barème ci-dessus.

L'ensemble des soutiens à la mise en œuvre d'une zone dédiée au réemploi et à la réutilisation de EA est versé annuellement après renseignement par la Collectivité de sa déclaration annuelle de demande de soutiens et validation de cette dernière suivant la procédure et selon les délais précisés dans le Contrat.

La demande de soutiens est faite par la Collectivité sur le Système d'information et doit être accompagnée pour chaque Déchèterie concernée :

Pour une première demande de soutiens au réemploi et à la réutilisation ou concernant un point de reprise nouvelle doté :

- d'une description documentée des caractéristiques de la zone dédiée justifiant son dimensionnement ainsi que des équipements mis en œuvre sur celle-ci nécessaires à la conservation de l'intégrité et des performances techniques des EA collectés et stockés, notamment en cas d'intempérie ;
- d'une présentation de la méthode mise en œuvre par le Collectivité pour déterminer la ré-employabilité ou le caractère réutilisable des EA éligibles mis à disposition sur la zone ;

Pour toute demande de renouvellement des soutiens au réemploi et à la réutilisation faisant suite à une première demande déjà réalisée et validée au titre du Contrat :

- de la déclaration par la Collectivité que les espaces réemploi et réutilisation des Déchèteries préalablement enregistrés dans la déclaration de l'année précédente sont toujours actifs. Cette attestation sera réalisée en ligne sur le portail de la Collectivité.
- d'une description documentée des caractéristiques de la zone dédiée pour toute nouvelle Déchèterie équipée d'un espace réemploi et réutilisation justifiant son dimensionnement ainsi que des équipements mis en œuvre sur celle-ci nécessaires à la conservation de l'intégrité et des performances techniques des EA collectés et stockés, notamment en cas d'intempérie ;

### 3B.5 Révision des soutiens

#### 3B.5.1 Modalités de calcul et de révision des soutiens

Les soutiens financiers pour la Déchèterie, tels que détaillés au paragraphe I, feront l'objet de révisions pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques de la Collecte et du traitement des Déchets issus de EA sur la durée du Contrat, en considération de l'évolution des indices de référence détaillés au III.2 de la présente annexe, et selon les modalités de calcul détaillées au III.3 ci-dessous au sein du même document. Les révisions de soutiens seront calculées chaque année en prenant en compte les valeurs d'indices de référence publiées à la date de la révision, par rapport à l'indice d'origine de l'année 2024. Elles seront calculées dès la publication des valeurs de l'ensemble des indices correspondants, pour une année N, et appliqués à l'ensemble des soutiens de l'année N après une information préalable à la Collectivité.

#### 3B.5.2 Indice de révision

##### 3B.5.2.1 Pour la révision des soutiens forfaitaires à chaque Déchèterie

Les soutiens forfaitaires aux Points de reprise en Déchèterie correspondant à la part fixe des coûts liés à la gestion des Déchets EA en Déchèterie publique seront révisés en tenant compte de l'indice de référence de la construction suivant :

**INSEE Index du bâtiment – BT 01 tous corps d'état base 2010 - identifiant 001710986**

Indice d'origine : INSEE Index du bâtiment – BT 01 tous corps d'état de janvier 2024

##### 3B.5.2.2 Pour la révision des soutiens variables à la réception des Déchets EA en Déchèteries

Les soutiens variables à la réception des déchets EA correspondant à la part variable des coûts liés à l'accueil, la réception des Déchets EA et à la prise en compte des charges courantes en Déchèterie seront révisés en tenant compte des indices de référence de la construction et de la main d'œuvre suivants :

**INSEE Index du bâtiment – BT 01 tous corps d'état base 2010 - identifiant 001710986**

Indice d'origine : INSEE Index du bâtiment – BT 01 tous corps d'état de janvier 2024

**INSEE ICHT-E : indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges – base 100 en décembre 2008 : identification 0015655187**

Indice d'origine : INSEE ICHT-E : indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges de janvier 2024

##### 3B.5.2.3 Pour la révision des soutiens variables au transport et au recyclage de Déchets EA en déchèteries

Les soutiens variables au transport et au recyclage de EA correspondant à la part variable des coûts liés au transport, à la préparation en vue de recyclage seront révisés en tenant compte des indices de référence métiers suivants :

- **Métaux EA : Variation mensuelle E40 des ferrailles broyées (platinage, vieilles tôles) – l'Usine Nouvelle par région.**

Il est défini un indice de suivi national comme suit :

**Variation annuelle E40 de l'année N =  $\sum(r)$  (variations de cotation mensuelles de l'indice E40 par région (r) entre le 1<sup>er</sup> janvier de l'année N et le 1<sup>er</sup> janvier 2024 x tonnages de métaux de EA par région (r) pour l'année N) /  $\sum(\text{tonnages de métaux de EA des régions (r) pour l'année N})$ ,**

avec r définie comme étant la région concernée par la valeur d'indice à prendre en compte :

- régions Nord, Est et IDF,
- régions Centre, Sud-Est, Sud-Méditerranée,
- région Bretagne,
- région Sud-Ouest Atlantique, Midi-Pyrénées.

Indice d'origine : base 100 au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

- Bois EA ; Variation mensuelle des coûts de traitement du bois déchets (B) - Recyclage et récupération.

Il est défini d'un indice de suivi national comme suit :

Variation annuelle de l'indice de coût de traitement bois déchets (B) de l'année N =  $\sum(r)$  (variations de cotation mensuelles du coût de traitement bois déchets (B) par région (r) entre le 1<sup>er</sup> janvier de l'année N et le 1<sup>er</sup> janvier de l'année N+1 x tonnages de bois de EA par région (r) pour l'année N) /  $\sum(\text{tonnages de bois de EA des régions (r) pour l'année N})$ ,

avec r définie comme étant la région concernée par la valeur d'indice à prendre en compte :

- régions Nord, Est et IDF,
- régions Centre, Sud-Est, Sud-Méditerranée,
- région Bretagne,
- région Sud-Ouest Atlantique, Midi-Pyrénées.

Indice d'origine : au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

- Compte tenu de l'absence d'indice de référence sur les matériaux inertes, il n'est pas proposé d'indice de révision des soutiens au recyclage pour ce Flux.

### 3B.5.3 Formules de calcul

#### 3B.5.3.1 Pour la révision des soutiens forfaitaires aux points de reprise

Les soutiens forfaitaires aux points de reprise seront recalculés chaque année selon la formule suivante :

**Forfait année N = (60% + 40% x (1+Index BT01 (janvier année N/janvier année 2024))) x Forfait année 2024**

Les soutiens forfaitaires révisés seront appliqués pour la liquidation des soutiens de l'année N

#### 3B.5.3.2 Pour la révision des soutiens variables à la réception des Déchets EA

Les soutiens variables à la réception des Déchets EA seront recalculés chaque année selon la formule suivante :

**Soutien réception année N = (80% x (1 + Index ICHT-E (janvier année N/janvier année 2024)) + 20% x (1 + Index BT01 (janvier année N/janvier année 2024))) x Soutien réception année 2024**

Les soutiens variables révisés seront appliqués pour la liquidation des soutiens de l'année N.

#### 3B.5.3.3 Pour la révision des soutiens variables au transport et au recyclage de EA

- Pour les déchets de métaux de EA :

Les soutiens variables au transport et au recyclage des déchets métalliques pourront faire l'objet d'une prise en charge exceptionnelle en cas de forte dégradation des cours de reprise des métaux. Les conditions d'éligibilité, les modalités de calcul, la période de versement du soutien et les conditions de suspension du soutien sont définis au paragraphe 3.2.2.2 de l'annexe 3 aux Conditions générales.

Le déclenchement du soutien exceptionnel est proposé dès lors que :

$\sum(N)$  (Variation annuelle E40 de l'année N pour (N = année 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029)) +100 < 0.

- Pour les déchets de bois de EA :

Les soutiens variables au transport et au recyclage des déchets de bois seront recalculés chaque année selon la formule suivante :

**Soutien recyclage bois année N =  $\sum(N)$  (Variation annuelle coût de traitement bois déchets (B) de l'année N pour (N = année 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029)) x Soutien recyclage bois année 2024.**

Les soutiens variables révisés seront appliqués pour la liquidation des soutiens de l'année N.

### 3B.5.4 Suivi des formules de révision

Dans le cadre de l'application de ces formules de révision il sera proposé un point de suivi annuel de leur mise en œuvre dans le cadre du comité de concertation des Collectivités locales.

## ANNEXE 4 AUX CONDITIONS GENERALES - COMMUNICATION

L'Eco-organisme désigné accompagne la Collectivité dans la sensibilisation et la communication de proximité destinée à présenter le réemploi, la Collecte séparée et le recyclage des DEA en développant des outils et supports de communication clés en main portant notamment sur :

- la mise en place de la signalétique appropriée en Déchèterie,
- l'application des consignes de tri conformément aux standards de la filière de REP DEA,
- l'information et la communication vers les Détenteurs de DEA.
- La formation des personnels des Déchèteries.

L'Eco-organisme désigné propose également à la Collectivité des éléments de contenu clés en main, qui permettent d'unifier la communication à l'attention des Détenteurs, sur l'ensemble du territoire national,

Parmi ces outils de communication, L'Eco-organisme désigné propose :

- i) des infographies pédagogiques permettant de présenter le fonctionnement de la Collecte séparée, du tri, du réemploi, de la réutilisation, du recyclage ou encore de la valorisation des DEA,
- ii) des reportages vidéos, sous forme de films courts présentant les techniques de tri, les méthodes ou de préparation à la réutilisation, le recyclage...
- iii) des campagnes de communication web ou des animations, pour sensibiliser le plus grand nombre aux enjeux relatifs au recyclage des DEA.

Ces outils de communication sont conçus et réalisés par L'Eco-organisme désigné et mis à disposition de la Collectivité sous format numérique.

D'autres outils de communication, tels que des supports écrits ou une banque d'images et de pictogrammes seront mis à disposition sur le Système d'information.

Les outils, méthodes et actions destinées à la formation de la Collectivité sont notamment :

- des actions d'accompagnement pour les agents d'accueil en Déchèterie et les techniciens
- des outils de signalétique : panneaux, affiches avec les consignes de tri adaptées
- des outils de formation : consignes de tri, vidéos de formation, affiches mémo pour les locaux...
- des sessions de formation : webinaires et parcours de formation adaptés.

## ANNEXE 5 AUX CONDITIONS GENERALES : CARACTERISATIONS, BILANS MATIERE ET JUSTIFICATIFS

### 5.1 Caractérisations

Le protocole de caractérisations et de calcul des taux de présence moyens conventionnels présenté ci-après a été établi en concertation avec les Représentants et validé par les pouvoirs publics, dans le respect du principe de proportionnalité entre coûts de caractérisations, précisions des résultats et délais au cours de la période d'agrément 2013-2017.

Le cas échéant, ce protocole peut faire l'objet de modification sur demande des Représentants, sur demande d' L'Eco-organisme désigné ou des ministères signataires de l'agrément. Toute modification du présent protocole est soumise à l'avis des Représentants, est transmise aux ministères signataires de l'agrément et donne lieu à une modification de la présente annexe en application de l'article 12 des Conditions générales du contrat.

Le plan d'échantillonnage a été actualisé de manière à refléter les configurations de collecte et de type d'habitat des collectes non séparées sur la période 2018-2023. Il est accessible sur le Système d'information,

### 5.2 Bilans matière

En collecte non séparé des DEA, lorsque le flux comprenant les DEA est orienté vers un process de tri le bilan matière appliqué au DEA est calculé et justifié suivant l'une des méthodologies suivantes.

#### 5.2.1. Utilisation des résultats issus d'une campagne de tri dédiée

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié en réalisant à une fréquence au moins semestrielle une campagne de tri dédié (appelée batch) sur un échantillon représentatif avec mesure du bilan matière.

Afin de pouvoir utiliser les résultats d'une campagne dédiée de tri réalisée par un Opérateur de gestion des déchets sur un flux de la Collectivité contenant des DEA en collecte non séparée (flux tout-venant de Déchèterie, flux bois de Déchèterie ; collecte d'encombrant en porte à porte) cette dernière doit respecter les points suivants :

- réalisation au cours du semestre objet de déclaration ;
- réalisation dans les conditions de traitement/préparation habituelles de l'opérateur ;
- Pesée des flux sortants issus de cette campagne (métaux, bois, plastique, non recyclables, déchets valorisables ne contenant pas de mobilier)
- Calcul du bilan matière en excluant du numérateur et du dénominateur les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, ...)
- Rédaction et conservation d'enregistrements (compte rendu, photos et tickets de pesées).

Le compte-rendu de la campagne dédiée est joint à la déclaration semestrielle de la Collectivité.

#### 5.2.2 Utilisation des données d'une ligne de traitement dédiée :

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié lorsque la ligne de tri est dédiée à un flux.

Afin de pouvoir utiliser les performances d'une ligne de traitement ou de préparation dédiée au flux (flux tout-venant de Déchèterie ou flux bois de Déchèterie ou collecte d'encombrant en porte à porte) le bilan matière doit être établi selon les prescriptions suivantes :

- enregistrement des données spécifique à la ligne de traitement/préparation (registre des entrées/sorties)
- utilisation des données du semestres objet de la déclaration
- calcul du bilan matière en excluant du numérateur et du dénominateur les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, ...)
- conservation des enregistrements (compte rendu du calcul, registre des sorties / tickets de pesées).

Le détail du calcul (données semestrielles par type de flux entrant dans le process, détail des fractions prises en comptes au numérateur et au dénominateur) est joint à la déclaration semestrielle de la Collectivité.

### 5.2.3 Utilisation des données du site dans son ensemble :

Le bilan matière d'un centre de tri sur un flux peut être calculé et justifié sur la base du bilan matière de l'ensemble du centre de tri. Afin de pouvoir utiliser les performances de l'ensemble du centre de tri, le bilan matière doit être établi selon les prescriptions suivantes :

- enregistrement des données du site (registre des entrées/sorties)
- utilisation des données du semestre objet de la déclaration
- calcul du bilan matière en excluant les fractions ne contenant pas de mobilier (gravats, déchets vert, DEEE, cartons/papier, film plastiques, ...)
- conservation d'enregistrements (compte rendu du calcul, registre des sorties / tickets de pesées).

Le détail du calcul (données semestrielles par type de flux entrant dans le process, détail des fractions prises en comptes au numérateur et au dénominateur) pourra être demandé par L'Eco-organisme désigné lors des contrôles.

### 5.2.4 Règle d'utilisation du bilan matière déclaré pour le calcul de soutiens

Pour chaque flux faisant l'objet d'une étape de tri, La Collectivité déclare dans le Système d'information L'Eco-organisme désigné la méthode de calcul et de justification du bilan matière utilisée ainsi que le process de tri (chaîne de tri, machine de tri automatique, tri à la pelle).

### 5.3 Justificatifs à produire pour les déclarations et les contrôles

Dans le cas de la collecte non séparée des DEA en Déchèterie et en porte-à-porte, la Collectivité déclare, pour chaque point de collecte, les flux collectés contenant du DEA, le tonnage mensuel collecté, les sites et modes de traitement de ces flux ainsi que les exutoires finaux.

La Collectivité doit également fournir des attestations de collecte et de traitement pour les tonnages non collectés par L'Eco-organisme désigné, établies par ses Opérateurs de gestion des déchets, et conformes à la déclaration.

L'ensemble de ces éléments fait l'objet de vérification systématique par l'Eco-organisme désigné préalablement à la validation de la déclaration, ou lors de l'application de l'article 11 des Conditions générales du Contrat.

Les éléments à justifier auprès de L'Eco-organisme désigné devront permettre de :

- tracer de façon certaine les tonnages des flux collectés ;
- vérifier les bilans matière des centres de tri et/ou de préparation sous contrat avec la collectivité ;
- attester les modalités de traitement des flux.

L'Eco-organisme désigné met à la disposition de la Collectivité des modèles d'attestation, disponibles sur le Système d'information.

Les justificatifs permettant d'attester les tonnages des flux collectés sont de manière non exhaustive :

Pour les vérifications réalisées par L'Eco-organisme désigné préalablement à la validation de la déclaration :

- le détail des tonnages collectés sur la période concernée par flux, site et mois,
- le nom et les coordonnées du/des prestataire(s) en contrat avec la collectivité concernant la collecte,

Pour les contrôles prévus à l'article 11 des Conditions générales du Contrat :

- les tickets de pesées
- les factures des prestataires des collectes
- les plannings des collectes (notamment dans le cadre des collectes en porte à porte)
- le schéma opérationnel de la gestion de la collecte sur le territoire

AR Prefecture

083-258300581-20231218-DELIB2023\_796-DE  
Reçu le 21/12/2023

Les justificatifs permettant d'attester des bilans matière des centres de tri ou de préparation sous contrat avec la collectivité

Pour les vérifications réalisées par l'Eco-organisme désigné préalablement à la validation de la déclaration :

- les noms et les coordonnées des prestataires en contrat avec la Collectivité concernant la préparation et le traitement des flux,
- les adresses des sites de traitement et de préparation,
- les bilans matières détaillés des sites de traitement (part du recyclage, de la valorisation énergétique, de valorisation combustible, de l'élimination...),

Pour les contrôles prévus à l'article 11 des Conditions générales du Contrat :

- les tickets de pesées (entrées et sorties)
- les registres des entrées et sorties
- la méthodologie appliquée et le détail des calculs des bilans matière en application de l'article 5.2 de la présente annexe
- les autorisations administratives des sites de traitement et de préparation

Les justificatifs permettant d'attester les modalités de traitement des flux

Pour les vérifications réalisées par l'Eco-organisme désigné préalablement à la validation de la déclaration :

- les coordonnées des sites des exutoires finaux,

Pour les contrôles prévus à l'article 11 des Conditions générales du Contrat :

- les autorisations administratives des sites de traitement et des exutoires.

\*\*\*

## ANNEXE 6 - RGPD

**DISPOSITIONS GENERALES**

En application du Règlement Général sur la Protection des Données (« RGPD ») (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 et de la loi dite « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, il est expressément entendu entre les Parties que les données à caractère personnel, tel que définies par la législation en vigueur, qui sont recueillies de manière licite, loyale, transparente, adéquate, pertinente et limitée par chacune des Parties, en qualité de responsable du traitement, à l'occasion de la signature du Contrat et de son exécution, sont nécessaires à la mise en place et à l'exécution de celui-ci.

Chacune des Parties qu'elle ait la qualité de responsable du traitement et /ou de sous-traitant dans le cadre du Contrat, fait son affaire des formalités préalables lui incombant au titre de la législation relative à la protection des données à caractère personnel.

Les données à caractère personnel recueillies telles que les noms, prénoms, adresses, téléphones et mail des représentants de chacune des Parties et des interlocuteurs des Parties, le cas échéant leurs identifiants, mots de passe, et dates de connexion à le Système d'information, communiquées en application du Contrat, pourront faire l'objet de traitements informatisés et être utilisées par les services et personnes qui ont à les connaître, pour les finalités suivantes : gestion du Contrat, recouvrement, évaluation et gestion du risque, suivi du respect des obligations environnementales.

Les données à caractère personnel recueillies seront conservées par les Parties pendant le temps nécessaire à l'exécution du Contrat et postérieurement en cas de différend dans le respect des obligations de conservation et de documentation résultant notamment du Code de Commerce, du Code des Impôts ainsi que de la législation bancaire et anti-blanchiment en vigueur.

Le traitement n'est pas susceptible d'impliquer des transferts hors de l'Espace Economique Européen (EEE). Il peut en être autrement sous réserve de l'accord expresse des Parties organisant les conditions du transfert dans le respect et conformément à la législation en vigueur sur la protection des données personnelles.

Ces données à caractère personnel seront couvertes par le secret professionnel. Toutefois, pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires, les Parties pourront être tenues de communiquer des données à caractère personnel à des autorités judiciaires ou administratives légalement habilitées. En outre, chaque Partie autorise expressément les autres Parties à partager les données à caractère personnel la concernant et leurs mises à jour éventuelles, avec toute entité de son Groupe, à des fins administratives internes.

Chaque Partie peut, à tout moment, accéder aux données à caractère personnel la concernant ou concernant ses préposés, les faire rectifier, supprimer, s'opposer à ou limiter leur traitement, s'opposer à leur communication à des tiers ou à leur utilisation par les autres Parties à des fins commerciales ou obtenir la liste des entités du groupe des autres Parties susceptibles d'être bénéficiaires desdites données à caractère personnel, en écrivant à l'adresse de domiciliation de l'autre Partie, ou bien à l'adresse suivante pour l'Eco-organisme désigné : rgpd@[raison sociale de l'Eco-organisme désigné].fr. Chaque Partie et/ou ses préposés ont en outre la faculté de saisir la CNIL de toute demande concernant les données à caractère personnel la concernant ou celles de ses préposés.

**DISPOSITIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ECO-ORGANISME DÉSIGNÉ**

L'Eco-organisme désigné est autorisé à traiter les données à caractère personnel (ci-après « les données ») nécessaires à la réalisation des obligations qui lui incombent dans les conditions suivantes :

- traiter ou consulter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet du Contrat.

Nature du (des) traitement(s)	Finalité du (des) traitement(s)	Type de Données Personnelles traitées	Catégorie de personnes concernées
-------------------------------	---------------------------------	---------------------------------------	-----------------------------------

Contrat conclu	Echanges entre les Parties en application du Contrat	Noms, prénoms, qualités et coordonnées des signataires et personnes à contacter, concernant la Collectivité	Représentant légal et/ou personnels dûment habilités par la Collectivité
Système d'information de l'Eco-organisme désigné	Accès à le Système d'information en vue de permettre à la Collectivité de procéder à la conclusion du Contrat, et aux demandes d'Enlèvement, mais également d'accéder à la documentation mise à disposition par l'Eco-organisme désigné et à toutes informations le concernant en vue le cas échéant de sa mise à jour par ses soins	Noms, prénoms, données personnelles de connexion (dates et heures), adresse mail, adresse IP, identifiant et mot de passe	Personnels dûment habilités par la Collectivité

- Garantir la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du Contrat, en mettant en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées. Les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté concerneront, à titre d'exemple lorsqu'elles sont possibles :
  - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
  - la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
  - toute mesure permettant d'empêcher toute utilisation hors des finalités retenues notamment détournée, malveillante ou frauduleuse des Données à Caractère Personnel et des fichiers objet du traitement,
  - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et à l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique et technique,
  - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du Traitement.
- Traiter les données conformément aux instructions ci-dessus.
- Veiller ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du Contrat s'engagent à respecter et respectent la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services/prestations informatiques, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- Ne pas, sans autorisation de la Collectivité, insérer dans les traitements des données à caractère personnel étrangères à celles confiées par la Collectivité, ni réaliser de copie ou de stockage des données confiées par la Collectivité, ni louer ou vendre les données confiées par la Collectivité.
- Faire appel le cas échéant à tout sous-traitant au sens du RGPD pour mener les activités de traitement qui lui incombent. Dans ce cas, il en informe préalablement la Collectivité de manière à recueillir son accord préalable. Il en est de même concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant.

- Notifier les éventuelles violations de données à caractère personnel dans un délai maximal de 72 heures après en avoir pris connaissance. La notification contient au moins :
  - la description de la nature de la violation de Données à Caractère Personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de Données à Caractère Personnel concernés.
  - le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact chez l'Eco-organisme désigné auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues,
  - dans la mesure des informations en sa connaissance, la description des conséquences probables de la violation de Données à Caractère Personnel,
  - dans la mesure des informations en sa connaissance, la description des mesures prises ou que l'Eco-organisme désigné propose de prendre pour remédier à la violation de Données à Caractère Personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

S'il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, l'Eco-organisme désigné s'engage à notifier à la Collectivité toute information complémentaire relative à la violation de manière échelonnée, sans autre retard indu, et à collaborer avec la Collectivité en vue de la résolution de la violation.

#### **Sort des données**

Au terme des obligations prévues au Contrat, chaque Partie procède à la destruction de toutes les copies des données à caractère personnel existantes dans ses systèmes d'information, dont la conservation ne serait pas nécessaire pour les finalités exprimées par le présent Contrat, doit justifier par écrit de leur destruction.

La Collectivité convient toutefois que les informations et données le concernant sont nécessaires à la gestion de son compte, à l'exécution du Contrat et aux obligations de l'Eco-organisme désigné à l'égard des pouvoirs publics et qu'elles pourront ainsi être conservées par l'Eco-organisme désigné pendant cinq (5) ans après le terme du Contrat.

#### **Transferts des Données à Caractère Personnel vers un Pays Tiers**

Dans tous les cas, aucune Partie ne peut transférer des données confiées par l'autre Partie vers un Pays Tiers ou une Organisation Internationale sans l'accord préalable et écrit de cette dernière.

AR Prefecture

083-258300581-20231218-DELIB2023\_797-DE  
Reçu le 21/12/2023

S.Mi.D.D.E.V

SYNDICAT MIXTE DU DEVELOPPEMENT DURABLE DE L'EST-VAR  
POUR LE TRAITEMENT ET LA VALORISATION DES DECHETS MENAGERS

-----  
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2023

Nombre de membres en exercice :	Date de publication :	Date d'envoi à la Préfecture :
12	21 DEC. 2023	21 DEC. 2023

Le dix-huit décembre deux mille vingt-trois à neuf heure trente, le Comité Syndical du Syndicat Mixte du Développement Durable de l'Est Var pour le Traitement et la valorisation des déchets ménagers, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire au siège du Syndicat, sous la présidence de Monsieur Gilles LONGO, Président.  
Date de convocation des délégués : le onze décembre deux mille vingt-trois.

**Présents :**

Communauté d'Agglomération Estérel Côte d'Azur Agglomération :

Monsieur Gilles LONGO, Président, Délégué titulaire  
Madame Sylvie BLANC, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente, Déléguée titulaire  
Monsieur Gérard BONNAL, Délégué titulaire  
Monsieur Bernard SABY, Délégué titulaire  
Madame Sonia LAUVARD, Déléguée titulaire,  
Monsieur Charles MARCHAND, Délégué titulaire  
Monsieur Yoann GNERUCCI, 2<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Monsieur Kader MERIMECHE, Délégué titulaire  
Monsieur Jean-François MOISSIN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Madame Jacqueline SANCHEZ, Déléguée titulaire

Communauté de Communes du Pays de Fayence :

Monsieur René BOUCHARD, 4<sup>ème</sup> Vice-Président, Délégué titulaire  
Monsieur Jean-Yves HUET, Délégué titulaire

**Assistaient également à la séance :**

Madame Natacha FLEURY, Directrice du SMIDDEV  
Madame Nathalie LACUBE, Eco-conseillère du SMIDDEV  
Madame Magali MERLINO, Rédacteur du SMIDDEV

**Délibération n°2023/797 :**

*Protocole du temps de travail – retour d'expérimentation et pérennisation du dispositif.*

***Objet : Protocole du temps de travail – retour d'expérimentation et pérennisation du dispositif.***

Par délibération 2023/774 du 16 juin 2023, le comité syndical décidait d'expérimenter un protocole du temps de travail du SMIDDEV qui prévoyait, entre autres, la mise en place d'un nouveau cycle de travail hebdomadaire (37h30) générant des réductions de temps de travail (RTT).

Considérant qu'il résulte du sondage anonyme réalisé au mois de novembre 2023 que 100% des agents concernés par la mise en application de ce protocole sont favorables à la pérennisation de celui-ci ;

Considérant que cette phase d'expérimentation n'a mis en lumière aucune difficulté d'organisation ;

Considérant l'avis favorable du comité social territorial rendu le 22 juin 2023 ;

Considérant que les réponses apportées aux observations des membres du comité social territorial n'ont pas fait l'objet de remarques complémentaires. ;

Le Comité Syndical :

Ouï l'exposé qui précède,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents,

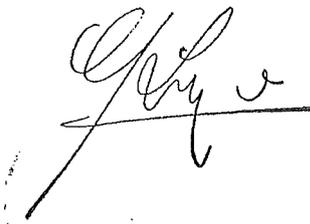
**APPROUVE** la pérennisation de l'application du protocole du temps de travail du SMIDDEV tel que présenté en annexe.

**SOMET** la présente délibération au contrôle de légalité de Monsieur le Préfet du Var.

AINSI fait et délibéré à Fréjus, le 18 décembre 2023.

*Pour extrait certifié conforme  
A Fréjus, le 18 décembre 2023*

*Le Président,  
Gilles LONGO*



Établissement public de traitement  
et de valorisation des déchets  
Parc d'activités Le Capitou – Pôle BTP  
32, allée Sébastien Vauban  
CS 60064 – 83606 Fréjus Cedex

AR Prefecture

083-258300581-20231218-DELIB2023\_797-DE  
Reçu le 21/12/2023

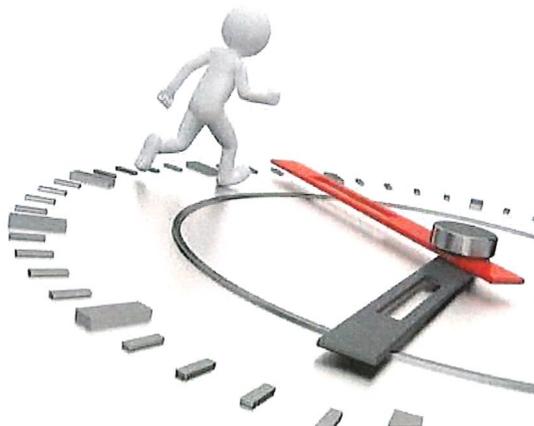
EN VIGUEUR



Validé par délibération du 16 juin 2023 (expérimentation SEM2 2023)

Validé par délibération du 18 décembre 2023 (pérennisation)

# PROTOCOLE RELATIF AU TEMPS DE TRAVAIL



AVIS DU COMITE SOCIAL TERRITORIAL EN SEANCE DU 22/06/2023	
Collège des représentants des collectivités	Collège des représentants du personnel
<input checked="" type="checkbox"/> Avis favorable	<input checked="" type="checkbox"/> Avis favorable
<input type="checkbox"/> Avis défavorable	<input type="checkbox"/> Avis défavorable
<input type="checkbox"/> Partage des voix - avis rendu	<input type="checkbox"/> Avis défavorable à l'unanimité
	<input type="checkbox"/> Partage des voix - avis rendu

Fait à La Crau, le 22/06/2023

Version 1.2. du 02/11/2023  
Applicable au 01 juillet 2023

ETABLISSEMENT PUBLIC DE TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS DE L'EST-VAR

Parc d'activités le Capitou - Pôle BTP - 32 Allée Sébastien Vauban - CS60064 - 83606 Fréjus cedex  
Tél. : 04 98 11 98 80 - Courriel : contact@smiddev.fr  
www.smiddev.fr

## TITRE I - PREAMBULE

Le présent accord est conclu dans le cadre de la loi du 19 janvier 2000 relative à la réduction négociée du temps de travail, accompagnée de ses décrets d'application dont celui du 25 août 2000.

La mise en place de ce nouveau protocole d'accord sur le temps de travail a fait l'objet d'une concertation avec les agents dans le courant du mois d'avril 2023 (et d'une enquête de satisfaction en novembre 2023).

Chaque agent sera destinataire d'un exemplaire du présent document.

Il vise trois objectifs principaux :

- Se conformer à la réglementation en vigueur sur le temps de travail
- Garantir l'équité entre les agents et les services en matière d'organisation du temps de travail
- Maintenir un service public de qualité au travers d'une organisation interne efficiente

Ce protocole entre en vigueur le 01 juillet 2023 après approbation par l'assemblée délibérante.

Il a été approuvé par le Comité Social Territorial du CDG 83 le 22 juin 2023.

Il pourra être complété par des notes de service ou circulaires internes et modifié, autant que de besoin pour suivre l'évolution réglementaire ainsi que les nécessités de service.

Toute modification ultérieure ou tout retrait sera soumis à saisine du CST et de l'assemblée délibérante.

## TITRE II - CHAMP D'APPLICATION

### Article 2.1 – Personnels concernés

Le présent protocole est applicable à l'ensemble du personnel du SMIDDEV, hormis :

- Les agents vacataires ou horaires
- Les agents contractuels de droit privé soumis à règles spécifiques (contrat avenir – stage – apprentissage...)

## TITRE III DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AU TEMPS DE TRAVAIL

### Article 3.1 – Durée du travail effectif

Le décret n°2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'Aménagement et à la Réduction du Temps de Travail dans la Fonction Publique d'Etat précise que «la durée du travail effectif s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à des occupations personnelles ».

La durée de référence du travail effectif est fixée à 35 heures par semaine et le décompte du temps de travail est réalisé sur la base d'une **durée annuelle de travail effectif de 1 607 heures maximum**, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être effectuées

La durée annuelle est calculée ainsi :

Nombre total de jours dans l'année	365 jours
Jours de repos par an (52x2)	104 jours
Congés (5x5)	25 jours
Nombre de jours fériés moyen	8 jours
Total de jours travaillés	228 jours
Nombre d'heures par jour	7 h
Nombre d'heures travaillées par an (228 x 7)	1596 h, arrondies à 1600 h
Journée de solidarité	7 h
<b>Durée annuelle de travail effectif</b>	<b>1607 h</b>

### Article 3.2 – Garanties relatives aux temps de travail et de repos (Art.3. – I du décret du 25 août 2000)

L'organisation du travail doit respecter les garanties minimales ci-après définies :

- ✓ La durée hebdomadaire de travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni 48h au cours d'une même semaine, ni 44h en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives
- ✓ Le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à 35h consécutives.
- ✓ La durée quotidienne de travail ne peut excéder 10h ;
- ✓ Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de 11h ;
- ✓ L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 12h ;
- ✓ Dans le cadre de la journée continue, aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre 6h consécutives sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de 20mn.

### Article 3.3 - Les conditions de dérogations aux garanties conformément à l'article 3 –II du décret du 25 août 2000

Il peut être dérogé aux garanties minimales dans les cas et conditions suivantes :

- ✓ lorsque l'objet même du service public en cause l'exige, notamment pour la protection des personnes et des biens,
- ✓ lorsque les circonstances exceptionnelles le justifient et sur une période limitée, par décision du chef de service avec une information immédiate au comité social territorial.

Ces circonstances exceptionnelles peuvent donner lieu à des aménagements ponctuels d'horaires.

### ~~Article 3.4 – Les périodes assimilées~~ au temps de travail effectif

Conformément aux dispositions légales, la durée du travail effectif correspond au temps pendant lequel le salarié est à la disposition de l'employeur sans pouvoir vaquer librement à ses occupations personnelles.

Cette notion comprend (non exhaustif) :

- ✓ Les temps de pause de courte durée que les agents sont contraints de prendre sur leur lieu de travail (20 mn de pause après une séquence de travail de 6 h),
- ✓ Le temps passé en mission. Est en mission l'agent en service qui, muni d'un ordre de mission pour une durée totale ne pouvant excéder douze mois, se déplace pour l'exécution de son service hors de sa résidence administrative et hors de sa résidence familiale,
- ✓ Le temps de trajet entre deux postes de travail dès lors que l'agent consacre à son déplacement la totalité du temps accordé,
- ✓ Le temps pendant lequel l'agent suit une formation proposée par le service ou demandée par l'agent et autorisée par l'administration,
- ✓ Le temps d'intervention pendant une période d'astreinte y compris le temps de déplacement depuis le domicile pour l'aller et le retour,
- ✓ Les absences liées à la mise en œuvre du droit syndical : décharges d'activité de service pour exercer un mandat syndical, temps de congé de formation syndicale, participation aux réunions des instances paritaires, heure mensuelle d'information syndicale ...
- ✓ Le temps consacré aux visites médicales dans le cadre professionnel.
- ✓ Lorsqu'en vertu de dispositions législatives ou réglementaires ou d'un règlement intérieur, le port d'une tenue de travail est imposé, le temps consacré à l'habillage et au déshabillage sur le lieu de travail constitue du travail effectif.

### Article 3.5 – Les périodes exclues du temps de travail

Cette notion comprend (liste non exhaustive) :

- ✓ Le temps de pause méridienne, d'un minimum de 45 minutes (1h au SMiDDEV).
- ✓ Le temps de trajet domicile-travail.
- ✓ Le temps de trajet pour se rendre à une formation
- ✓ Les astreintes

### Article 3.6 – Les heures supplémentaires

Les heures supplémentaires sont effectuées à la demande du chef de service pour garantir l'exécution des missions du service public.

Le nombre d'heures supplémentaires à récupérer, ne peut dépasser un contingent mensuel de 25 heures.

Pour un agent soumis à un cycle hebdomadaire de 35 heures, les heures supplémentaires sont décomptées à partir de la 36ème heure.

Les heures supplémentaires peuvent être cumulées aux journées de congés annuels et RTT.

Les coefficients de récupération suivant sont appliqués au sein du SMiDDEV :

- 1h pour 1h du lundi au samedi entre 07h00 et 22h00.
- 1h30 pour 1h le dimanche entre 07h00 et 22h00.

Les récupérations sont constituées au titre d'une année civile. Aucun report sur l'année suivante n'est autorisé.

### Article 3.7 – Les astreintes

Pendant une astreinte, l'agent, sans être à disposition permanente et immédiate de son employeur, a obligation de demeurer à son domicile ou à proximité, afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration.

Seule la durée de l'intervention et le temps de transport domicile-travail sont considérés comme du temps de travail effectif.

Les conditions et modalités de rémunération ou de compensation des périodes d'astreintes sont fixées par délibération.

## TITRE IV L'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

L'article 4 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 disposant que **le travail est organisé selon des périodes de référence dénommées cycles de travail**. Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel de manière que la durée du travail soit conforme sur l'année au décompte de 1607 heures de travail effectif pour un agent à temps complet.

### Article 4.1 – Les cycles de travail

Au SMIDDEV l'aménagement du temps de travail prend l'une des formes suivantes :

- Soit un cycle de 37h30 hebdomadaire avec octroi de 15 jours de RTT annuel (ATFU - 12j à 80%)
- Soit un cycle de 35h00 hebdomadaire sans RTT

### Article 4.2. – Horaires d'ouverture au public

Le SMIDDEV est ouvert au public du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 puis de 13h30 à 17h00.

La continuité du service ne pouvant être interrompue par défaut de personnel présent, les différents services instaureront, si cela est nécessaire, des permanences, afin de couvrir l'amplitude horaires d'ouverture au public.

### Article 4.3. – Choix des cycles de travail

En fin d'année N-1, les chefs de service proposeront (après information aux agents), à la direction, le cycle de travail choisi pour ses agents. Le choix du cycle ne peut être lié qu'à la recherche de l'efficience.

A la marge, il est envisageable que des cycles soient différents au sein même d'un service.

Une fois les desideratas négociés et validés, les agents devront signer un document attestant du cycle de travail sur lequel ils sont positionnés. Les crédits de jours ARTT seront alors crédités en fonction des cycles retenus. Les cycles définis sont valables du 01 janvier au 31 décembre de l'année N.

## TITRE V LES CONGES

### Article 5.1 Les congés annuels

Tous les agents inclus dans le champ d'application de ce règlement, ont droit à des congés annuels selon les modalités réglementaires en vigueur.

### Article 5.2 Période de référence

Elle couvre l'année civile, du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre. *Pour l'expérimentation, la période de référence est fixée du 01/07/2023 au 31/12/2023.*

### Article 5.3 Les droits à congés

#### Cas général

Le nombre de jours de congés s'apprécie par année civile et est fixé, pour chaque agent, à 5 fois ses obligations hebdomadaires de service.

Les obligations de service sont exprimées en nombre de jours ouvrés et correspondent au nombre de jours effectivement travaillés par l'agent, soit :

- 25 jours pour un agent à temps complet travaillant 5 jours par semaine,
- 20 jours pour un agent à temps partiel travaillant 4 jours par semaine

Les agents qui n'exerceront pas leurs fonctions sur la totalité de la période de référence (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre), auront droit à un congé annuel calculé au prorata de la durée de services accomplis.

### Article 5.4 Les jours de fractionnement

Un ou deux jours de congés supplémentaires, dits « jours de fractionnement », seront accordés aux agents comme suit :

- Un jour de congé supplémentaire, si l'agent a pris 5, 6 ou 7 jours de congés annuels en dehors de la période comprise entre le 1<sup>er</sup> mai et le 31 octobre
- Deux jours de congés supplémentaires lorsqu'il a pris au moins 8 jours de congés annuels en dehors de la période considérée.

Lorsque l'agent travaille à temps partiel aucune proratisation n'est effectuée, ces jours supplémentaires étant attribués dans les mêmes conditions qu'aux agents travaillant à temps plein.

### Article 5.5 Planification de congés

Le chef de service établit un calendrier prévisionnel des souhaits de congés exprimés, en s'assurant de leur compatibilité avec les nécessités du service.

Sauf exceptions prévues par les textes, **l'absence de service est limitée à 31 jours consécutifs.**

### Article 5.6 Demandes de congés

Toute demande de congés doit être soumise à l'avis du chef de service 3 jours avant le départ souhaité.

Tout refus devra être motivé et notifié à l'agent avant la date de départ prévu.

Les demandes de congés conformes au calendrier arrêté par le chef de service sont prioritaires par rapport aux autres demandes.

Les fonctionnaires chargés de famille bénéficient d'une priorité pour le choix des périodes de congés annuels.

Les demandes de congés sont formalisées sur les « feuilles de congés » nominatives mises à disposition. Toutes les demandes doivent être validées par le chef de service et visées par la direction.

#### **Article 5.7 Le report des congés**

Les congés doivent être utilisés entre le 1er janvier et le 31 décembre de chaque année. Exceptionnellement et sur demande écrite justifiée à la direction, les congés pourront être reportés jusqu'au 28 février de l'année N+1.

#### **Article 5.8 Les congés non pris pour raison de santé**

Un fonctionnaire ayant acquis des congés annuels durant une année mais qui n'aurait pas pu en bénéficier du fait d'un congé pour raison de santé peut en retrouver l'usage à l'issue de ce congé y compris si ce dernier se termine une autre année que l'année d'acquisition de ses congés annuels dans les limites posées par le Conseil d'Etat (*CE du 26/04/2017, req. 406009*).

#### **Article 5.9 Congés Exceptionnels**

Les congés exceptionnels, de droits et/ou statutaires sont accordés selon la réglementation en vigueur au moment de la survenance de l'évènement. (Liste non-exhaustive // Paternité – adoption – accompagnement personne en fin de vie – présence parentale – solidarité familiale...).

### **TITRE VI - LES JOURS D'ARTT**

#### **Article 6.1 - Définition des jours ARTT**

Un jour ARTT est un jour de repos accordé par l'employeur à l'agent en compensation du temps de travail réalisé au-delà du cycle standard de 35 heures hebdomadaire.

#### **Article 6.2 - Acquisition des jours ARTT**

Les jours ARTT sont accordés par année civile aux agents à temps complet et à temps partiel, les agents à temps non-complet en étant exclus. Ils constituent un crédit ouvert au début de l'année civile considérée ou de la mise en place du dispositif.

Le nombre de jours ARTT à accorder à chaque agent sera calculé en référence à la moyenne annuelle de 228 jours ouvrables (à proratiser pour un agent travaillant au-delà ou en-deçà de 5 jours par semaine) compte tenu du travail effectif accompli dans le cycle de travail.

(Circulaire relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011.)

Durée hebdomadaire de travail	35h30	36h	36h30	37h	37h30	38h	39h
Nb de jours ARTT pour un agent travaillant à temps complet	3	6	9	12	15	18	23

### Article 6.3 - Modalités d'utilisation

Le décompte des jours ARTT s'effectuera par demi-journées ou par journées.

Les jours ARTT feront l'objet d'une compensation sous forme de jours de repos définis en accord avec le chef de service en fonction des nécessités de service et des obligations de continuité de service public.

La pose des jours d'ARTT s'effectuera selon les mêmes modalités que pour les jours de congés.

Dans tous les cas, le cumul des droits à congés, à récupération et des jours d'ARTT ne peut amener un agent à s'absenter plus de 31 jours.

### Article 6.4 - La réduction des jours ARTT des agents en congés pour raison de santé

Les congés pour raison de santé, qui ne génèrent pas de droit à RTT, viendront réduire proportionnellement le nombre de jours ARTT acquis annuellement pour les agents qui se sont absentés pour des raisons de santé sur l'année considérée.

Les situations d'absence qui justifient une réduction des droits à RTT sont les suivantes : congés de maladie, de longue maladie, de grave maladie, de maladie longue durée, congés sans traitement pour maladie, y compris ceux résultant d'un accident ou d'une maladie imputable au service.

Les périodes d'absence non assimilées à du temps de travail effectif donnent lieu à une réduction des jours de RTT de la façon suivante (service-public.fr):

Il faut calculer le quotient de réduction des ARTT

Quotient (q) = 228/ nb de jours de RTT annuels

Ce quotient calculé correspond au nb de jours d'absence non assimilés qui mène à la réduction d' 1 jour d'ARTT ; il est applicable par tranche.

Cas de l'agent temps plein à 37h30/semaine :  $228/15 = 15.2$ .

Lorsque l'absence de l'agent atteint 15 jours d'absence non assimilés, une journée de RTT est déduite. Lorsque l'absence de l'agent atteint 30 jours, 2 journées de RTT sont déduites etc...

### Article 6.5 - Report des jours ARTT non pris

Les jours ARTT non pris au cours d'une année ne pourront être reportés. En fin d'année civile, les jours restants pourront, à la demande de l'agent concerné, être versés dans un compte épargne temps.

**TITRE VII – LE COMPTE EPARGNE TEMPS**

Les congés annuels, les jours de réduction du temps de travail, peuvent être déposés sur un compte épargne-temps, dans les conditions prévues par délibération et conformes aux décrets n° 2004-878 du 26 août 2004 et n° 2010-531 du 20 mai 2010 relatifs au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale.

Le compte épargne temps a été instauré au SMIDDEV en 2011 par délibération n° 313 du 18 mars 2011.

**TITRE VIII – LA JOURNEE DE SOLIDARITE**

Conformément à la loi 2008-351 du 16 avril 2008 relative à la journée de solidarité, 1 jour de réduction du temps de travail ou de jour de sujétion sera déduit pour atteindre un temps de travail annuel égal à 1607h.

**TITRE IX LES AUTORISATIONS D'ABSENCE**

Les autorisations d'absence suivantes peuvent être accordées sur demande signée par le responsable hiérarchique, si l'événement se déroule un jour normalement travaillé.

Elles sont distinctes des congés annuels et permettent à l'agent de se rendre disponible dans des cas particuliers.

**9.1 - Evènements familiaux**

Ces autorisations sont toutes accordées en fonction des nécessités de service (sauf ASA de droit). Un justificatif sera systématiquement demandé.

Par ailleurs, si l'évènement à lieu à plus de 200 km de Fréjus, l'ASA est majorée d'un 1 jour.

Nature de l'événement	Sujet de l'événement	Durée maximum de l'autorisation
Mariage ou pacte civil de solidarité	Agent	5 jours ouvrables <sup>(*)</sup>
Mariage	Enfants ou enfants du conjoint	2 jours ouvrables
	Parents, frères, sœurs, beau-frère, belle-sœur, oncles, tantes, neveux, nièces	1 jour ouvrable
Décès	Conjoint	5 jours ouvrables
	Enfants ou enfants du conjoint	5 jours ouvrables
	Père ou mère de l'agent	5 jours ouvrables
	Belle-mère ou beau-père de l'agent	3 jours ouvrables
	Frères, sœurs, beau-frère, belle-sœur, oncles, tantes de l'agent	2 jours ouvrables
	Grands-parents de l'agent	2 jours ouvrables
	Neveu, nièce de l'agent	1 jour ouvrable
Naissance ou adoption	Enfants de l'agent	3 jours ouvrables
Maladie grave	Conjoint de l'agent	5 jours ouvrables <sup>(*)</sup>
	Parents, grands parents	3 jours ouvrables
	Belle-sœur, beau-frère, collatéraux, ascendants, descendants	2 jours ouvrables
Don du sang	Agent	Le temps nécessaire au don

(\*) : par jour ouvrable, il convient d'entendre tous les jours de la semaine à l'exception du jour de repos hebdomadaire (généralement le dimanche) et des jours fériés habituellement non travaillés dans la collectivité

## **9.2 Enfants malades ou gardes d'enfants**

L'octroi de ces autorisations doit donner lieu à production d'un certificat médical, justificatifs et d'une justification des droits. Informations complémentaires sur [service-public.fr](http://service-public.fr).

## **9.3 Concours et Examens professionnels**

Les agents sont autorisés à passer des concours et examens professionnels sur leur temps de travail. Ils doivent en avertir leur chef de service et les services RH.

Ces autorisations sont limitées à 1 concours ou examen (complet – Ecrit + Oral) par an.

L'agent devra se procurer un ordre de mission auprès du service concerné.

## **9.4 Grossesse ou assistance médicale à la procréation**

### *9.4.1 Grossesse*

Les fonctionnaires ou contractuels, vous pouvez bénéficier d'autorisations d'absence au cours de votre grossesse pour différents motifs

- À partir du début du 3e mois de grossesse, dans la limite d'une heure par jour, sur avis du médecin du travail
- Pour assister aux séances de préparation à l'accouchement qui ne peuvent pas avoir lieu en dehors de vos heures de travail. Ces autorisations d'absence sont accordées sur avis du médecin du travail au vu des justificatifs de rendez-vous.
- Pour vous rendre aux examens médicaux obligatoires antérieurs ou postérieurs à l'accouchement prévus par l'Assurance maladie
- Pour allaitement si la proximité du lieu de garde de l'enfant le permet (limitée à 1h/J)

### *9.4.2. Assistance Médicale à la Procréation (PMA)*

Le fonctionnaire ou contractuel qui reçoit une assistance médicale à la procréation (PMA), peut bénéficier d'une autorisation d'absence pour les actes médicaux nécessaires.

La personne qui vit avec le fonctionnaire ou contractuel considéré : Mariage, Pacs ou concubinage (union libre) peut aussi s'absenter pour prendre part au maximum à 3 des actes médicaux nécessaires à chaque protocole d'assistance médicale à la procréation.

La durée de l'absence est proportionnée à la durée de l'acte reçu.

## TITRE X – DISPOSITIONS GENERALES

### 10.1 – Durée du protocole

Le présent protocole est en vigueur pour une durée indéterminée.

### 10.2 Entrée en Vigueur

Le présent protocole entre en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2023 et vient en substitution des autres protocoles relatifs à l'organisation du travail au sein du SMIDDEV.

### 10.3 Information au personnel

Une information complète sera assurée par tous moyens appropriés.

### 10.4 Modifications

Toute modification du présent protocole devra être soumise au comité syndical ainsi qu'au comité social territorial du CDG 83.

Le président,



